

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Octobre 2009

Directrice de la publication : Catherine Ruggeri
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 9 Arrêté du 5 octobre 2009 portant nomination à la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général des affaires culturelles.
- Page 9 Décision du 15 octobre 2009 portant inutilité de divers ensembles immobiliers sis à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines) et à Guyancourt (Yvelines).

Archéologie

- Page 9 Décision n° 2009-DG/09/069 du 6 octobre 2009 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Grand-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.
- Page 11 Décision n° 2009-DG/09/071 du 9 octobre 2009 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à leurs adjoints.
- Page 14 Décision n° 2009-DG/09/074 du 12 octobre 2009 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à leurs adjoints.

Archives

- Page 14 Circulaire n° 2009/016 du 5 octobre 2009 relative au versement des questionnaires papier du recensement général de la population renseignés par les ménages dans le cadre des enquêtes annuelles de recensement mises en place à partir de 2004.

Centre des monuments nationaux

- Page 26 Décision n° DS IL Adm-14-2009-Jba du 30 septembre 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Cinématographie

- Page 26 Décision du 23 juin 2009 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002.
- Page 27 Décision du 1^{er} octobre 2009 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres de la commission prévue à l'article 107 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.
- Page 27 Arrêté du 15 octobre 2009 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Distinctions honorifiques

- Page 28 Arrêté du 5 octobre 2009 conférant les distinctions de grand mécène et de grand donateur du ministère de la Culture.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche

- Page 28 Arrêté du 9 avril 2009 portant reconnaissance du diplôme d'architecte DESA habilitant à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, de l'École spéciale d'architecture, comme équivalent à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 28 Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 29 Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 29 Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 29 Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 30 Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 30 Arrêté du 19 juin 2009 portant reconnaissance du diplôme d'études de deuxième cycle de l'École spéciale d'architecture (diplôme de l'ESA Grade 2) comme équivalent au diplôme d'État d'architecte conférant grade de master.
- Page 31 Arrêté du 19 juin 2009 portant reconnaissance du diplôme d'études de premier cycle de l'École spéciale d'architecture (diplôme de l'ESA Grade 1) comme équivalent au diplôme d'études en architecture conférant grade de licence.
- Page 31 Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 32 Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 32 Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.
- Page 33 Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

- Page 33 Décision du 4 août 2009 portant délégation de signature à l'École du Louvre.
- Page 34 Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 35 Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 35 Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 35 Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 36 Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 36 Arrêté du 19 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.
- Page 36 Décision en date du 23 octobre 2009 portant habilitation du pôle d'enseignement supérieur de la musique Seine-Saint-Denis-Île-de-France à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.
- Page 37 Arrêté du 27 octobre 2009 portant classement du conservatoire communautaire de Rambouillet en conservatoire à rayonnement intercommunal.
- Page 37 Arrêté du 28 octobre 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'École du Louvre.

Grand Palais des Champs-Élysées

- Page 37 Délibération n° 2009/14 du 23 septembre 2009 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, à l'effet de conclure et signer les conventions de groupement de commandes et les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage.
- Page 38 Décision n° 2009/18 du 6 octobre 2009 portant attribution de compétence, à titre transitoire, au sein de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.
- Page 38 Décision n° 2009/19 du 14 octobre 2009 portant création, composition et fonctionnement d'une commission consultative *ad hoc* dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service public relative à l'installation et l'exploitation ponctuelle d'un dispositif de chauffage par système radiant dans la grande nef du Grand Palais.

Monuments historiques

- Page 39 Arrêté n° 27 du 3 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques du domaine du château de Joyeux (Ain).

- Page 40 Arrêté n° 28 du 3 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, de la bibliothèque pour enfants, sise 14 Cité de la Plaine, rue de Champagne à Clamart (Hauts-de-Seine).
- Page 41 Arrêté n° 29 du 3 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques de la machine soufflante de la fonderie de Fumel (Lot-et-Garonne), ainsi que du bâtiment qui l'abrite.
- Page 42 Arrêté n° 30 du 29 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques du domaine du château de Froeschwiller (Bas-Rhin).

Musées

- Page 43 Décision n° 2009-044 du 26 août 2009 portant nomination d'un régisseur de recettes et d'avances pour le musée national d'Orsay.
- Page 43 Décision n° 2009-045 du 7 septembre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée d'Orsay.
- Page 48 Arrêté du 5 octobre 2009 portant nomination à la commission des acquisitions du musée Rodin.
- Page 48 Arrêté du 9 octobre 2009 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée d'Orsay.
- Page 49 Décision du 14 octobre 2009 relative à la création d'une commission consultative paritaire pour les agents non titulaires de l'établissement public du musée du Louvre, recrutés en application des articles 3-2, 4, 6 et 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.
- Page 55 Décision du 14 octobre 2009 relative à l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire des agents non titulaires de l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 59 Décision n° 2009-5 du 20 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.
- Page 59 Décision n° DFJS/DAMC/2009/08 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 60 Décision n° DFJS/DAMT/2009/09 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 61 Décision n° DFJS/DASV/2009/10 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 62 Décision n° DFJS/DC/2009/11 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 62 Décision n° DFJS/DDM/2009/12 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 64 Décision n° DFJS/Dépt/2009/13 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 68 Décision n° DFJS/DFJS/2009/14 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
- Page 70 Décision n° DFJS/DLL/2009/15 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Page 70	Décision n° DFJS/DMO/2009/16 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 71	Décision n° DFJS/DPC/2009/17 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 72	Décision n° DFJS/DPPEA/2009/18 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 73	Décision n° DFJS/DRHDS/2009/19 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 75	Décision n° DFJS/MDelacroix/2009/20 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 76	Décision n° DFJS/SCI/2009/21 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 76	Décision n° DFJS/SI/2009/22 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 77	Décision n° DFJS/SPSI/2009/23 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 77	Décision n° DFJS/DCPCR/2009/24 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.
Page 78	Décision n° DFJS/DML/2009/25 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Mesures d'information

Page 80	Relevé de textes parus au <i>Journal officiel</i>
---------	--

Page 87	Réponses aux questions écrites (Assemblée nationale et Sénat)
---------	---

Divers

Page 88	Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09O).
Page 92	Liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 09P).
Page 94	Diplôme de paysagiste DPLG - ENSAP Bordeaux (Lot 09Q).
Page 95	Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09R).
Page 98	Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09S).
Page 104	Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09T).
Page 111	Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 5 octobre 2009 portant nomination à la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général des affaires culturelles.

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public et notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 modifié portant statut des inspecteurs généraux des affaires culturelles,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général des affaires culturelles :

* En qualité de membres titulaires :

- M. Patrick Olivier, chef du service de l'inspection générale des affaires culturelles ;

- M. Michel Balluteau, inspecteur général, élu ;

- M. Xavier Roy, inspecteur général, élu.

* En qualité de membres suppléants :

- M. Binh Le Nhat, inspecteur général ;

- M. Serge Kancel, inspecteur général, élu ;

- M. Michel Berthod, inspecteur général, élu.

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié à qui de droit.

Pour le Premier ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le directeur, adjoint au directeur général,
Frédéric Aladjidi

Décision du 15 octobre 2009 portant inutilité de divers ensembles immobiliers sis à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines) et à Guyancourt (Yvelines).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du domaine de l'État ;

Vu le décret n° 2007-994 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 2 novembre 2005 portant délégation de signature à M^{me} Catherine Ruggeri, directrice adjointe de l'administration générale,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont déclarés inutiles les biens immobiliers cadastrés BN n° 26 d'une superficie de 401 m² sis à Guyancourt (Yvelines) et BM n° 134 d'une superficie de 997 m² sus à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines).

Art. 2. - La directrice adjointe de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :

Pour la directrice de l'administration générale :

La directrice adjointe,
Catherine Ruggeri

ARCHÉOLOGIE

Décision n° 2009-DG/09/069 du 6 octobre 2009 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Grand-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches

archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique, dont commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique, dont contrats, à l'exception des baux, et commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 20 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Ouest ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Michel Baillieu et à M^{me} Sylvie Barbier tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les actes d'engagement juridique, dont commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les actes d'engagement juridique, dont contrats, à l'exception des baux, et commandes ou marchés, passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 20 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Ouest ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Jean-Yves Langlois, à M^{me} Sylvie Pluton-Kliesch et à M. Marc Feller tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion.

Art. 5. - La présente décision prend effet à compter du 7 septembre 2009. Elle annule et remplace la décision n° 2009-DG/09/058.

Art. 6. - Le directeur interrégional Grand-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques

préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Nicole Pot

Décision n° 2009-DG/09/071 du 9 octobre 2009 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à leurs adjoints.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Titre I - Direction scientifique et technique

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction scientifique et technique ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole ;
- les états de frais et les demandes de remboursements de frais des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique ainsi que des membres du conseil scientifique ;

- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, la directrice générale ou le directeur scientifique et technique à se déplacer dans le cadre des activités scientifiques et techniques de l'institut.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, délégation est donnée à M^{me} Anne Augereau, directrice scientifique et technique adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Titre II - Direction de l'administration et des finances

Art. 3. - Délégation est donnée à M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'institut énumérées aux paragraphes 3°, 5°, 6°, 7° et 8°, ainsi qu'au dernier alinéa de l'article 13 du décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 susvisé.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, délégation est donnée à M^{me} Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M^{me} Caroline Chabert, adjointe au chef du service de l'exécution budgétaire, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en recette et en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M^{me} Martine Hurstel, chef du service des marchés publics, à l'effet de signer au nom de la

directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- le cahier du registre des dépôts ;
- les procès-verbaux d'ouverture des candidatures et des offres ;
- les décisions de sélection de candidatures ;
- les correspondances administratives dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics, à l'exception des courriers d'envoi à l'autorité chargée du contrôle financier ;
- les certificats administratifs ;
- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) dans le cadre du contentieux des marchés publics ;
- les copies certifiées conformes.

Titre III - Direction des ressources humaines

Art. 7. - Délégation est donnée à M. François Gautron, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les contrats de recrutement des agents de l'institut y compris ceux des agents hors filières et catégories ;
- les décisions relatives à la conclusion, la modification et la rupture des contrats de recrutement ;
- les décisions relatives aux événements de carrière et à l'affectation des agents ;
- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux ;
- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'institut et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;
- les conventions de mise à disposition des agents de l'institut telles que définies à l'article 25 du décret du 2 avril 2002 susvisé, ainsi que les conventions de détachement et de mise à disposition concernant des personnels extérieurs accueillis par l'institut ;
- les décisions d'attribution de secours individuels ;
- les décisions relatives aux prestations sociales ;
- les actes relatifs à la prévention (hygiène et sécurité, et médecin du travail) ;
- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du

directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel.

Art. 8. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 8 ci-dessus.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, et de M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, délégation est donnée à M. Benoît Lebeau, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service environnement social, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 8 ci-dessus.

Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, de M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, et de M. Benoît Lebeau, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service environnement social, délégation est donnée à M^{me} Marie-Céline Slimani, chef du service de gestion administrative des personnels, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux.

Titre IV - Direction du développement culturel et de la communication

Art. 11. - Délégation est donnée à M. Paul Salmon, directeur du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction du développement culturel et de la communication ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur du développement culturel et de la communication, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes

de remboursements de frais de ces agents ;

- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, la directrice générale ou le directeur du développement culturel et de la communication à se déplacer dans le cadre des activités de valorisation et de communication de l'institut ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance nationale, ainsi que les autorisations relatives à l'utilisation de photographies ou films dont l'institut est titulaire des droits ;
- les contrats portant cession de droits d'auteur au profit de l'institut, pour tout montant ;
- les conventions et contrats de coproduction audiovisuelle qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT ;
- les conventions et contrats de coédition scientifique et grand public qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT.

Art. 12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul Salmon, directeur du développement culturel et de la communication, délégation est donnée à M^{me} Martine Vole, directrice adjointe du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 12 ci-dessus.

Titre V - Direction des systèmes d'information

Art. 13. - Délégation est donnée à M. Bernard Pinglier, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction des systèmes d'information ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des systèmes d'information, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents.

Titre VI - Service des affaires juridiques

Art. 14. - Délégation est donnée à M^{me} Marion Bunan, chef du service des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) ;

- les copies certifiées conformes.

Art. 15. - Les directeurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives sont chargés de l'exécution de la présente décision, chacun pour leur domaine de compétence, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Nicole Pot

Décision n° 2009-DG/09/074 du 12 octobre 2009 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à leurs adjoints.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Titre I - Direction scientifique et technique

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction scientifique et technique ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole ;

- les états de frais et les demandes de remboursements de frais des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique ainsi que des membres du conseil scientifique ;

- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, la directrice générale ou le directeur scientifique et technique à se déplacer dans le cadre des activités scientifiques et techniques de l'institut.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, délégation est donnée à M^{me} Anne Augereau, directrice scientifique et technique adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Titre II - Direction de l'administration et des finances

Art. 3. - Délégation est donnée à M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'institut énumérées aux paragraphes 3°, 5°, 6°, 7° et 8°, ainsi qu'au dernier alinéa de l'article 13 du décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 susvisé.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, délégation est donnée à M^{me} Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M. Fabien Caqueret, chef du service de l'exécution budgétaire, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en recette et en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 6. - En cas d'absence de M. Fabien Caqueret, chef du service de l'exécution budgétaire, délégation est donnée à M^{me} Caroline Chabert, adjointe au chef du service de l'exécution budgétaire, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 5 ci-dessus.

Art. 7. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M^{me} Martine Hurstel, chef du service des marchés publics, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- le cahier du registre des dépôts ;
- les procès-verbaux d'ouverture des candidatures et des offres ;
- les décisions de sélection de candidatures ;
- les correspondances administratives dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics, à l'exception des courriers d'envoi à l'autorité chargée du contrôle financier ;
- les certificats administratifs ;
- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) dans le cadre du contentieux des marchés publics ;
- les copies certifiées conformes.

Titre III - Direction des ressources humaines

Art. 8. - Délégation est donnée à M. François Gautron, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les contrats de recrutement des agents de l'institut y compris ceux des agents hors filières et catégories ;
- les décisions relatives à la conclusion, la modification et la rupture des contrats de recrutement ;
- les décisions relatives aux événements de carrière et à l'affectation des agents ;
- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux ;
- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'institut et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;

- les conventions de mise à disposition des agents de l'institut telles que définies à l'article 25 du décret du 2 avril 2002 susvisé, ainsi que les conventions de détachement et de mise à disposition concernant des personnels extérieurs accueillis par l'institut ;

- les décisions d'attribution de secours individuels ;
- les décisions relatives aux prestations sociales ;
- les actes relatifs à la prévention (hygiène et sécurité, et médecin du travail) ;
- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 8 ci-dessus.

Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, et de M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, délégation est donnée à M. Benoît Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service environnement social, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 8 ci-dessus.

Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, de M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, et de M. Benoît Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service environnement social, délégation est donnée à M^{me} Marie-Céline Slimani, chef du service de gestion administrative des personnels, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux.

Titre IV - Direction du développement culturel et de la communication

Art. 12. - Délégation est donnée à M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction du développement culturel et de la communication ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur du développement culturel et de la communication, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents ;
- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, la directrice générale ou le directeur du développement culturel et de la communication à se déplacer dans le cadre des activités de valorisation et de communication, de l'institut ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance nationale, ainsi que les autorisations relatives à l'utilisation de photographies ou films dont l'institut est titulaire des droits ;
- les contrats portant cession de droits d'auteur au profit de l'institut, pour tout montant ;
- les conventions et contrats de coproduction audiovisuelle qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT ;
- les conventions et contrats de coédition scientifique et grand public qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT.

Art. 13. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, délégation est donnée à M^{me} Martine Volf, directrice adjointe du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 12 ci-dessus.

Titre V - Direction des systèmes d'information

Art. 14. - Délégation est donnée à M. Bernard Pinglier, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction des systèmes

d'information ;

- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des systèmes d'information, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents.

Titre VI - Service des affaires juridiques

Art. 15. - Délégation est donnée à M^{me} Marion Bunan, chef du service des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) ;
- les copies certifiées conformes.

Art. 16. - Cette décision annule et remplace les décisions n° 2009-DG/09/071 du 9 octobre 2009 et n° 2009-DG/09/028 du 2 mars 2009.

Art. 17. - Les directeurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives sont chargés de l'exécution de la présente décision, chacun pour leur domaine de compétence, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Nicole Pot

ARCHIVES

Circulaire n° 2009/016 du 5 octobre 2009 relative au versement des questionnaires papier du recensement général de la population renseignés par les ménages dans le cadre des enquêtes annuelles de recensement mises en place à partir de 2004.

Le ministre de la Culture et de la Communication
à

Mesdames et messieurs les présidents des conseils généraux (à l'attention de M^{mes} et MM. les directeurs des archives départementales)

La ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
à

Mesdames et messieurs les préfets de région (à l'attention de M^{mes} et MM. les directeurs régionaux de l'INSEE)

NOR : MCCC0926025J

Instruction n° DAF/DPACI/RES/2009/020 - INSEE
733 / H 110 du 5 octobre 2009

Références :

- a) Circulaire AD 88-9 et INSEE 926/138 du 9 novembre 1988 : Archives départementales. Directions régionales de l'INSEE. Recensement de population. Documents de base. Constitution d'un échantillon géographique permanent. Instruction.
- b) Circulaire AD 91-3 et INSEE 75/H010 du 17 juin 1991 : Opération « échantillonnage géographique permanent INSEE ».
- c) Note n° 060/F101 et 104/H110 du 12 mai 2003 : Préparation de l'archivage des documents du recensement de 1999 et constitution de l'échantillon géographique permanent (EGP).
- d) Instruction DAF/DPACI/RES/2003/008 et INSEE 170/H110 du 27 août 2003 : Archivage des documents du recensement de population de 1999 - Archives départementales.
- e) Note n° 603/DG75-H110 et 1739/DG75-F501 du 14 août 2009 : Organisation de l'archivage des documents des enquêtes annuelles de recensement de la population à partir de 2004.

Résumé

1 - La présente instruction concerne l'archivage des documents papier des enquêtes annuelles de recensement de population réalisées à partir de 2004 pour la France métropolitaine, les départements de Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette opération sera réalisée au dernier trimestre de chaque année : 2009 pour l'enquête de 2004, 2010 pour l'enquête de 2005, etc., de sorte que les directions régionales de l'INSEE ne conserveront dans leurs locaux, à la fin de chaque année n, que les documents remplis de cinq années (n-4 à n) et les documents vierges pour la collecte du début d'année (n+1).

2 - C'est le principe du maintien de l'échantillon géographique permanent (EGP) qui sera mis en œuvre. L'actualisation de l'EGP, qui prend en compte le nouveau mode de collecte, sera réalisée de manière décentralisée, au niveau départemental, par les directions régionales de l'INSEE en liaison avec les services départementaux d'archives.

3 - L'extraction des documents de l'EGP sera réalisée par l'INSEE. Les modalités de transport de l'Insee aux archives départementales seront déterminées en accord entre les directions régionales de l'INSEE et les services départementaux d'archives.

4 - Lors de cette opération réalisée au dernier trimestre de chaque année n, tous les documents hors EGP collectés lors de l'enquête de recensement de l'année (n-5) seront éliminés (à l'exception des bordereaux récapitulatifs modèles 12 et 14 au niveau district, IRIS ou îlot et modèles 11 et 13 au niveau communal). Les opérations de transport et de destruction seront effectuées sous le contrôle technique des archives départementales du département où siège la direction régionale de l'INSEE.

5 - Aux termes des précédentes instructions citées en référence, tous les bordereaux récapitulatifs modèles 6, 7 au niveau district et 8 au niveau communal des recensements de la population de 1975 à 1990 inclus ont été versés par les directions régionales de l'INSEE aux archives départementales, et le versement de ceux du recensement de la population de 1999 sera effectué en 2013. De même, les DR conserveront les bordereaux récapitulatifs modèles 11 à 14 des enquêtes annuelles du premier cycle (2004-2008) jusqu'à 5 ans après la fin du cycle suivant, de sorte que ces bordereaux seront versés aux archives départementales en 2018.

6 - Les documents traités contiennent des informations individuelles de caractère privé, couvertes par le secret statistique pendant une période de soixante-quinze ans (loi du 7 juin 1951 modifiée sur le secret statistique et Code du patrimoine, article L. 213-2). Les directeurs des services départementaux d'archives et les directeurs régionaux de l'INSEE devront prendre toutes les précautions possibles pour que, lors des opérations de manipulation, de transport et de destruction, la confidentialité des documents soit totalement préservée.

7 - À l'issue des opérations, le service versant et le service d'accueil établiront un protocole précisant le contenu de l'EGP et les dates réelles de fin d'exécution des tâches. Une copie sera adressée, dès la fin des opérations (janvier 2010 au plus tard, pour les documents de l'année 2004), à la direction générale de l'INSEE, direction de la diffusion et de l'action régionale, cellule mise à disposition et archivage (timbre H110).

1. Évolution récente du recensement de la population et de ses procédures d'archivage

Le dernier recensement général de la population a été réalisé en 1999 par l'Institut national de la statistique et des études économiques. À partir de 2004, c'est chaque année au premier trimestre une enquête annuelle de recensement qui est effectuée, avec un échantillonnage permettant de couvrir en cinq ans l'ensemble du territoire.

En liaison avec la nouvelle organisation de la collecte des données et documents du recensement, l'évolution des techniques et le développement des méthodes de numérisation ont permis d'envisager et de mettre en œuvre de nouvelles stratégies d'archivage de ces informations.

L'INSEE et les Archives nationales (site de Fontainebleau) ont mené en étroite collaboration un programme d'archivage de la totalité des questionnaires du recensement de 1999 sous leur forme numérisée, parallèlement à l'archivage électronique des bases de données issues du dépouillement de ces questionnaires. L'intégralité des questionnaires a donc été versée et sera conservée indéfiniment par les Archives nationales sous la forme d'images indexées.

Cette opération, fort lourde à tous points de vue, ne sera pas menée pour l'ensemble des questionnaires recueillis dans le cadre des enquêtes annuelles de recensement menées à partir de 2004. Les premières estimations du comité de pilotage de l'archivage du recensement ont conduit à retenir le rythme d'un cycle sur trois à un cycle sur quatre, avec ainsi la conservation intégrale et définitive d'un ensemble national de questionnaires tous les trente ans environ.

Compte tenu de la rapidité actuelle d'évolution de la société, ce long intervalle ne semble pas permettre de rendre compte suffisamment des mutations affectant la population française. Il est par conséquent très important de conserver, outre les images numérisées d'une partie des questionnaires - comme cela a été défini ci-dessus - et les bases de données non nominatives issues du dépouillement des questionnaires, des documents remplis dans l'intervalle de temps séparant deux cycles conservés intégralement.

Un historique plus complet de l'évolution du recensement et de ses procédures d'archivage est présenté en annexe 1.

2. Échantillon géographique permanent (EGP)

Pour la conservation des questionnaires « papier », la concertation entre l'INSEE et la direction des Archives de France a abouti au choix suivant : dans l'intervalle séparant deux cycles pour lesquels les questionnaires seront intégralement numérisés et archivés électroniquement, les questionnaires seront archivés selon la méthode déjà utilisée de l'échantillon géographique permanent (EGP).

L'EGP a été mis en place, après le recensement de 1982, par la circulaire du 9 novembre 1988 citée en référence, le principe étant de conserver autant que possible l'échantillon retenu lors des recensements

précédents, de façon à offrir aux chercheurs futurs la possibilité d'étudier des zones géographiques sur le long terme.

À la suite des recensements de 1990 et 1999, l'EGP a été réactualisé, par les directions régionales de l'INSEE avec l'accord des services départementaux d'archives concernés, de façon à intégrer dans l'échantillon retenu un petit nombre de communes ou de quartiers représentatifs des diversités du département (taille de la commune, catégorie urbaine ou rurale, type d'activités, etc.).

Les questionnaires issus du recensement de 1999 ont été traités selon les procédures établies dans l'instruction du 27 août 2003 citée en référence.

Les questionnaires des enquêtes annuelles de recensement de la population réalisées à compter de 2004 feront l'objet d'un échantillonnage sur le principe de l'EGP. Les contours de celui-ci seront aménagés pour tenir compte du nouveau type de collecte. Le principe, décrit dans la note du 14 août 2009 citée en référence, est le suivant :

Dans le nouveau schéma de recensement, la collecte est exhaustive, mais à tour de rôle sur 5 ans, pour les « petites communes » et partielle (environ 8 %), chaque année, pour les « grandes communes ».

Sur l'ensemble des communes, les documents à conserver dans les locaux de la DR sont les bordereaux récapitulatifs au niveau commune, IRIS ou district (imprimés modèles 11 à 14 ; pour les communes de l'EGP, ces imprimés seront versés 5 ans après la fin du cycle suivant, soit en 2018), ainsi que les résultats de collecte par adresse (imprimés modèles 32 et 87) et tous les éléments constitutifs du dossier communal.

Sur les communes hors EGP, il n'y a pas de versement des questionnaires aux archives départementales.

Sur les communes de l'EGP, on distingue :

- les « petites communes » collectées à l'exhaustif, pour lesquelles on archive la totalité des questionnaires remplis pour l'année où elles sont recensées ;
- les « grandes communes », pour lesquelles on archive la totalité des questionnaires (c'est-à-dire les 8 %) une année sur cinq, la première année concernée étant 2006. Il n'y aura donc aucun questionnaire 2004 ou 2005 à archiver pour les grandes communes.

3. Versement de l'EGP aux archives départementales

Les courriers avec les communes et les autres éléments du dossier communal seront conservés par les DR de l'INSEE.

L'extraction matérielle des questionnaires de l'enquête annuelle de recensement sera faite comme indiqué ci-dessous (pour l'année n-5, au quatrième trimestre de l'année n) par les DR de l'INSEE, qui mettront ensuite ces documents à la disposition des archives départementales.

3.1. Documents à verser sur la population et les logements

Pour chaque unité géographique de l'EGP (commune urbaine, quartier, IRIS, îlot ou district, commune rurale), les documents à archiver sont les suivants :

Documents de la population des ménages :

- imprimés n° 4 : dossiers d'adresse collective (DAC) ;
- imprimés n° 1 : feuilles de logement (FL) ;
- imprimés n° 2 : feuilles de logement - DOM ;
- imprimés n° 3 : bulletins individuels (BI) ;
- imprimés n° 5 : fiches de logement non enquêté (FLNE).

En fin de commune, s'il y en a, documents de la population hors ménages :

- imprimés n° 6 : feuilles de communauté ;
- imprimés n° 7 : bulletins individuels de membres d'une communauté ;
- imprimés n° 8 : bulletins individuels pour les détenus ;
- imprimés n° 39 et 2 : feuilles de bateau et bulletins individuels.

Au cas où des unités n'auraient été sélectionnées qu'en partie, les documents cartographiques décrivant l'EGP seront également fournis aux archives départementales dès lors qu'ils existent.

3.2. Autres documents de collecte à verser aux archives départementales

Pour chaque service départemental d'archives seront joints, en un exemplaire, les documents d'information ou instructions suivants :

- notice d'information (selon le cas, modèle Métropole et Antilles-Guyane ou modèle La Réunion) ;
- notice d'information communauté (*idem*) ;
- manuel de l'enquêteur des communautés (*idem*) ;
- manuel de l'agent recenseur - commune de 10 000 habitants ou plus ;
- manuel de l'agent recenseur - commune de moins de 10 000 habitants ;
- manuel à l'usage de la commune - commune de 10 000 habitants ou plus ;
- manuel à l'usage de la commune - commune de moins de 10 000 habitants.

Les documents à conserver en DR sont les bordereaux récapitulatifs (imprimés modèles 11 à 14, voir paragraphe 3.3 ci-dessous) ainsi que tous les éléments constitutifs du dossier communal.

Les autres documents seront à détruire et un certificat d'élimination devra être établi (voir paragraphe 4 ci-dessous).

3.3. Cas particulier des bordereaux récapitulatifs modèles 6, 7 et 8 de 1975 à 1999 et des modèles 11, 12, 13 et 14 des enquêtes annuelles de recensement à partir de 2004

Les bordereaux récapitulatifs modèles 6, 7 et 8 établis par les agents recenseurs (modèles 6 et 7 au niveau district et modèle 8 au niveau communal) lors des recensements de 1975 à 1999 comportent des plans et des données qui précisent les limites exactes des unités concernées et fournissent ainsi des informations primordiales pour des exploitations intercensitaires à périmètre constant. Ils sont tous à conserver, y compris ceux hors EGP.

Dans la circulaire AD 88-9 et INSEE 926/138 du 9 novembre 1988, le délai de versement des modèles 6, 7 et 8 avait été fixé, pour un recensement donné, à un an avant le recensement suivant. Cette règle avait ensuite été suspendue et, compte tenu des utilisations faites périodiquement par l'INSEE de ces documents, leur archivage définitif avait été reporté dans le temps.

Les bordereaux modèles 6, 7 et 8 des recensements de 1975 à 1990 inclus ont été versés intégralement aux archives départementales, sachant que les DR de l'INSEE pourront toujours y revenir en consultation administrative en cas de besoin.

Les bordereaux modèles 6, 7 et 8 du recensement de la population de 1999 sont conservés dans les directions régionales de l'INSEE pendant 5 ans après la fin du premier cycle complet du nouveau recensement (2004-2008), et ils seront ensuite, soit en 2013, transférés aux archives départementales.

Les bordereaux analogues (modèles 11, 12, 13 et 14) des enquêtes annuelles du premier cycle (2004-2008) seront conservés dans les directions régionales de l'INSEE pendant 5 ans après la fin du deuxième cycle (2009-2013), c'est-à-dire jusqu'en 2018 ; ils seront alors transférés aux archives départementales.

3.4. Modalités de versement aux archives départementales

Les modalités de l'enlèvement des documents seront déterminées en accord entre les DR de l'INSEE et les archives départementales concernées.

Il est rappelé que tous ces documents statistiques du recensement de la population contiennent des renseignements individuels ayant trait à la vie personnelle et familiale et demeurent non communicables durant soixante-quinze ans (loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur le secret statistique, Code du patrimoine, article L. 213-2, et instruction DAF/DPACI/RES/2009/011 du 7 mai 2009).

Les directeurs régionaux de l'INSEE et les directeurs des services départementaux d'archives devront veiller à ce que, lors des opérations de transfert, toutes les précautions soient prises pour garantir la confidentialité de ces documents. Lorsque cette tâche sera assurée non pas par l'administration elle-même, mais par une entreprise agréée, cette dernière devra souscrire un contrat établi par l'INSEE, par lequel elle sera informée du caractère confidentiel des documents et dans lequel elle s'engagera à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver cette confidentialité.

4. Élimination des documents hors EGP

Mis à part tous les documents modèles 11, 12, 13 et 14 mentionnés précédemment et conservés pour le moment à l'INSEE, tous les autres questionnaires renseignés de l'enquête annuelle de recensement situés hors EGP seront éliminés.

Les bulletins individuels, feuilles de logement et dossiers d'adresse collective qui seront exclus de l'échantillon devront faire l'objet de précautions particulières au moment de leur élimination.

En application du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 (article 16), la liste des documents à éliminer de tous les départements couverts par une DR de l'INSEE sera soumise au visa du directeur du service départemental d'archives du département où siège cette DR. Celui-ci assurera également le contrôle technique de l'enlèvement et de la destruction des documents. Si ces opérations ne sont pas réalisées par l'administration, leurs coûts seront à la charge de la DR.

Pour cette opération de destruction, compte tenu du caractère privé des informations contenues dans ces documents et des prescriptions légales (loi sur le secret statistique et Code du patrimoine), les directeurs régionaux de l'INSEE et ceux des services départementaux d'archives devront prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la confidentialité de ces documents tout au long du processus de transfert et d'élimination.

La destruction se fera soit par incinération, soit par déchiquetage. S'ils sont réalisables, le déchiquetage ou l'incinération sur place ou sous le contrôle du directeur des services d'archives sont les solutions

offrant le plus de garanties pour le respect de la vie privée. S'il est fait appel à des entreprises agréées par les Domaines, le directeur des services d'archives veillera à ce que les opérations soient entourées de toutes les garanties de sécurité requises.

Si ces opérations sont réalisées par un prestataire de services, celui-ci devra souscrire un contrat établi par l'INSEE et approuvé par le directeur du service départemental d'archives territorialement compétent, l'informant du caractère confidentiel des documents et par lequel il s'engagera à tout mettre en œuvre pour préserver leur confidentialité jusqu'à la destruction de tous les documents. La remise aux services municipaux de la voirie ne sera consentie que si ceux-ci peuvent garantir que les documents ne seront pas laissés à l'abandon sur une décharge publique.

Un certificat de destruction daté sera fourni par l'administration ou l'entreprise prestataire de services au directeur régional de l'INSEE concerné.

5. Protocole

À l'issue des opérations, le service versant et le service d'accueil établiront un protocole (ou bordereau de versement pour les services départementaux d'archives) dont un modèle est joint en annexe 2.

Pour les versements de l'EGP, le nombre de boîtes, la date d'enlèvement à la DR de l'INSEE et celle d'arrivée aux archives départementales, ainsi que le nom du service ayant effectué le transport seront consignés dans le protocole. En cas de recours à des prestataires privés, les contrats seront joints au protocole.

Pour les destructions, les dates d'enlèvement à la DR de l'INSEE et d'arrivée sur le lieu de destruction, la date de destruction, le nom du transporteur et celui du prestataire chargé de la destruction seront également consignés dans le protocole. En cas de recours à des prestataires privés, les contrats seront joints au protocole.

Une copie du protocole, avec, le cas échéant, le visa d'élimination et le certificat de destruction daté des documents hors EGP, seront adressés, dès la fin des opérations (janvier 2010), à la direction générale de l'INSEE, direction de la diffusion et de l'action régionale, cellule mise à disposition et archivage (timbre H110), par les directions régionales.

6. Cas particuliers

Tous les documents du recensement de la population de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui se trouvent actuellement à la direction régionale de l'INSEE de Rhône-Alpes, seront versés intégralement par la DR au service d'archives de cette collectivité d'outre-mer.

Pour les directions régionales de l'INSEE dont les documents sont actuellement conservés par d'autres directions régionales, les opérations matérielles de sélection, de versement et de destruction seront assurées par les seules DR dépositaires.

En règle générale, les documents de l'EGP seront versés aux services des archives des départements où le recensement a été réalisé (départements de résidence des recensés), tandis que les destructions seront soumises au visa du directeur du service départemental d'archives du département siège de la DR dépositaire.

7. Date de fin des opérations

Sous réserve de cas particuliers de report des versements et des destructions explicitement définis et répertoriés, toutes les opérations de mise à jour de l'EGP, de versement et de destruction devront être terminées en décembre de l'année n (par exemple, 2009) pour les documents de l'année n-5 (dans cet exemple, 2004).

Toute difficulté d'application relative à la présente instruction doit être transmise, pour le ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, à la direction générale de l'INSEE, direction de la diffusion, de l'action régionale, cellule mise à disposition et archivage (timbre H110), et pour le ministère de la Culture, à la direction des Archives de France, département de la politique archivistique et de la coordination interministérielle.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice des Archives de France,
Martine de Boisdeffre

Pour la ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi
et par délégation :

Le directeur général de l'Institut national de la statistique
et des études économiques,
Jean-Philippe Cotis

Annexe 1 : Historique de l'évolution du recensement de la population et de ses procédures d'archivage

Recensements de 1946, 1954, 1962, 1968, 1975 : archivage intégral du papier

À la fin de l'exploitation de chacun de ces recensements, les DR ont procédé au versement systématique aux archives départementales de la totalité des documents, qui à l'époque (loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives) devaient être non communicables pendant une période de 100 ans. Ces documents étaient les bulletins individuels (BI), feuilles de logement (FL) et bordereaux de maison (BM) « sauf en cas de versement d'une liste nominative

communale les récapitulant et permettant donc de les éliminer » (cependant, ces listes nominatives ont été de plus en plus rares au cours du temps).

Recensement de 1982 : mise en place de l'EGP

Un archivage analogue a été défini sur le recensement de la population de 1982, pour être fait en 1989 (circulaire conjointe de la direction des Archives de France et de l'INSEE AD 88-9 et INSEE 926/138 du 9 novembre 1988 et circulaire conjointe n° AD 91-3 et INSEE 75/H010 du 17 juin 1991), avec deux nouveautés :

- à partir du recensement de 1982, à la demande de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), la liste nominative a été supprimée ;

- par décision conjointe du directeur général de l'INSEE et du directeur général des Archives de France en date du 25 août 1987, il a été prévu de procéder à la remise au Centre des archives contemporaines (CAC, site de Fontainebleau des Archives nationales) des fichiers magnétiques des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982 (il n'existe pas de tels fichiers pour les recensements antérieurs à 1962). Il est donc apparu excessif de continuer à assurer une conservation exhaustive des documents.

On a alors retenu le principe d'un échantillonnage à base géographique, pour lequel la sélection des communes ou des portions de communes retenues ne serait pas susceptible de révision à moyen terme. Le but de cet échantillon géographique permanent (EGP) était de « *constituer, pour chaque département, une typologie des communes rurales et des quartiers de communes urbaines représentatives des petites régions agricoles, des pays et des bassins locaux d'emploi, susceptible d'étayer les études à moyen et long terme d'économie et de démographie locale* ».

À la suite d'un test de ce dispositif sur cinq régions, il a été décidé qu'une extraction « rétrospective », pour les recensements de 1962, 1968 et 1975, serait à la charge des archives départementales, à faire au cours du printemps 1989 avec l'appui technique de l'INSEE. Les DR pouvaient solliciter, à titre de sécurité, le versement complémentaire des autres documents de base, à conserver jusqu'à l'archivage du recensement de 1990, mais ce versement était laissé à l'appréciation du directeur du service départemental d'archives. Des précautions particulières ont été définies pour la destruction des BI, FL et BM exclus de l'échantillonnage.

La composition de l'EGP a été mise au point à partir du tirage, par les DR de l'INSEE, de l'enquête Famille associée au recensement de 1982, avec des réunions de concertation entre ces DR et les services d'archives départementales.

Le but de l'EGP n'étant pas, par nature, statistique, les exploitations nécessaires doivent continuer à être assurées par les services de l'INSEE, notamment à partir des fichiers conservés aux Archives nationales, site de Fontainebleau.

Le but de l'EGP n'est pas davantage d'offrir une possibilité d'exploitation à caractère généalogique, du fait que les renseignements à caractère nominatif collectés dans le cadre des enquêtes statistiques sont non communicables pendant une longue durée. Par ailleurs, la suppression des listes nominatives de recensement et, de façon plus générale, la mobilité croissante de la population, ont rendu dans la pratique impossible une telle utilisation.

Cependant, l'EGP peut permettre l'élaboration de monographies locales, en complément des publications diffusées par l'INSEE.

Recensements de 1990 et de 1999 : lecture optique et arrivée des bases images

Les innovations techniques mises en place au recensement de 1990 ont concerné surtout l'organisation de la collecte et les méthodes d'exploitation statistique. L'archivage des documents de 1990 a été défini par la circulaire AD-DEP 1975 et INSEE 50/H110 du 9 octobre 1997 (Archivage des documents du recensement de population de 1990. Échantillon géographique permanent : EGP 1990).

Une innovation importante a été réalisée lors du recensement de 1999 : l'intégralité des questionnaires individuels de recensement a été numérisée au format image. Ce dispositif a été présenté à la CNIL. L'opération d'archivage devait impérativement être précédée d'une indexation des images, travail lourd qui a été confié à un prestataire pour une réalisation qui a nécessité deux années de travail.

Les bases images sont constituées de trois fichiers : BNPN (noms, prénoms et dates de naissance), BAL (adresse et nom du ménage), BASIC (contenu du questionnaire sauf les noms, prénoms, dates de naissance et adresse). La préservation de l'anonymat lors du traitement ultérieur de ces fichiers est facilitée par la disjonction physique de ces trois fichiers et la mémorisation des informations sous forme d'images (résultat de la scannérisation des questionnaires) au format TIF4 et non pas sous forme textuelle. En plus des fichiers statistiques, les Archives nationales, site de Fontainebleau, ont reçu en versement l'intégralité des images des questionnaires.

Une note préparatoire de l'INSEE (note n° 060/F101 et 104/H110 du 12 mai 2003 : Préparation de l'archivage des documents du recensement de 1999 et constitution de l'échantillon géographique permanent)

a été envoyée aux DR pour décrire en détail le travail demandé. Cette note précise que les bases images du RP 1999 ont été versées aux Archives nationales, site de Fontainebleau, et que la direction des Archives de France a manifesté son souhait de maintenir la réalisation d'un EGP pour le RP 1999 en raison du caractère exceptionnel de ce dernier recensement du millénaire, le dernier réalisé selon une technique de collecte exhaustive. Dans cette perspective, il a été décidé de verser aux archives départementales :

- pour 1999, les imprimés papier des zones de l'EGP et les bordereaux récapitulatifs M6, M7 et M8 de l'ensemble du recensement. Cependant, ces bordereaux doivent être conservés dans les DR pendant 5 ans après la fin du premier cycle de recensement qui commence en 2004, donc ils ne seront effectivement versés aux archives départementales qu'en 2013 ;

- pour 1990, les imprimés papier relatifs à des zones EGP du RP 1990 qui faisaient partie de l'échantillon-maître ou des aires de l'enquête Emploi et qui, à ce titre, avaient été conservés par les DR, et la totalité des bordereaux M6, M7 et M8 des recensements de 1975 à 1990 inclus qui avaient été maintenus jusqu'alors dans les DR.

Cette note du 12 mai 2003 précise le détail des types d'imprimés pour chaque unité de l'EGP. Elle explique comment procéder pour la constitution de l'EGP 1999 en cas de modifications territoriales ou de changement de limites des zones infra-communales.

L'instruction conjointe direction des Archives de France - INSEE (DAF/DPACI/RES/2003/008 et INSEE 170/H110 du 27 août 2003 : Archivage des documents du recensement de population de 1999 - Archives départementales) a repris ces éléments, en spécifiant la description du contenu de l'EGP sous forme de listes de communes et de zones infra-communales.

Recensements à partir de 2004 : nouvelle forme de collecte

Le recensement traditionnel a changé de forme et de rythme : désormais, le recensement est permanent mais ne concerne plus qu'une partie de la population chaque année. Par ailleurs, le rôle du découpage infra-communal a été modifié : depuis l'enquête annuelle de recensement de 2004, la notion d'IRIS (îlots regroupés pour l'information statistique), qui ne concernait auparavant que la diffusion du recensement, est utilisée dès le stade de la collecte.

Les définitions des îlots et des IRIS sont mentionnées ci-dessous, pour mémoire car elles n'interviennent plus dans la définition de l'EGP. En effet, les versements portent sur des communes entières : pour les petites communes, l'ensemble de la commune, qui réapparaît

une fois tous les 5 ans ; pour les grandes communes, l'ensemble de l'échantillon de collecte du recensement, mais le versement n'a lieu que tous les 5 ans à partir de 2006). Il n'y a donc pas à effectuer d'opération d'actualisation de l'EGP visant à en assurer la stabilité au niveau infra-communal.

Les îlots ou districts sont les unités géographiques de base pour la collecte et la diffusion du recensement. En zone bâtie dense, l'îlot représente le plus souvent un pâté de maison, éventuellement scindé en cas de limite communale ou cantonale traversant le pâté de maison (ou petit groupe de pâtés de maisons). En zone « périphérique », l'îlot est un ensemble limité par des voies (ou autres limites visibles) découpant cette zone en plusieurs morceaux. Les îlots peuvent être vides d'habitants (par exemple une gare). Les îlots sont définis par l'INSEE en concertation avec les communes. Il existe un découpage en îlots à chaque recensement.

Les îlots regroupés pour l'information statistique (IRIS) sont les briques de base en matière de diffusion de données locales. Les IRIS ont été définis pour la première fois lors du recensement de 1990. La France en compte environ 50 800 (50 100 en métropole et 700 dans les DOM).

On parle de cycles de recensement, chaque cycle représentant le laps de temps nécessaire à une évaluation de la totalité de la population. La méthode de collecte a été définie sur la base d'un cycle de 5 ans.

Compte tenu du coût et de la lourdeur de l'opération d'archivage des images des questionnaires individuels, le CAC n'apparaissant pas en mesure d'assurer l'archivage de la totalité d'entre elles pour chaque cycle, il a été décidé de ne conserver que les images d'un cycle sur trois ou quatre.

Finalement, on a retenu les principes suivants :

- versement systématique aux services publics d'archives des questionnaires papier de l'EGP, avec une actualisation de la composition de l'EGP compte tenu de la nouvelle forme de collecte ;
- conservation aux Archives nationales, site de Fontainebleau, de l'intégralité des fichiers statistiques ainsi que des fichiers images des questionnaires pour un cycle sur trois ou quatre.

Sur l'organisation du versement de l'EGP, une note (n° 603/DG75-H110 et 1739/DG75-F501 du 14 août 2009) préparatoire à la présente instruction a été envoyée aux directions régionales de l'INSEE.

(Annexe 2 pages suivantes)

Annexe 2 : Modèle de protocole

Direction des
archives départementales
d

Direction régionale
de l'INSEE
d.....

Modèle de

**PROTOCOLE SUR L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS
DU RECENSEMENT DE LA POPULATION
(ENQUÊTE ANNUELLE DE RECENSEMENT DE 200.....)
POUR LE DÉPARTEMENT D.....**

I - La description de l'échantillon géographique permanent (EGP) remis à jour avec les données de l'enquête annuelle de recensement de est fournie dans la liste jointe au présent protocole.

II - La sélection des documents de l'EGP a été réalisée par l'INSEE. Les documents ont été classés par :

.....
.....
et mis dans cartons d'archives numérotés de à
Le descriptif détaillé est joint au présent protocole.

III - L'archivage historique des bordereaux récapitulatifs modèles 6, 7 et 8 du recensement de 1999, pour l'ensemble du territoire (EGP ou hors EGP), avait été reporté à 5 ans après la fin du premier cycle du nouveau recensement, soit à 2013. Jusqu'à cette date, ces documents seront considérés comme des archives intermédiaires et conservés dans les DR de l'INSEE.

IV - L'archivage historique des bordereaux récapitulatifs modèles 11, 12, 13 et 14 des enquêtes annuelles du premier cycle de recensement (années 2004 à 2008) pour l'ensemble du territoire (EGP ou hors EGP), est reporté à 5 ans après la fin du cycle suivant, soit à 2018. Jusqu'à cette date, ces documents seront considérés comme des archives intermédiaires et conservés dans les DR de l'INSEE.

V - Les documents cartographiques établis à l'occasion de la révision de l'EGP de l'enquête annuelle de recensement de ont également été fournis aux archives départementales.

VI - L'enlèvement des cartons d'archives à l'INSEE a été effectué par
..... le et la réception aux archives départementales
a eu lieu le

Les alinéas 3 et suivants du paragraphe VII ne figurent que dans les protocoles conclus entre les directions régionales de l'INSEE et les archives départementales des départements où siègent les DR de l'INSEE.

VII - Tous les documents collectés lors de l'enquête annuelle de recensement de hors EGP, excepté les modèles 11, 12, 13 et 14, ont été éliminés.

La liste des documents de l'EGP à éliminer a été soumise au visa du directeur des archives départementales du département siège de la direction régionale de l'INSEE. Les opérations de transport et d'élimination ont été réalisées sous son contrôle technique.

Les documents de l'EGP à éliminer ont été conditionnés par la DR de l'INSEE dans cartons numérotés de à

L'enlèvement de ces cartons à l'INSEE et leur transport ont été effectués par le et la réception au service chargé de la destruction a eu lieu le

La destruction de l'ensemble des documents de l'EGP à éliminer a été réalisée par le

VIII - Toutes ces opérations d'archivage et de destruction ont été réalisées en préservant strictement la confidentialité des données individuelles des enquêtes annuelles de recensement (loi sur le secret statistique du 7 juin 1951 modifiée et Code du patrimoine, art. L. 213-2).

Le directeur
des archives départementales

Le directeur régional
de l'INSEE

Date :

Pièces jointes :

- liste décrivant l'EGP pour l'enquête annuelle de recensement de
- descriptif détaillé du versement
- visa d'élimination du directeur des archives départementales
- certificat de destruction de l'administration ou du prestataire de services

Si les prestations n'ont pas été directement assurées par l'administration :

- contrat signé par le transporteur des documents à transférer aux archives départementales
- contrat signé par le transporteur des documents à détruire

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° DS IL Adm-14-2009-Jba du 30 septembre 2009 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle, dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° DS IL Adm-1-2009-JBa du 13 février 2009 portant délégation de signature du président à M^{me} Joëlle Barthez, en qualité d'administratrice de l'abbaye du Thoronet et de la place forte de Mont-Dauphin ;

Vu la décision n° DS IL Adm-13-2009-JBa du 24 août 2009 portant délégation de signature du président à M^{me} Joëlle Barthez, en qualité d'administratrice par interim du château d'If,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 2 de la décision n° DS IL Adm-1-2009-JBa du 13 février 2009 susvisée portant délégation de signature du président à M^{me} Joëlle Barthez est complété par :

« - le bureau d'Entremont. »

Art. 2. - Les autres articles de la décision n° DS IL Adm-1-2009-JBa du 13 février 2009 susvisée portant délégation de signature du président à M^{me} Joëlle Barthez demeurent inchangés.

Art. 3. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif, juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 23 juin 2009 portant nomination à la commission d'agrément des formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples prévue à l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du Code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2002 portant application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du Code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres de la commission prévue à l'article 3 du décret du 24 octobre 2002 susvisé :

- M^{me} Marie Picard, maître des requêtes au Conseil d'État, présidente,

- M^{me} Caroline Favier, représentante du ministre chargé de l'économie,

- M. Benoit Paumier, représentant du ministre chargé du cinéma,

- M. Pierre-Yves Gautier, personnalité qualifiée,

- M. François-Jean Mariet, personnalité qualifiée.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,
Véronique Cayla

Décision du 1^{er} octobre 2009 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres de la commission prévue à l'article 107 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1999 modifié pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre V du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier sélectif à la distribution des œuvres cinématographiques,

Décide :

Art. 1^{er}. - M. Noël Chahid-Nourai est nommé, pour une durée d'un an, président de la commission du soutien financier sélectif à la distribution prévue à l'article 107 du décret du 24 février 1999 susvisé.

Art. 2. - Sont nommés, pour une durée d'un an, vice-présidents de la commission précitée :

- Au titre du 1^{er} collège : M^{me} Prune Engler
- Au titre du 2^e collège : M. Olivier Barrot
- Au titre du 3^e collège : M^{me} Isabelle Giordano

Art. 3. - Sont nommés, pour d'une durée d'un an, membres du 1^{er} collège de la commission mentionnée à l'article 1^{er} :

- M^{me} Karin Albou
- M. Claude Durand
- M^{me} Catherine Dussart
- M. Magdi Ghoneim
- M^{me} Sophie Grassin
- M^{me} Laura Koeppel
- M. Jean Labadie
- M. Amel Lacombe
- M^{me} Isabelle Madelaine
- M^{me} Muriel Merlin
- M. Richard Patry

Sont nommés, pour d'une durée d'un an, membres du 2^e collège de la commission mentionnée à l'article 1^{er} :

- M^{me} Christine Beauchemin-Flot
- M. Manuel Chiche
- M. Alain Gomis
- M^{me} Nedjma Liassine
- M. Van Papadopoulos

Sont nommés, pour d'une durée d'un an, membres du 3^e collège de la commission mentionnée à l'article 1^{er} :

- M. Jean-Pierre Améris
- M^{me} Anne-Claire Gascoin
- M^{me} Anne Mathieu
- M^{me} Charlotte Moundlic
- M^{me} Magda Wassef

Art. 4. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Arrêté du 15 octobre 2009 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 12 mars 2007 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, pour la durée du mandat restant à courir, membres de la commission de classification prévue par le décret du 23 février 1990 susvisé :

* En tant que membres suppléants de la défenseure des enfants :

- M. Matthieu Verrier, premier suppléant, en remplacement de M. Christian Danabé ;
- M^{me} Fawouza Moindjie, deuxième suppléant, en remplacement de M^{me} Anne Danzé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Arrêté du 5 octobre 2009 conférant les distinctions de grand mécène et de grand donateur du ministère de la Culture.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2005-1136 du 7 septembre 2005 portant création des distinctions de mécène et de donateur du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2007-994 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2006 relatif à la constitution des dossiers de proposition d'attribution des distinctions de mécène et de donateur du ministère chargé de la culture,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les distinctions de grand mécène et de grand donateur du ministère de la Culture sont conférées à Son Altesse l'Aga Khan.

Art. 2. - La distinction de grand mécène du ministère de la Culture est conférée à :

- Caisse des dépôts
- Fondation Cartier pour l'art contemporain
- Neuflyze OBC - Neuflyze Vie
- Fondation d'entreprise Ricard

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE

Arrêté du 9 avril 2009 portant reconnaissance du diplôme d'architecte DESA habilitant à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, de l'École spéciale d'architecture, comme équivalent à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 734 du 30 juin 2005 relatif aux études

d'architecture ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session du 15 octobre 2008,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La reconnaissance par la ministre de la Culture et de la Communication du diplôme d'architecte DESA habilitant l'architecte diplômé de l'ESA Grade 2 à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre comme équivalent à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre est accordée pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session du 13 juin 2008,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session de 15 octobre 2008,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Nancy est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session du 16 mars 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour la période 2007-2009.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 12 et 13 juin 2008,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Lyon est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 9 avril 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session du 15 décembre 2008,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 2 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 19 juin 2009 portant reconnaissance du diplôme d'études de deuxième cycle de l'École spéciale d'architecture (diplôme de l'ESA Grade 2) comme équivalent au diplôme d'État d'architecte conférant grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de la session du 15 octobre 2008 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 17 novembre 2008,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La reconnaissance par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par la ministre de la Culture et de la Communication du diplôme d'études de deuxième cycle de l'École spéciale d'architecture (diplôme de l'ESA Grade 2) comme équivalent au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, est accordée, pour une durée de quatre ans, à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain
La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Pour la ministre et par délégation :
Pour le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle :
Le chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle - DGESIP A,
Alain Coulon
(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 19 juin 2009 portant reconnaissance du diplôme d'études de premier cycle de l'École spéciale d'architecture (diplôme de l'ESA Grade 1) comme équivalent au diplôme d'études en architecture conférant grade de licence.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de la session du 15 octobre 2008 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 17 novembre 2008,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - La reconnaissance par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par la ministre de la Culture et de la Communication du diplôme d'études de premier cycle de l'École spéciale d'architecture comme équivalent au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence, est accordée, pour une durée de quatre ans, à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,

Laurence Cassegrain

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Pour le directeur général pour l'enseignement supérieur et
l'insertion professionnelle :

Le chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et
de l'insertion professionnelle - DGESIP A,

Alain Coulon

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de la session du 15 décembre 2008 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 20 avril 2009,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Versailles est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Versailles est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,

Laurence Cassegrain

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Pour le directeur général pour l'enseignement supérieur et
l'insertion professionnelle :

Le chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et
de l'insertion professionnelle - DGESIP A,

Alain Coulon

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de la session des 15 et 16 octobre 2007 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 février 2008,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Bretagne est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2007-2008.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,

Laurence Cassegrain

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Pour le directeur général pour l'enseignement supérieur et
l'insertion professionnelle :

Le chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et
de l'insertion professionnelle - DGESIP A,

Alain Coulon

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de la session du 15 octobre 2008 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 20 avril 2009,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand est habilitée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - L'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de quatre ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 3. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,

Laurence Cassegrain

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Pour le directeur général pour l'enseignement supérieur et
l'insertion professionnelle :

Le chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et
de l'insertion professionnelle - DGESIP A,

Alain Coulon

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Arrêté du 19 juin 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de la session du 15 octobre 2008 ;

Vu l'avis donné par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 20 avril 2009,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Marseille est habilitée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master pour une durée de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2008-2009.

Art. 2. - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et le directeur de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Pour la ministre et par délégation :

La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,

Laurence Cassegrain

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Pour le directeur général pour l'enseignement supérieur et
l'insertion professionnelle :

Le chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et
de l'insertion professionnelle - DGESIP A,

Alain Coulon

(Ce texte ne paraîtra pas au *Journal officiel*)

Décision du 4 août 2009 portant délégation de signature à l'École du Louvre.

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 26 septembre 2008 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 13 mai 2008 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le recrutement de M. Axel Villechaize, en remplacement de M^{me} Mireille Schembri aux fonctions de chef du service des ressources humaines,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Claire Barbillon, directrice des études, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 1.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Stéphanie Guidoni, secrétaire générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 7.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Jean-Jacques Schmitt, chef du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées aux points 2 et 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Schmitt, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Sophie Banel, chargée des affaires financières au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Schmitt, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa 1 du présent article est donnée à M^{me} Charlotte Lannoy-Muyard, chargée des affaires juridiques au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Axel Villechaize, chef du service des ressources humaines, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Axel Villechaize, chef du service des ressources humaines, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Ilana Franco, adjointe au chef du service des ressources humaines, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité pour les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Claire Barbillon, à M^{me} Madeleine de Fuentes, chef du service de la bibliothèque, à M^{me} Isabelle Bador, chef du service de la scolarité, à M^{me} Clarisse Duclos, chef du service des auditeurs et de la formation continue, à M^{me} Claire Merleau-Ponty, chef du service des échanges et programmes internationaux, à M. Patrick Violette, chef du service des éditions et des colloques, et à M. François Nemer, chef du service de la photothèque, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Camille Houbart, chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité, et à M. Harry Williot, chef du service informatique à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Meyrat, chargé de mission pour la communication auprès du directeur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 8. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision en date du 29 septembre 2008.

Le directeur de l'École du Louvre,
Philippe Durey

Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;

Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;

Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 8 et 9 juin 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain

Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 8 et 9 juin 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 2 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain

Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en

architecture lors de sa session des 8 et 9 juin 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Marseille est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain

Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 8 et 9 juin 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain

Arrêté du 6 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture lors de sa session des 8 et 9 juin 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain

Arrêté du 19 octobre 2009 habilitant l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Le ministre de la Culture de la Communication,
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment ses articles 10 et 43 ;
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 752-1 ;
Vu le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
Vu l'arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre ;
Vu l'avis donné par la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en

architecture lors de ses séances des 8 et 9 juin 2009,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand est habilitée à délivrer l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre pour une durée de 4 ans à compter de la rentrée universitaire 2009-2010.

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la culture et de la communication,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Laurence Cassegrain

Décision en date du 23 octobre 2009 portant habilitation du pôle d'enseignement supérieur de la musique Seine-Saint-Denis-Île-de-France à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code de l'éducation et notamment son article L. 759-1 ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1431-5 ;
Vu le décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements ;
Vu l'arrêté du 1^{er} février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme complété par l'arrêté du 1^{er} février 2008 ;
Vu l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;
Vu l'arrêté du 13 juin 2008 portant nomination des membres de la Commission nationale d'habilitation chargée d'émettre un avis sur les dossiers de demande d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux supérieurs professionnels de musicien, de danseur, de comédien et d'artiste de cirque modifié par l'arrêté du 16 avril 2009 ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 janvier 2009 ;
Vu la demande du pôle d'enseignement supérieur de la musique Seine-Saint-Denis-Île-de-France du 27 février 2009 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'habilitation du 7 mai 2009 ;

Vu les éléments complémentaires fournis par l'établissement,

Décide :

Art. 1^{er}. - Le pôle d'enseignement supérieur de la musique Seine-Saint-Denis-Île-de-France est habilité, pour une durée d'un an à compter de la rentrée 2009, à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien, dans la spécialité « instrumentiste/chanteur » pour les formations qu'il dispense en instruments (violon, alto, violoncelle, contrebasse, guitare, flûte traversière, hautbois, clarinette, saxophone, trompette, trombone, percussions classiques, piano, accordéon, percussions traditionnelles), musique ancienne et jazz.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre
et des spectacles,
Georges-François Hirsch

Arrêté du 27 octobre 2009 portant classement du conservatoire communautaire de Rambouillet en conservatoire à rayonnement intercommunal.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le conservatoire communautaire de Rambouillet - 42, rue de la Motte - 78120 Rambouillet, est classé dans la catégorie des conservatoires à rayonnement intercommunal pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre
et des spectacles,
Georges-François Hirsch

Arrêté du 28 octobre 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'École du Louvre.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment ses articles 12 2° et 14,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Catherine Colonna, ambassadrice de France auprès de l'UNESCO, est nommée membre du conseil d'administration de l'École du Louvre, au titre des personnalités choisies en raison de leur compétence, en remplacement de M. Bruno Bourg-Broc, démissionnaire.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Délibération n° 2009/14 du 23 septembre 2009 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, à l'effet de conclure et signer les conventions de groupement de commandes et les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le Conseil d'administration de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, réuni le 23 septembre 2009,

Vu le décret n° 2007-97 du 25 janvier 2007 portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées, et notamment son article 13-16°,

Approuve la délibération suivante :

Art. 1^{er}. - Le président de l'établissement public reçoit délégation de responsabilité à l'effet de conclure et de signer, au nom du conseil d'administration, les conventions de groupement de commandes et les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Art. 2. - Le président de l'établissement public rend compte, lors de la séance la plus proche du conseil d'administration, des conventions signées en vertu de la délégation prévue à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. - Le président de l'établissement public est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée sur le site Internet de l'établissement public et au *Bulletin officiel* du ministère chargé de la culture.

Le président du conseil d'administration,
Jean-Paul Cluzel

Décision n° 2009/18 du 6 octobre 2009 portant attribution de compétence, à titre transitoire, au sein de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics et son décret d'application n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 ;

Vu le décret n° 2007-97 du 25 janvier 2007 portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées et notamment ses articles 7, 15 et 16 ;

Vu le décret du 11 septembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu la délibération n° 2008/18 du conseil d'administration de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées du 10 décembre 2008 portant modification du cahier des procédures d'achat de l'établissement public,

Décide :

Art. 1^{er}. - À titre transitoire, dans l'attente de la nomination du prochain secrétaire général de l'établissement, M^{me} Isabelle Bignon, conseillère juridique, présidera la commission interne des marchés ainsi que la commission d'appel d'offres de l'établissement, selon les modalités précisées au cahier des procédures d'achat susvisé.

Art. 2. - La conseillère juridique de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture

et de la Communication et sur le site Internet de l'établissement du Grand Palais des Champs-Élysées.

Le président de l'établissement public du Grand Palais
des Champs-Élysées,
Jean-Paul Cluzel

Décision n° 2009/19 du 14 octobre 2009 portant création, composition et fonctionnement d'une commission consultative *ad hoc* dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service public relative à l'installation et l'exploitation ponctuelle d'un dispositif de chauffage par système radiant dans la grande nef du Grand Palais.

Le président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées,

Vu la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, et notamment son article 38 ;

Vu le décret n° 93-471 du 24 mars 1993 portant application de l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relatif à la publicité des délégations de service public ;

Vu le décret n° 2007-97 du 25 janvier 2007 portant création de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées et notamment ses articles 7, 13-11° et 15 ;

Vu le décret du 11 septembre 2009 portant nomination du président de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées ;

Vu l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la délégation de service public désignée ci-dessus, paru dans deux publications, *Le Moniteur* et *L'Événementiel*, les 11 et 18 septembre 2009,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé au sein de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées une commission consultative *ad hoc* dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service public relative à l'installation et l'exploitation ponctuelle d'un dispositif de chauffage par système radiant dans la grande nef du Grand Palais.

Art. 2. - La commission est investie des compétences suivantes :

1) Au stade des candidatures, la commission :

- examine et évalue les candidatures reçues, à partir des garanties professionnelles et financières fournies par les candidats et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, au vu des critères définis par l'avis

d'appel public à la concurrence susvisé. À cet effet, la commission est autorisée à recevoir les candidats ;

- dresse une proposition de liste des candidats admis à présenter une offre, qui sera transmise au président de l'établissement, lequel arrêtera la liste des candidats.

2) Au stade des offres, la commission :

- analyse les offres reçues, au vu des critères définis par l'avis d'appel public à la concurrence susvisé. À cet effet, la commission est autorisée à recevoir les candidats ;
- établit un rapport d'analyse détaillée, établissant un classement des candidats ayant présenté une offre, qui sera transmis au président de l'établissement lequel, au terme d'une libre négociation, choisira le délégataire.

Art. 3. - La composition de la commission est fixée comme suit :

1) Membres ayant voix délibérative :

- le secrétaire général de l'établissement ou son représentant, président de la commission ;
- le directeur de la maîtrise d'ouvrage ;
- le directeur des manifestations et des événements ;
- le responsable de l'exploitation ;
- le responsable des affaires administratives et des ressources humaines ;
- le conseiller juridique, qui préside la commission à titre transitoire dans l'attente de la nomination du prochain secrétaire général de l'établissement ;

2) Membre ayant voix consultative :

- l'agent comptable ou son représentant.

Art. 4. - La commission se réunit sur convocation de son président ou de son représentant.

Elle est valablement constituée lorsque au moins la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son président, sont présents.

En cas de partage égal des voix des membres ayant voix délibérative, le président ou son représentant a voix prépondérante.

Le secrétariat de la commission est assuré par le conseiller juridique, lequel rédige les procès-verbaux de séance.

Il appartient à la commission d'établir, en tant que de besoin et dans la forme qu'il conviendra, toutes règles complémentaires de fonctionnement.

Art. 5. - Le secrétaire général de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée

au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

Le président de l'établissement public du Grand Palais
des Champs-Élysées,
Jean-Paul Cluzel

MONUMENTS HISTORIQUES

Arrêté n° 27 du 3 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques du domaine du château de Joyeux (Ain).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 30 novembre 2007 portant inscription au titre des monuments historiques du château de Joyeux et de son domaine ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 27 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 septembre 2008 ;

Vu la lettre de M. Roland de Barbentane propriétaire, en date du 3 juillet 2009, portant accord au classement ;

Vu l'accord au classement donné par la SCI de Joyeux propriétaire, par courrier en date du 3 juillet 2009 ;

Vu l'accord au classement donné par la SCI du Pont propriétaire, par courrier en date du 3 juillet 2009 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du domaine de Joyeux présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du remarquable témoignage, authentique et homogène, de l'œuvre d'Henri et Achille Duchêne que constitue cet ensemble bien documenté, rare par sa création *ex nihilo*, et qui intègre de façon harmonieuse le bâti dans une composition paysagère,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées, en totalité au titre des monuments historiques, toutes les parties construites et non construites du domaine du château de Joyeux (Ain).

L'ensemble est situé sur les parcelles cadastrées section A n^{os} 233, 229, 232, 88, 223, 228, 225, 80, 226, 192, 85, 86, 224 pour une contenance respectivement de 5a 74ca, 1ha 25a 60ca, 99a 53ca, 33a 70ca, 1ha 0a 83ca, 1ha 55a 83ca, 3ha 85a 0ca, 1ha 47a 46ca, 2ha 34a 0ca, 26a 0ca et 1ha 45a 32ca.

Il appartient :

* Pour les parcelles section A n^{os} 207, 233, 232, 223, 86, 225 et 80, à la société civile de Joyeux, immatriculée au RCS de Trévoux (Ain) le 28 novembre 1963, sous le n^o 443977475, domiciliée au château de Joyeux à Joyeux (Ain) ; elle est propriétaire par acte passé le 21 septembre 1963 devant M^e Letoublon et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 28 novembre 1963, volume 2669, n^o 36, par apport en société du 3 février 1965 enregistré devant M^e Letoublon et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 5 mai 1965, volume 2760, n^o 39 (parcelle n^o 207) et, par échange du 4 octobre 1983 devant M^e Perratin publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 28 décembre 1982, volume 4544, n^o 36 (parcelles n^{os} 80, 86, 223 et 225).

* Pour les parcelles n^{os} 229, 228 et 226 à M. Roland, Alain, Armand de Robin de Barbantanne, né le 30 avril 1973 à Lyon 6^e (Rhône), époux de M^{me} Charlotte de Luppe et domicilié 20, rue Bachaumont Paris 2^e (Paris) ; ce domaine lui appartient par acte d'échange du 4 octobre 1982 passé en l'étude de M^e Perratin notaire et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 28 décembre 1982, volume 4544, n^o 36 et par acte de donation passé le 1^{er} décembre 2001 devant M^e Schermesser-Schoff notaire à Villars-les-Dombes (Ain) et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 5 mars 2002, volume 2002P, n^o 1038 ; par attestation rectificative passée le 6 mai 2002 devant M^e Schermesser-Schoff notaire à Villars-les-Dombes (Ain) et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 10 mai 2002, volume 2002P, n^o 2011, M^{me} Marie-France, Marguerite de Maigret veuve de Pierre, Joseph de Robin de Barbantanne, née le 8 septembre 1941 à Saint-Romain-sous-Versigny (Saône-et-Loire) en est l'usufruitière.

* Pour la parcelle n^o 192 à M. Roland, Alain, Armand de Barbantanne, né le 30 avril 1973 à Lyon 6^e (Rhône), époux de M^{me} Charlotte de Luppe et domicilié 20, rue Bachaumont Paris 2^e (Paris) ; ce domaine lui appartient

par donation en date du 27 septembre 1990 passé devant M^e Higel notaire à Villars-les-Dombes (Ain) et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) les 7 décembre 1990 et 11 février 1991, volume 1990P, n^o 5404 et par acte de donation d'usufruit du 24 décembre 1992 passé devant M^e Higel notaire à Villars-les-Dombes (Ain) et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) les 28 janvier et 12 mars 1993, volume 1993P, n^o 375.

* Pour les parcelles n^{os} 85 et 88 à la SCI du Pont immatriculée au RCS de Trévoux (Ain) le 20 octobre 2001 sous le n^o 441594017, domiciliée au château de Joyeux à Joyeux (Ain) ; elle en est propriétaire par acte passé le 20 octobre 2001 devant M^e Schermesser-Schoff notaire à Villars-les-Dombes (Ain) et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 16 juillet 2002, volume 2002P, n^o 3118 et par attestation rectificative passée le 1^{er} août 2002 devant M^e Schermesser-Schoff notaire à Villars-les-Dombes (Ain) et publié à la conservation des hypothèques de Trévoux (Ain) le 5 août 2002, volume 2002P, n^o 3551.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en totalité à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 30 novembre 2007 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de Joyeux, et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 28 du 3 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, de la bibliothèque pour enfants, sise 14 Cité de la Plaine, rue de Champagne à Clamart (Hauts-de-Seine).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n^o 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté n° 93-660, en date du 17 juin 1993, portant inscription au titre des monuments historiques, en totalité, de la bibliothèque pour enfants sise 14 Cité de la Plaine, rue de Champagne à Clamart (Hauts-de-Seine) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 30 septembre 2008 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 17 novembre 2008 ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Clamart propriétaire, en date du 27 mai 2009, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la bibliothèque pour enfants, 14 Cité de la Plaine, rue de Champagne à Clamart, présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de sa place au sein de la production de l'Atelier de Montrouge des années 1960, alliant innovation du point de vue social et pédagogique à une architecture originale de qualité,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques, en totalité, la bibliothèque pour enfants sise 14 Cité de la Plaine, rue de Champagne à Clamart (Hauts-de-Seine) située sur la parcelle n° 235 d'une contenance de 28a 25ca, figurant au cadastre section BI et appartenant à la commune de Clamart (Hauts-de-Seine) identifiée au SIREN sous le n° 21920023500014, n° régulièrement certifié au vu de ses statuts.

La commune en est propriétaire par acte du 22 décembre 1971 passé devant M^e René Delouis, notaire à Paris et publié au 5^e bureau des hypothèques de Nanterre (Hauts-de-Seine) le 2 juin 1972, volume 553, n° 18, et par acte du 22 mars 1972, passé devant M^e René Delouis, notaire à Paris et publié au 5^e bureau des hypothèques de Nanterre (Hauts-de-Seine), le 2 juin 1972, volume 553, n° 19.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 17 juin 1993 susvisé.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département des Hauts-de-Seine et au maire de Clamart, la commune étant propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 29 du 3 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques de la machine soufflante de la fonderie de Fumel (Lot-et-Garonne), ainsi que du bâtiment qui l'abrite.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 23 avril 1999 portant inscription au titre des monuments historiques de la machine soufflante de la fonderie de Fumel (Lot-et-Garonne), avec le bâtiment qui l'abrite ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine en date du 18 septembre 2001 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2002 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par délibération du conseil de la communauté de communes Fumelois-Lémance, propriétaire, en date du 9 décembre 2008 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la machine soufflante de la fonderie de Fumel (Lot-et-Garonne) avec le bâtiment qui l'abrite, présente au point de vue de l'histoire des techniques un intérêt public en raison de son caractère exceptionnel, cette machine dite « de Watt » qui peut être datée de 1853, restant la seule de ce type conservée en France,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés au titre des monuments historiques, la machine soufflante de la fonderie de Fumel (Lot-et-Garonne), ainsi que le bâtiment qui l'abrite. Cet ensemble est situé 5, impasse des Lions à Fumel (Lot-et-Garonne), sur la parcelle n° 414 d'une contenance de 32a, 29ca, figurant au cadastre section AE et appartenant à la communauté de communes Fumelois-Lémance, n° SIREN 244 700 431, établissement public de coopération intercommunale, créé par arrêté préfectoral n° 93-3086 du 27 décembre 1993, en application des articles L. 167-1 et L. 167-3 du Code des communes, dont le siège social est situé place Georges-Escande à Fumel (Lot-et-Garonne) et dont le représentant responsable est son président M. Costes Jean-Louis, demeurant au siège social.

Cette communauté de commune en est propriétaire par acte passé le 9 octobre 2007 devant M^e Bernard Leygue, notaire à Fumel (Lot-et-Garonne) et publié au bureau des hypothèques de Villeneuve-sur-Lot le 5 novembre 2007, volume 2007P, n° 3929.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 23 avril 1999.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au président de la communauté de communes propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 30 du 29 septembre 2009 portant classement au titre des monuments historiques du domaine du château de Froeschwiller (Bas-Rhin).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 5 septembre 2007 portant inscription au titre des monuments historiques du domaine du château de Froeschwiller en totalité, y compris l'ensemble des bâtiments des communs avec chenil et bûcher, le puits et la fontaine de la cour des communs, les clôtures et leurs grilles, le parc paysager avec fabriques et statuaire, le jardin potager avec ses serres et clôtures, à Froeschwiller (Bas-Rhin) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 29 juin 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 25 mai 2009 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de M^{mes} Marie-Josée Pavin van Haaren, Stéphanie Pavin-Walther, Anne-Virginie Pavin-Grosmann, de MM. Serge Pavin et Éric Grosmann, associés de la société civile immobilière « Château de Froeschwiller II » propriétaire, en date du 4 septembre 2009 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du domaine du château de Froeschwiller (Bas-Rhin), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de son caractère représentatif des réalisations de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie en cette deuxième moitié du XIX^e siècle, et de la rareté de cet ensemble attribué à l'architecte munichois Emanuel von Seidl,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, le domaine du château de Froeschwiller, en totalité : le château, l'ensemble des bâtiments des communs avec chenil et bûcher, le puits et la fontaine de la cour des communs, les clôtures et leurs grilles, le parc paysager avec fabriques et statuaire, le jardin potager avec ses serres et clôtures ; le château de Froeschwiller est situé 21, rue Principale à Froeschwiller (Bas-Rhin) sur la parcelle n° 33 d'une contenance de 4ha 19a 12ca figurant au cadastre section 01 et appartenant à la société civile immobilière du Château de Froeschwiller II par acte du 16 octobre 2006, publié au livre foncier de Froeschwiller, feuillet n° 779.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 5 septembre 2007 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

MUSÉES

Décision n° 2009-044 du 26 août 2009 portant nomination d'un régisseur de recettes et d'avances pour le musée national d'Orsay.

Le président de l'établissement public du musée d'Orsay,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 et le décret n° 92-164 du 21 février 1992 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 92-1368 du 23 décembre 1992 et par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'État, des budgets annexes, des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le cautionnement imposé à ces agents ;

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu le décret du 28 janvier 2008 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu la décision n° 2006-058 portant institution d'une régie d'avances pour le service de l'auditorium de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu la décision n° 2008-044 portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès de l'établissement public du musée d'Orsay pour le musée national d'Orsay ;

Vu l'avis conforme de l'agent comptable,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Alice Lorenc est nommée régisseuse de recettes et d'avances du musée national d'Orsay. Elle a pour mission de recouvrer les recettes énumérées et de procéder aux dépenses énumérées dans la décision de création de régie susvisée.

Art. 2. - La régisseuse de recettes et d'avances peut nommer un mandataire, sous sa responsabilité, et après accord de l'agent comptable, pour la remplacer pendant son absence.

Art. 3. - Le montant du cautionnement est fixé à 8 800 euros.

Art. 4. - M^{me} Alice Lorenc percevra une indemnité annuelle de responsabilité d'un montant de 1 050 euros.

Art. 5. - La décision n° 2008-044 est abrogée.

Art. 6. - Le président et l'agent comptable de l'établissement public du musée d'Orsay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public du musée d'Orsay,
Guy Cogeval
Accord de l'agent comptable de l'établissement public
du musée d'Orsay :
Catherine Masse

Décision n° 2009-045 du 7 septembre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée d'Orsay.

Le président de l'établissement public du musée d'Orsay,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée d'Orsay, et notamment ses articles 22 et 23 ;

Vu le décret du 28 janvier 2008 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 août 2005 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée d'Orsay,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Thierry Gausseron, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président, énumérées à l'article 22 du décret n° 2003-1300 susvisé.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Gausseron, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Cocal, administrateur général adjoint, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions à l'exception des engagements juridiques de dépense supérieurs à 150 000 euros HT.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Isabelle Julia, directrice du musée national Hébert et à M. Emmanuel Cocal, secrétaire général, à l'effet de signer tous actes, décisions, dans les limites de leurs attributions et des crédits placés sous leur responsabilité.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Céline Léger-Danion, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, titres de recette, ordres de reversement, réduction de recette, réimputation de dépense et de recette ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original ;
- les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes ;
- les courriers de notification des marchés et les courriers d'informations aux candidats dans le cadre des appels à la concurrence.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Céline Léger-Danion, chef du département administratif et financier, délégation de signature est donnée à M^{me} Delphine Capdepuy, responsable du secteur des affaires financières, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, titres de recette, ordres de reversement, réduction de recette, réimputation de dépense et de recette ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original ;
- les états de frais de déplacement ;
- les courriers de notification des marchés et les courriers d'informations aux candidats dans le cadre des appels à la concurrence.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Anne Mény-Horn, responsable du secteur des affaires juridiques et des marchés publics, à l'effet de

signer les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes, les courriers de notification des marchés et les courriers d'informations aux candidats dans le cadre des appels à la concurrence.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M^{me} Céline Léger-Danion, chef du département administratif et financier et de M^{me} Delphine Capdepuy, responsable du secteur des affaires financières, délégation de signature est donnée à M^{me} Anne Mény-Horn, responsable du secteur des affaires juridiques et des marchés publics, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, titres de recette, ordres de reversement, réduction de recette, réimputation de dépense et de recette ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états d'heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Véronique Ducarne, adjointe du chef du département des ressources humaines et à M. Philippe Préd'homme, responsable de l'administration du personnel et des systèmes d'information RH, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états d'heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Préd'homme responsable de l'administration du personnel et des systèmes d'information RH, délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Gout, responsable du bureau du personnel, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états d'heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Chantal Loisse, responsable du secteur de la formation, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Catherine Bony, responsable de la logistique, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 9. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Julé, chef du département informatique, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Julé, chef du département informatique, délégation de signature est donnée à M. François Giraudier, responsable du secteur infrastructure et exploitation, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 10. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Virginia Fienga, du chef du département de la muséographie et des travaux, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de « bon pour accord » sur les devis correspondant à la part à commande des marchés dont elle assure l'exécution, pour un montant maximum de 10 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 11. - Délégation de signature est donnée à M. Milan Dargent, chef du département accueil et surveillance, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement public auprès des autorités compétentes.

Art. 12. - Délégation de signature est donnée, à l'adjudant-chef Gilles Cordonnier, responsable du secteur prévention sécurité incendie, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'adjudant-chef Gilles Cordonnier, responsable du secteur prévention sécurité incendie, délégation de signature est donnée à l'adjudant Xavier Trémeau à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 13. - Délégation de signature est donnée, à M. Philippe Gomas, chef du département exploitation et sécurité, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de « bon pour accord » sur les devis correspondant à la part à commande des marchés dont elle assure l'exécution, pour un montant maximum de 10 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes ;
- les bordereaux de transport des œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Gomas, chef du département exploitation et sécurité, délégation de signature est donnée à M. Jean-François Chanson, à M. Jean-Philippe Gagnon, à M. Christophe Labaudinière, à M. Éric Péan, à M. Ignazio Savoca, à M. Ahssen Mérouane et à M. Yawo Ayitey, chefs de centrale à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les bordereaux de transport des œuvres d'art.

Art. 14. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Fabienne Chevallier, chef du département des publics et de la vente, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats

emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les états de recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Fabienne Chevallier, chef du département des publics et de la vente, délégation de signature est donnée à M. Franck Moulai, responsable du secteur du développement, à M^{me} Josée Gruber, responsable du secteur de la vente, à M^{me} Elvire Caupos, responsable de l'information et des réservations et à M^{me} Alice Lorenc, régisseuse des recettes, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 15. - Délégation de signature est donnée à M. Pierre Korzilius, chef du service de l'auditorium, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Korzilius, chef du service de l'auditorium, délégation de signature est donnée à M^{me} Mathilde Bézard, administratrice de l'auditorium, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 16. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Laurence Madeline, chef du service éducatif et

culturel, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Laurence Madeline, chef du service éducatif et culturel, délégation de signature est donnée à M^{me} Saskia Bakhuys-Vernet responsable du secteur de la production audiovisuelle et à M^{me} Françoise Le Coz, responsable du secteur de l'Internet et du multimédia, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à M^{me} Saskia Bakhuys-Vernet responsable du secteur de la production audiovisuelle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les autorisations de tournage.

Art. 17. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Annie Dufour, responsable des publications, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les bons pour accord sur les demandes de reproduction de droits photographiques inférieures à 500 euros.

Art. 18. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Amélie Hardivillier, chef du service de la communication, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de tournage.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Amélie Hardivillier, chef du service de la communication, délégation de signature à M^{me} Anne Véron responsable de la promotion publicité et partenariat média, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 19. - Délégation de signature est donnée à M. Philippe Thiébaut, chef de la conservation, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Thiébaut, chef de la conservation, délégation de signature est donnée M^{me} Catherine Chevillot, responsable de la série budgétaire A « conservation », à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à M^{me} Odile Michel, responsable des enveloppes A10 « Mobilier muséographique » et A15 « Transport des œuvres », à M^{me} Hélène Flon, responsable de l'enveloppe A20 « Expositions », à M^{me} Sylvie Patin, responsable de l'enveloppe A30 « Restauration d'œuvres (peintures, sculptures, arts décoratifs, photographies) », à M. Matthieu Leverrier, responsable de l'enveloppe A35 « Restauration d'œuvres - musée Hébert », à M^{me} Laurence Madeline, responsable de l'enveloppe A40 « Cadres, tableaux », à M. Yves Badetz, responsable de l'enveloppe A50 « Ébénisterie, objets d'arts », à M^{me} Alice Thomine, responsable de l'enveloppe A60 « Cabinet d'arts graphiques », à M. Patrice Schmidt, responsable de l'enveloppe A70 « Atelier photographique », à M^{me} Isabelle Gaëtan, responsable de l'enveloppe A80 « Recherche et

documentation chercheurs », à M. Dominique Lobstein, responsable de l'enveloppe A90 « Bibliothèque chercheurs » et à M^{me} Françoise Le Coz, responsable de l'enveloppe A95 « Enrichissement et administration de bases de données documentaires (Base Orsay) », à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions :

- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

Délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Patry et M. Édouard Papet, responsables de la série M « Acquisitions d'œuvres », à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions :

- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

Art. 20. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision n° 2009-01.

Le président de l'établissement public du musée d'Orsay,
Guy Cogeval

Arrêté du 5 octobre 2009 portant nomination à la commission des acquisitions du musée Rodin.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-163 du 2 février 1993 modifié relatif au musée Rodin, notamment son article 2-2 ;

Vu l'arrêté du 8 août 2006 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des acquisitions du musée Rodin, notamment les 3° et 4° de son article 1^{er},

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission des acquisitions du musée Rodin :

a) Au titre du 3° de l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 août 2006 susvisé :

- M. Carel van Tuyl, conservateur général chargé du département des arts graphiques du musée du Louvre, membre de droit.

b) Au titre du 4° de l'article 1^{er} de ce même arrêté :

- M. Christian Briend, conservateur en chef du patrimoine au cabinet d'art graphique du musée national d'Art moderne ;

- M^{me} Catherine Chevillot, conservatrice en chef, chargée des sculptures au musée d'Orsay ;

- M. Philippe Durey, conservateur général, directeur de l'École du Louvre ;

- M. Léonard Gianadda, président de la Fondation Pierre Gianadda ;

- M^{me} Françoise Heilbrun, conservatrice en chef du musée d'Orsay ;

- M^{me} Isabelle Lemaistre, conservatrice en chef au département des sculptures du musée du Louvre ;

- M^{me} Isabelle Le Masne de Chermont, conservatrice générale des bibliothèques ;

- M. Laurent Salomé, conservateur en chef, directeur du musée des Beaux-Arts de Rouen.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Arrêté du 9 octobre 2009 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée d'Orsay.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié portant création de l'établissement public du musée d'Orsay, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée d'Orsay, notamment ses articles 1^{er}-4° et 2 ;

Vu l'arrêté du 20 août 2007 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée d'Orsay,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Louis-Antoine Prat est nommé membre de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée d'Orsay au titre du 4° de l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 janvier 2004 susvisé, en remplacement de M^{me} Claire Denis, démissionnaire.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Décision du 14 octobre 2009 relative à la création d'une commission consultative paritaire pour les agents non titulaires de l'établissement public du musée du Louvre, recrutés en application des articles 3-2, 4, 6 et 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Le président de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu le Code électoral, notamment ses articles L. 5 et L. 7 ;

Vu le Code du travail, notamment son article 12 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et plus particulièrement l'alinéa 6 de l'article 19 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1975 fixant les modalités de rémunération des personnels vacataires recrutés par le secrétariat d'État à la culture pour l'exécution de travaux administratifs ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 29 mars 2002 adoptant une grille de rémunérations applicable aux personnels contractuels rémunérés sur crédits par l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 28 mars 2008 modifiant la grille et les règles de rémunération des contractuels sur besoins permanents du musée du Louvre ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire du musée du Louvre le 13 octobre 2009,

Décide :

Chapitre 1^{er} : Dispositions générales

Art. 1^{er}. - Il est institué à l'établissement public du musée du Louvre, une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires recrutés en application des articles 3-2, 4, 6 et 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Cette commission n'est pas compétente pour les agents fonctionnaires détachés sur contrat. L'organisation, la composition et le fonctionnement de cette commission sont fixés par les dispositions de la présente décision.

Chapitre II : Composition

Art. 2. - La commission consultative paritaire est composée d'un nombre égal de représentants de l'administration et de représentants du personnel.

Cette commission consultative paritaire comprend :

1) 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants de l'administration ;

2) 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants du personnel, répartis par niveaux d'emploi de la manière suivante :

- 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants représentant les agents non titulaires de niveau d'emplois d'encadrement et de conception (niveau d'emploi de catégorie A) ;

- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant représentant les agents non titulaires de niveau d'emploi intermédiaires (niveau d'emploi de catégorie B) ;

- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant représentant les agents non titulaires de niveau d'emploi d'exécution (niveau d'emploi de catégorie C).

Par référence à la délibération du conseil d'administration du 28 mars 2008 susvisée, les agents non titulaires recrutés au titre de l'article 4 de la loi n° 84-16 sont considérés comme relevant des catégories suivantes :

- les agents exerçant des fonctions de niveaux 1 à 4 : catégorie A ;

- les agents exerçant des fonctions de niveau 5 : catégorie B ;

- les agents exerçant des fonctions de niveau 6 : catégorie C.

Par référence à l'article 2 de l'arrêté du 30 décembre 1975 susvisé, les agents non titulaires recrutés au titre de l'article 6 de la loi n° 84-16 sont considérés comme relevant des catégories suivantes :

- les agents rémunérés au taux de chargé d'études : catégorie B ;

- les agents rémunérés au taux de chargé de travaux de programmation : catégorie C ;

- les agents rémunérés au taux de chargé d'analyse de documents : catégorie C.

Par référence à la délibération du conseil d'administration du 29 mars 2002 susvisée, les agents non titulaires recrutés au titre de l'article 6 de la loi

n° 84-16 et effectuant des missions d'accueil, de surveillance et de magasinage, et par extension ceux qui exercent des fonctions de jardinier, sont considérés comme relevant de la catégorie C.

Art. 3. - Les membres de la commission consultative paritaire des agents non titulaires sont désignés pour une période de trois années. Leur mandat peut être renouvelé.

La durée du mandat peut être exceptionnellement réduite ou prorogée dans l'intérêt de service par décision du président de l'établissement public du musée du Louvre après avis du comité technique paritaire du musée du Louvre. Ces réductions ou prorogations ne peuvent excéder une durée d'un an.

Lors du renouvellement de la commission consultative paritaire, les nouveaux membres entrent en fonction à la date à laquelle prend fin, en application des dispositions précédentes, le mandat des membres auxquels ils succèdent.

Art. 4. - Les représentants de l'administration, membres titulaires ou suppléants, venant en cours de mandat à cesser les fonctions en raison desquelles ils ont été nommés, sont remplacés dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après. Le mandat de leurs successeurs expire dans ce cas lors du renouvellement de la commission.

Art. 5. - Les représentants du personnel, membres titulaires ou suppléants de la commission consultative paritaire venant en cours de mandat, par suite de fin de contrat, de démission, de congé sans rémunération ou de congé de grave maladie de plus de six mois, ou pour toute autre cause, à cesser les fonctions pour lesquelles ils ont été nommés sont remplacés dans les conditions prévues à l'article 6. Le mandat des remplaçants prend fin en même temps que celui des autres membres de la commission.

Art. 6. - Le remplacement des représentants du personnel se trouvant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, pour l'un des motifs énumérés à l'article 5 ci-dessus, s'effectue dans les conditions suivantes :

- s'il s'agit d'un représentant titulaire, le premier suppléant de la liste au titre de laquelle il a été élu est nommé titulaire et remplacé par le premier candidat non élu de la même liste s'agissant du niveau d'emploi de catégorie A présentant deux sièges à pourvoir ;
- s'il s'agit d'un représentant suppléant, il est remplacé par le premier candidat non élu de la même liste s'agissant du niveau d'emploi de catégorie A présentant deux sièges à pourvoir ;

- lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues aux deux alinéas précédents, aux sièges de représentant titulaire auxquels elle a droit, il est procédé au tirage au sort parmi les agents relevant de la compétence de la commission.

Chapitre III : Désignation des représentants de l'administration

Art. 7. - Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats des élections prévues à l'article 8, les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, sont nommés par décision du président de l'établissement public du musée du Louvre.

Ils sont choisis parmi les agents fonctionnaires ou contractuels du ministère chargé de la culture affectés au musée du Louvre, appartenant à un corps classé dans la catégorie A ou assimilé.

Chapitre IV : Désignation des représentants du personnel

Art. 8. - Sauf renouvellement anticipé de la commission, les élections ont lieu quatre mois au plus et deux mois au moins avant la date d'expiration du mandat des membres en exercice.

Les modalités d'organisation de la désignation des représentants du personnel sont prévues par la présente décision et la date des élections est fixée par décision du président de l'établissement public du musée du Louvre.

Art. 9. - Sont électeurs les agents en position d'activité, de congé parental ou de présence parentale à la date de clôture des listes d'électeurs et qui justifient à cette même date :

- soit d'un contrat d'une durée supérieure à dix mois ;
- soit d'une ancienneté de services accomplis en tant qu'agent non titulaire d'une durée supérieure à dix mois dans la période de dix-huit mois précédant la date de clôture de la liste électorale.

Les agents non titulaires exerçant des fonctions à temps incomplet doivent en outre justifier d'une quotité de travail au moins équivalente à 30 % de celle d'un agent exerçant les mêmes fonctions à temps complet.

Art. 10. - La liste des électeurs est arrêtée par l'administrateur général. Elle est affichée au moins un mois avant la date fixée pour le scrutin.

Dans les huit jours qui suivent la publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans

le même délai et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale.

Le président de l'établissement public du musée du Louvre statue sans délai sur les réclamations.

Art. 11. - Sont éligibles les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de cette commission.

Toutefois, ne peuvent être élus ni les agents non titulaires en congé de grave maladie, ni ceux qui sont frappés d'une incapacité prononcée par les articles L. 5 et L. 7 du Code électoral, ni ceux frappés d'une exclusion temporaire de fonctions en application de l'article 43-2 du décret du 17 janvier 1986.

Art. 12. - Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants par niveau d'emplois tel que précisé à l'article 2 de la présente décision. Toute organisation ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi.

Les listes doivent être déposées par les organisations syndicales représentatives au moins six semaines avant la date fixée pour le scrutin et porter le nom d'un agent, délégué de la liste, habilité à les représenter dans toutes les opérations électorales.

Le dépôt de chaque liste doit en outre être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de la liste.

Sont considérées comme représentatives les organisations syndicales régulièrement affiliées à une union de syndicats remplissant les conditions définies à l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et les organisations syndicales satisfaisant, dans le cadre où est organisée l'élection, aux dispositions de l'article L. 2121-1 du Code du travail.

Lorsque l'administration constate qu'une liste ne satisfait pas aux conditions de recevabilité évoquées ci-dessus, elle remet au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste. Cette décision est remise au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes de candidatures.

Art. 13. - Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue à l'article précédent. Toutefois, si dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou

plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci peut alors procéder, dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours francs susmentionnés, aux rectifications nécessaires.

À défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'organisation ayant présenté cette liste est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat dans le niveau d'emplois de catégorie A, B ou C concerné.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat défaillant peut également être remplacé, sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidature.

Les listes établies dans les conditions fixées par la présente décision sont affichées dès que possible sur l'ensemble des panneaux d'affichage prévus à cet effet au sein de l'établissement.

Lorsque, à la date limite de dépôt des listes, aucune liste n'a été déposée, il est recouru à la procédure prévue à l'article 20 de la présente décision.

Art. 14. - Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires.

Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'administration informe dans un délai de trois jours francs l'union de syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application de la présente décision.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du 1° de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisée et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à une union pour l'application du deuxième alinéa de l'article 15 de la présente décision.

Art. 15. - Les bulletins de vote et les enveloppes sont établis, aux frais de l'administration, d'après un modèle type fourni par celle-ci.

Il est fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.

Les bulletins de vote et les enveloppes sont transmis par les soins de l'administration aux agents inscrits sur la liste électorale.

Art. 16. - Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.

Le calendrier des élections est arrêté par décision du président-directeur de l'établissement.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Le vote a lieu par correspondance et s'effectue de la façon suivante :

- deux semaines au moins avant la date du scrutin, le matériel de vote est envoyé aux électeurs par l'administration ;
- l'électeur insère le bulletin de vote dans une première enveloppe (dite enveloppe n° 1) qui peut ne pas être cachetée ;
- cette enveloppe ne doit porter aucune mention ni aucun signe distinctif ;
- il place ensuite cette enveloppe n° 1 dans une deuxième enveloppe (dite enveloppe n° 2), qu'il cache et au dos de laquelle il appose sa signature et porte lisiblement son nom, ses prénoms et son affectation ;
- il poste cette enveloppe dont l'affranchissement est pris en charge par l'administration ;
- l'envoi par correspondance doit parvenir au plus tard le jour du vote, avant l'heure de clôture du scrutin.

Art. 17. - Un bureau de vote est constitué pour l'élection. Il procède au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats.

Il comprend un président et un secrétaire désignés par le président de l'établissement public du musée du Louvre ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.

Art. 18. - Le recensement et le dépouillement des votes ont lieu dans les conditions suivantes :

a) Réception des votes par correspondance :

Après la clôture du scrutin, le président du bureau de vote procède au recensement des votes recueillis par correspondance.

Les enveloppes n° 2 sont ouvertes. Au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes n° 2, la liste électorale est émargée et l'enveloppe n° 1 est déposée sans être ouverte dans l'urne correspondante.

Sont mises à part sans être ouvertes :

- les enveloppes n° 2 parvenues après l'heure de clôture du scrutin ;
- les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature de l'agent ou sur lesquelles le nom est illisible ;
- les enveloppes n° 2 multiples parvenues sous la signature d'un même agent ;
- les enveloppes n° 1 portant une mention ou un signe distinctif ;
- les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple sous une même enveloppe n° 2.

Le nom des électeurs dont émanent ces enveloppes n'est pas émargé sur la liste électorale.

b) Constat du quorum :

À l'issue du scrutin, le président du bureau de vote comptabilise le nombre de votants. Le dépouillement a lieu si le quorum de 50 % de participation est atteint sur l'ensemble des votants.

c) Dépouillement :

Lorsqu'il est procédé au dépouillement du scrutin, ne sont pas considérés comme valablement exprimés :

- les bulletins blancs ;
- les bulletins non conformes au modèle type ;
- les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ;
- les bulletins multiples trouvés dans une même enveloppe n° 1 et émanant de différentes organisations syndicales.

Sont considérés comme valablement exprimés et comptent pour un seul vote les bulletins multiples trouvés dans une même enveloppe n° 1 et émanant d'une même organisation syndicale.

d) Procès-verbal et proclamation des résultats :

Le bureau de vote comptabilise, sur l'ensemble des électeurs, le nombre de votants et l'ensemble des votes s'étant portés sur les organisations syndicales en présence

et établit un procès-verbal des opérations électorales sur lequel sont portés le nombre d'électeurs inscrits et le nombre de votants. Il détermine le quotient électoral en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires du personnel à élire au sein de la commission consultative paritaire. Chaque liste a droit à autant de sièges de représentant titulaire du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Les sièges restant éventuellement à pourvoir sont répartis suivant la règle de la plus forte moyenne.

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Il est ensuite attribué à chaque organisation syndicale un nombre de sièges de représentant suppléant égal à celui des sièges de représentant titulaire obtenu par cette organisation syndicale en application de l'alinéa précédent. Les représentants suppléants sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

e) Dispositions spéciales :

Si pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, ledit siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.

Art. 19. - Le bureau de vote établit un procès-verbal des opérations électorales qui est transmis immédiatement aux délégués de chaque liste en présence et proclame les résultats.

Art. 20. - Il est procédé à un nouveau scrutin lorsqu'aucune liste n'a été déposée par les organisations syndicales représentatives ou lorsque le nombre de votants, constaté par le bureau de vote à partir des émargements portés sur la liste électorale, est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits.

Ce nouveau scrutin est organisé dans un délai qui ne peut être inférieur à six semaines ni supérieur à dix semaines à compter soit de la date limite de dépôt lorsque aucune organisation syndicale représentative n'a présenté de liste, soit de la date du premier scrutin lorsque la participation à ce scrutin a été inférieure au taux fixé ci-dessus. Pour ce second scrutin, toute organisation syndicale peut déposer une liste.

Ce scrutin est organisé dans les conditions que celles déterminées pour le premier tour de scrutin.

Art. 21. - Dans l'hypothèse où pour un second tour de scrutin, aucune liste n'a présenté de candidats, les représentants de la commission sont désignés par voie

de tirage au sort parmi les agents mentionnés à l'article 11 de la présente décision. Si les agents ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.

Art. 22. - Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant le président-directeur du musée du Louvre, puis le cas échéant, devant la juridiction administrative.

Art. 23. - Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats des élections prévues à l'article 8 de la présente décision, les représentants du personnel sont nommés par décision du président de l'établissement public du musée du Louvre.

Chapitre V : Attributions

Art. 24. - I - Les commissions consultatives paritaires sont obligatoirement consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et sur les sanctions disciplinaires telles que prévues par l'article 43 du décret n° 86-83 modifié autres que l'avertissement et le blâme.

II - Elles sont saisies, à la demande de l'agent non titulaire intéressé, sur des questions d'ordre individuel relatives :

- aux sanctions autres que celles donnant lieu à une consultation obligatoire ;
- aux refus de congés pour formation syndicale, congé pour convenance personnelle, congé pour formation professionnelle, congé de représentation, congé pour création d'entreprise ;
- aux refus d'autorisation d'accomplir un service à temps partiel et des conditions d'exercice du temps partiel ainsi que des litiges en découlant ;
- aux refus d'autorisation d'absence pour suivre une action de préparation à un concours ou une action de formation ;
- au compte-rendu de l'entretien professionnel le concernant.

III - Elles peuvent enfin être saisies par leur président ou sur demande écrite signée par la moitié des représentants du personnel des questions d'ordre individuel relatives :

- aux conditions de réemploi après un des congés mentionnés à l'article 32 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;
- à l'application des stipulations figurant dans les contrats.

Chapitre VI : Fonctionnement

Art. 25. - La commission consultative paritaire est présidée par l'administrateur général. Toutefois, en cas d'empêchement, il peut se faire remplacer par l'administrateur général adjoint.

Ou le cas échéant, le président désigne, pour le remplacer, un autre représentant de l'administration, membre de la commission consultative paritaire. Il en est fait mention au procès-verbal de la réunion.

La commission consultative paritaire élabore son règlement intérieur qui doit être soumis à l'approbation du président de l'établissement public du musée du Louvre.

Le secrétariat est assuré par un représentant de l'administration qui peut ne pas être membre de la commission.

La commission désigne en son sein un représentant du personnel pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint.

Un procès-verbal est établi après chaque séance. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis, dans un délai d'un mois, aux membres de la commission.

Ce procès-verbal est soumis à l'approbation des membres de la commission lors de la séance suivante.

Art. 26. - La commission se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son président, à son initiative ou, dans le délai maximal de deux mois, sur la demande écrite de la moitié des représentants titulaires du personnel.

Art. 27. - Les suppléants peuvent assister aux séances de la commission sans pouvoir prendre part au vote. Ils n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Ces experts ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Art. 28. - La commission émet son avis à la majorité des membres présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Toutefois, à la demande de l'un des membres titulaires de la commission, le vote a lieu à bulletin secret. Les abstentions sont admises. En cas de partage des voix, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.

Lorsque l'administration de l'établissement public du musée du Louvre prend une décision contrairement à l'avis ou la proposition émis par la commission, cette autorité doit informer la commission des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre l'avis ou la proposition dans un délai d'un mois.

Les séances de la commission consultative paritaire ne sont pas publiques.

Art. 29. - Les commissions consultatives paritaires siègent en formation restreinte lorsqu'elles sont saisies des questions relatives aux sanctions disciplinaires, à l'application des stipulations figurant dans les contrats, au compte-rendu de l'entretien professionnel, aux conditions de réemploi après un des congés mentionnés à l'article 32 du décret du 17 janvier 1986 susvisé. Lorsque les commissions consultatives paritaires siègent en formation restreinte, seuls les représentants du personnel relevant d'un niveau d'emploi au moins égal à celui de l'agent dont le dossier est examiné, ainsi qu'un nombre égale de représentants de l'administration, sont appelés à délibérer.

Art. 30. - Un représentant du personnel ne peut prendre part aux délibérations de la commission lorsque celle-ci est appelée à statuer sur son cas. Il est alors remplacé par un membre suppléant. Si ni le représentant titulaire, ni le représentant suppléant ne peuvent valablement siéger, il est procédé à un tirage au sort parmi les agents non titulaires ayant la qualité d'électeur. Si l'agent ainsi désigné n'accepte pas sa nomination, le siège vacant des représentants du personnel est attribué à un représentant de l'administration.

Art. 31. - Lorsque la commission consultative paritaire est appelée à se prononcer sur une sanction disciplinaire, l'intéressé est informé par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance des dates, lieu et heure de la réunion, l'invitant à faire connaître ses moyens de défense et à comparaître, s'il le désire, assisté d'un défenseur de son choix.

Le supérieur hiérarchique de l'agent est avisé de cette convocation.

Il peut citer des témoins et présenter ses observations écrites ou verbales. Le droit de citer des témoins appartient également à l'administration.

La commission consultative paritaire est saisie d'un rapport indiquant clairement les faits reprochés et s'il y a lieu les circonstances dans lesquels ils ont été commis. Le rapport mentionne l'avis du supérieur hiérarchique de l'agent.

Même si l'intéressé n'a pas utilisé des possibilités qui lui sont offertes ou s'il n'a pas déféré à la convocation qui lui a été adressée de se présenter devant la commission, celle-ci siège valablement.

Art. 32. - La commission consultative paritaire ne délibère valablement qu'à la condition d'observer les règles de constitution et de fonctionnement édictées par la loi du 11 janvier 1984 et le décret du 17 janvier 1986 susvisé, le présent arrêté, ainsi que par son règlement intérieur.

En outre, les trois quarts au moins de ses membres doivent être présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission, qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents.

Art. 33. - Toutes facilités doivent être données par l'administration aux membres de la commission consultative paritaire pour lui permettre de remplir ses attributions. En outre, communication doit lui être donnée de toutes les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission, huit jours au moins avant la date de la séance.

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre de participer aux réunions de la commission, sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte de la durée prévisible de la réunion et augmentée d'un temps égal à cette durée afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission sans que ce temps puisse excéder deux journées. Les membres de la commission et les experts sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Art. 34. - En cas de difficulté dans le fonctionnement de la commission consultative paritaire, le président de la commission en rend compte au président de l'établissement public du musée du Louvre qui statue après avis du comité technique paritaire du musée du Louvre.

Après avis du comité technique paritaire du musée du Louvre, la commission consultative paritaire peut être dissoute dans la forme prévue par sa constitution. Il est alors procédé, dans un délai de deux mois, et selon la procédure ordinaire, à la constitution d'une nouvelle commission.

Art. 35. - Les membres de la commission ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans la commission.

Chapitre VII : Dispositions transitoires et finales

Art. 36. - La décision du 30 juin 1999 relative à la création d'une commission consultative paritaire pour les agents contractuels de l'établissement public du musée du Louvre, recrutés en application de l'article 4 ou régis par les articles 73 et suivants de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État est abrogée à la date d'installation de la commission consultative paritaire instituée par la présente décision.

Art. 37. - La commission consultative paritaire existante au sein de l'établissement public du musée du Louvre demeure compétente jusqu'à l'installation de la commission consultative paritaire nouvellement compétente en application de l'article 1^{er} de la présente décision.

Art. 38. - Toutes dispositions contraires à la présente décision sont abrogées à compter de l'installation de la commission consultative paritaire nouvellement compétente.

Art. 39. - L'administrateur général de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président de l'établissement public du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 14 octobre 2009 relative à l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire des agents non titulaires de l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu le Code électoral, notamment ses articles L. 5 et L. 7 ;

Vu le Code du travail, notamment son article 12 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et plus particulièrement l'alinéa 6 de l'article 19 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1975 fixant les modalités de rémunération des personnels vacataires recrutés par le secrétariat d'État à la culture pour l'exécution de travaux administratifs ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 29 mars 2002 adoptant une grille de rémunérations applicable aux personnels contractuels rémunérés sur crédits par l'établissement public du musée du Louvre.

Vu la délibération du conseil d'administration du 28 mars 2008 modifiant la grille et les règles de rémunération des contractuels sur besoins permanents du musée du Louvre ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire du musée du Louvre du 13 octobre 2009 ;

Vu la décision du président-directeur, datée du 14 octobre 2009, relative à la création d'une commission consultative paritaire pour les agents non titulaires de l'établissement public du musée du Louvre, recrutés en application des articles 3-2, 4, 6 et 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,

Décide :

I - Établissement et dépôt de la liste des électeurs

Art. 1^{er}. - Il sera procédé le vendredi 22 janvier 2010 à l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de l'établissement public du musée du Louvre.

Art. 2. - En fonction de la structure d'emploi et des effectifs actuels des agents contractuels du musée, le nombre des représentants à élire est fixé à 4 pour les titulaires et 4 pour les suppléants. Leur composition s'établit comme suit :

- 2 membres titulaires et 2 membres suppléants représentant les agents non titulaires de niveau d'emploi d'encadrement et de conception (niveau d'emploi de catégorie A) ;
- 1 membre titulaire et 1 membre suppléant représentant les agents non titulaires de niveau d'emploi intermédiaire (niveau d'emploi de catégorie B) ;
- 1 membre titulaire et 1 membre suppléant représentant les agents non titulaires de niveau d'emploi d'exécution (niveau d'emploi de catégorie C).

Par référence à la délibération du conseil d'administration du 28 mars 2008 susvisée, les agents

non titulaires recrutés au titre de l'article 4 de la loi n° 84-16 sont considérés comme relevant des catégories suivantes :

- les agents exerçant des fonctions de niveaux 1 à 4 : catégorie A ;
- les agents exerçant des fonctions de niveau 5 : catégorie B ;
- les agents exerçant des fonctions de niveau 6 : catégorie C.

Par référence à l'article 2 de l'arrêté du 30 décembre 1975 susvisé, les agents non titulaires recrutés au titre de l'article 6 de la loi n° 84-16 sont considérés comme relevant des catégories suivantes :

- les agents rémunérés au taux de chargé d'études : catégorie B ;
- les agents rémunérés au taux de chargé de travaux de programmation : catégorie C ;
- les agents rémunérés au taux de chargé d'analyse de documents : catégorie C.

Par référence à la délibération du conseil d'administration du 29 mars 2002 susvisée, les agents non titulaires recrutés au titre de l'article 6 de la loi n° 84-16 et effectuant des missions d'accueil, de surveillance et de magasinage, et par extension ceux qui exercent des fonctions de jardinier, sont considérés comme relevant de la catégorie C.

Art. 3. - Sont électeurs, à l'exception des agents détachés sur contrat, au titre de cette commission :

Les agents non titulaires recrutés en application des articles 3-2, 4, 6 et 27 de la loi du 11 janvier 1984, en position d'activité ou de congé parental ou de présence parentale à la date de clôture des listes d'électeurs, soit le 1^{er} octobre 2009 et qui justifient à cette même date :

- soit d'un contrat d'une durée supérieure à dix mois ;
- soit d'une ancienneté de services accomplis en tant qu'agent non titulaire d'une durée supérieure à dix mois dans la période de dix-huit mois précédant la date du 1^{er} octobre 2009. Les agents non titulaires exerçant des fonctions à temps incomplet doivent en outre justifier d'une quotité de travail au moins équivalente à 30 % de celle d'un agent exerçant les mêmes fonctions à temps complet.

Par agents non titulaires en position d'activité, il convient d'entendre, outre les agents effectivement en fonction, ceux qui sont en congé de maladie ordinaire, de grave maladie, en position d'absence régulièrement autorisée.

Les agents non titulaires en position de congé sans rémunération ne sont pas électeurs.

Art. 4. - La direction des ressources humaines et du développement social transmet pour affichage dans l'ensemble des services du musée le 14 octobre 2009 la liste des électeurs qui a été arrêtée au 1^{er} octobre 2009, conformément aux dispositions de l'article 10 de la décision du 14 octobre 2009 relative à la création d'une commission consultative paritaire pour les agents non-titulaires mentionnés à l'article 3 de la présente décision et affectés à l'établissement public du musée du Louvre.

Art. 5. - Cette liste pourra faire l'objet de modifications auprès de la direction des ressources humaines et du développement social selon les modalités suivantes :

- dans les huit jours qui suivent cette publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription auprès de la direction des ressources humaines et du développement social ;

- dans le même délai et pendant 3 jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées par écrit contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale à la DRHDS.

Le 28 octobre 2009, la liste définitive sera communiquée aux services du musée pour affichage.

II - Établissement et dépôt des listes

Art. 6. - Sont éligibles tous les électeurs à l'exception des agents non titulaires en congé de grave maladie ni ceux qui sont frappés d'une incapacité prononcée par les articles L. 5 et L. 7 du Code électoral, ni ceux frappés d'une exclusion temporaire de fonctions en application de l'article 43-2 du décret du 17 janvier 1986.

Les candidatures isolées ne sont pas admises.

Les candidatures doivent être établies par une liste, chaque liste comprenant autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants par niveau d'emplois tel que précisé à l'article 2 de la présente décision.

Art. 7. - Les listes doivent être déposées par les organisations syndicales représentatives. Sont considérées comme représentatives les organisations syndicales régulièrement affiliées à une union de syndicats remplissant les conditions définies à l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 et les organisations syndicales satisfaisant, dans le cadre où est organisée l'élection, aux dispositions de l'article L. 2121-1 du Code du travail.

À noter : les organisations syndicales affiliées à une même union ne peuvent présenter de listes concurrentes à une même élection (cf. article 14 de la

décision du 14 octobre 2009).

Art. 8. - Les listes doivent être déposées par les organisations syndicales représentatives au moins six semaines avant la date fixée pour le scrutin.

Compte tenu du calendrier électoral, les listes devront être déposées au plus tard le mercredi 25 novembre 2009 à 17 heures 30 et porter le nom d'un agent, délégué de liste, habilité à les représenter dans toutes les opérations électorales.

Le dépôt de chaque liste doit en outre être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fera l'objet de l'établissement d'un récépissé remis au délégué de liste. Les différentes listes seront portées, dès que possible, par voie d'affichage, à la connaissance des électeurs par la direction des ressources humaines et du développement social.

Si l'administration constate qu'une liste ne satisfait pas aux conditions de recevabilité évoquées ci-dessus, elle remet au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste. Cette décision sera remise au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes de candidatures.

Art. 9. - Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue ci-dessus, c'est à dire après le 25 novembre 2009.

Toutefois, si, dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informera sans délai le délégué de liste. Celui-ci pourra alors procéder, dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours francs susmentionné, aux rectifications nécessaires.

À défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'organisation ayant présenté cette liste sera considérée comme n'ayant présenté aucun candidat sans le niveau d'emplois de catégorie A, B ou C concerné.

Si le fait motivant l'inéligibilité intervient après la date limite de dépôt des listes, le candidat défaillant pourra être remplacé sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections. Sauf dans ce cas particulier, aucun retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidatures.

Dans le cas où la procédure liée au présent article doit être appliquée, l'affichage définitif des listes de candidats validées par l'administration aura lieu le lundi 7 décembre 2009 sur l'ensemble des panneaux d'affichage prévus à cet effet au sein de l'établissement.

À noter : si aucune liste n'a été déposée par les organisations syndicales représentatives, il sera recouru à un nouveau scrutin, en conformité avec la procédure prévue à l'article 20 de la décision du 14 octobre 2009 et dans les conditions définies au paragraphe v ci-après.

Art. 10. - Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires.

Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'administration informe dans un délai de trois jours francs l'union de syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application de la présente décision.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposées les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du 1° de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisée et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à une union pour l'application de l'alinéa de l'article 15 de la présente décision.

Dans le cas où la procédure liée au présent article doit être appliquée, l'affichage définitif des listes de candidats validées par l'administration aura lieu le jeudi 17 décembre 2009 sur l'ensemble des panneaux d'affichage prévus à cet effet au sein de l'établissement.

III - Opérations électorales

Art. 11. - Les opérations électorales se dérouleront jusqu'au vendredi 22 janvier 2010 inclus. Elles auront lieu uniquement par correspondance. Les votes devront parvenir à la poste du Louvre au plus tard avant l'heure de clôture du scrutin fixée à 17h30. À cet effet, des enveloppes, dispensées d'affranchissement, seront fournies par l'administration.

Je vous rappelle d'ores et déjà que les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

Sera considéré comme nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Il sera fait mention, sur les bulletins de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale à une union de syndicats à caractère national.

IV - Dépouillement des votes

Art. 12. - Les bulletins de vote seront récupérés auprès de la poste du Louvre le 25 janvier 2010 au matin.

Le dépouillement des votes aura lieu publiquement au pavillon Mollien, salle de l'antichambre, le 25 janvier 2010 immédiatement après.

Le bureau de vote constatera le nombre total de votants et déterminera le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque liste.

À noter : si le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits, il sera procédé à un nouveau scrutin dans les conditions définies au paragraphe v ci-après.

Si un second scrutin n'est pas nécessaire, les résultats définitifs des élections seront proclamés le jour même et consignés dans un procès-verbal.

Art. 13. - Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant le président-directeur du musée du Louvre, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.

En cas de difficultés d'application des dispositions de la présente décision, toutes réclamations devront être présentées à la direction des ressources humaines et du développement social dans un délai aussi bref que possible.

V - Nouveau scrutin

Art. 14. - Si aucune liste n'a été déposée par les organisations syndicales représentatives ou lorsque le nombre de votants, constaté par le bureau de vote à partir des émargements portés sur la liste électorale, est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits, il sera procédé à un nouveau scrutin dans un délai qui ne pourra être inférieur à six semaines ni supérieur à dix semaines à compter :

- soit de la date limite de dépôt lorsque aucune organisation syndicale représentative n'a présenté de liste ;
- soit de la date du premier scrutin lorsque la participation à ce scrutin a été inférieure au taux fixé ci-dessus.

Pour ce scrutin, toute organisation syndicale pourra déposer une liste.

Ce scrutin est organisé dans les mêmes conditions que celles déterminées pour le premier tour de scrutin.

Art. 15. - Les contestations sur la validité des opérations électorales seront portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant le président-directeur du musée du Louvre, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° 2009-5 du 20 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision du président de l'établissement public du 13 mai 2008 affectant M. Daniel Sancho à la direction du patrimoine et des jardins en qualité de directeur du patrimoine et des jardins ;

Vu l'arrêté n° 09011976 du 3 septembre 2009 portant mutation de M^{me} Béatrice Pitzini-Duée à la direction des musées de France, musée et domaine national de Versailles ;

Vu la décision du président de l'établissement public n° 2008-4 du 1^{er} juin 2008 portant délégations de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine et des jardins, délégation est donnée à M^{me} Béatrice Pitzini-Duée, chef du service de la coordination et du fonctionnement de la direction du patrimoine et des jardins, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du président :

- les engagements financiers ;

- les bons de commande passés sur les comptes 615-2 et 628-6 ;

- les attestations simplifiées de fins de travaux afférents aux comptes 615-2 et 628-6 ;

- les convocations aux commissions d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence de la direction du patrimoine et des jardins ;

- la certification du service fait ;

- les actes d'ordonnancement de dépenses ou de recettes ;

- les certificats administratifs.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président de l'établissement public du musée
et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° DFJS/DAMC/2009/08 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Terrasse, directeur de l'auditorium et des manifestations culturelles, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée du Louvre ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs ;
- les contrats de travail à durée déterminée dits « d'usage » réservés à l'embauche du personnel technique relevant du système de l'intermittence du spectacle.

Art. 2. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Marc Terrasse, à M^{me} Clémentine Aubry, chef du service administratif et financier, à l'effet de signer tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article ci-dessus, dans la limite des attributions de la direction de l'auditorium et des manifestations culturelles.

Art. 3. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 4. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DAMT/2009/09 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture, muséographie, technique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de l'architecture, muséographie, technique :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ainsi que les bons de commande pris dans le cadre de l'exécution d'un marché à bons de commande dont le

montant n'excède pas 90 000 euros HT ;

- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article précédent de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet :

- à M^{me} Sophie Lemonnier, directeur adjoint bâtiment ;
- à M. Michel Antonpietri, directeur adjoint muséographie ;
- à M. Jean-Pierre Clément, directeur adjoint technique.

Art. 3. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet :

- à M. Philippe Carreau, chef du service travaux et maintenance du bâtiment ;
- à M^{me} Clio Karageorghis, chef du service architecture, muséographie et signalétique ;
- à M. Benoît Balenghien, chef du service électricité et éclairage ;
- à M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques ;
- à M. Éric Payrastra, chef du service administratif ;
- à M. Christophe Petitpas, chef du service des équipements de sécurité ;
- à M. Hervé Jarousseau, chef du service des travaux muséographiques ;

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 4. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet :

- à M. Olivier Croisic, conducteur de l'opération « schéma directeur accessibilité » ;
- à M^{me} Stéphanie Bossé, conducteur de l'opération « Twombly » et de l'opération « Vénus de Milo » ;

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 5. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 6. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DASV/2009/10 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de l'accueil, de la surveillance et de la vente, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;

- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les titres de recettes ;
- tous documents comptables en dépense et en recette ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Leduc, une délégation de signature identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Corinne Lebowski, directrice adjointe en charge des affaires administratives et financières.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DC/2009/11 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Aggy Lerolle, directrice de la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de la communication :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Aggy Lerolle, une délégation de signature identique à celle visée au présent article est donnée à M. David Madec, directeur adjoint presse.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DDM/2009/12 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du

ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Christophe Monin, directeur du développement et du mécénat, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction du développement et du mécénat :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions de mécénat, de parrainage et de partenariat média emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les contrats de location d'espaces d'un montant maximum inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de tournage.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Monin, délégation est donnée, à M. Marc Merpillat, directeur adjoint en charge du développement promotionnel et de la fidélisation, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences, tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article 1^{er} à l'exception :

- les conventions de mécénat, de parrainage et de partenariat média emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;

- des contrats de location d'espaces d'un montant maximum inférieur à 30 000 euros HT ;
- des autorisations de tournage.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Monin, délégation est donnée, à M^{me} Anne-Louise Cavillon, chef du service administratif et financier, à l'effet de signer tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article 1^{er}, dans la limite des attributions de la direction du développement et du mécénat.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Anne-Louise Cavillon, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Éva Duret, adjointe au chef du service administratif et financier.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Monin :

- à M^{me} Kammerer-Farant, chef du service du mécénat international ;
- à M^{me} Nathalie Cuisinier, chef du service des manifestations privées et des tournages ;
- à M^{me} Élise Maillard, chef du service du développement promotionnel ;
- à M^{me} Sophie Walter, adjointe au chef du service du développement promotionnel ;
- à M. Georges Martin, chef du service de la fidélisation des publics ;
- à M^{me} Constance Lombard, chef du service du développement du mécénat d'entreprises ;
- à M^{me} Éléonore Valais, chargée de mécénat - donateur individuel ;

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et, pour M^{me} Nathalie Cuisinier, les autorisations de tournage.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Monin :

- à M^{me} Corinne Roustan, gestionnaire financier ;
- à M. Gabriel Kamano, gestionnaire financier ;

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans la limite des attributions de la direction du développement et du mécénat, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Monin à M^{me} Danielle Pintor, chef de l'unité graphisme et publications à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 7. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 8. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/Dépt/2009/13 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Titre I - Département des antiquités orientales

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Béatrice André-Salvini, conservateur du patrimoine, directeur du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Béatrice André-Salvini, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Françoise Demange, conservateur en chef.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Béatrice André-Salvini, à M. Jaroslaw Maniaczyk, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre II - Département des peintures

Art. 3. - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur général du patrimoine, directeur du département des peintures, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique au présent article est donnée à M. Sylvain Laveissière, conservateur général du patrimoine, adjoint au directeur du département des peintures, et à M^{me} Dominique Thiébaut, conservateur général du département des peintures.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Vincent Pomarède, à M^{me} Aurélie Malbranche, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre III - Département des antiquités égyptiennes

Art. 5. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, conservateur en chef du patrimoine, directeur du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Marie-Hélène Rutschowskaya, conservateur général du patrimoine, à M^{me} Geneviève Pierrat-Bonnefois et à M^{me} Élisabeth Delange, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Guillemette Andreu-Lanoë, à M^{me} Marie Sotty, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre IV - Département des arts de l'Islam

Art. 7. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sophie Makariou, conservateur en chef du patrimoine, directeur du département des arts de l'Islam, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;

- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sophie Makariou, une délégation identique à celle visée au premier alinéa est donnée à M^{me} Gwenaëlle Fellingier et M. Jean-Baptiste Clais, conservateurs.

Art. 8. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Sophie Makariou, à M^{me} Gwenaëlle Fellingier, conservateur du patrimoine, à l'effet de signer, pour les seules dépenses afférentes aux achats de livres :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre V - Département des antiquités grecques, étrusques et romaines

Art. 9. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc Martinez, conservateur en chef du patrimoine, directeur du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;

- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc Martinez, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Sophie Descamps, à M^{me} Françoise Gaultier, à M^{me} Anne Coulié, à M^{me} Violaine Jeammet et à M. Laurent Haumesser, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 10. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Luc Martinez, à M. David Blanchet, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre VI - Département des arts graphiques

Art. 11. - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyll van Serooskerken, directeur du département des arts graphiques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carel Van Tuyl van Serooskerken, une délégation de signature identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Catherine Loisel et à M. Dominique Cordellier, conservateurs en chef du patrimoine, ainsi qu'à M. Christophe Leribault, adjoint au directeur du département des peintures.

Art. 12. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Carel Van Tuyl van Serooskerken, à M. Frédéric Le Gallou, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre VII - Département des objets d'art du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes

Art. 13. - Délégation de signature est donnée à M. Marc Bascou, conservateur général du patrimoine, directeur du département des objets d'art du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Bascou, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M. Jannic Durand et à M^{me} Anne Dion-Tenenbaum, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 14. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Marc Bascou, à M^{me} Anne-Élisabeth Abiven, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Titre VIII - Département des sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes

Art. 15. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, conservateur général du patrimoine, directeur du département des sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée du Louvre.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, une délégation identique

à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à M^{me} Sophie Guillot de Suduiraut, à M^{me} Isabelle Leroy-Jay Lemaistre et à M. Guilhem Scherf, conservateurs en chef du patrimoine.

Art. 16. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, à l'effet de signer pour les seules dépenses afférentes aux achats de livres :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Art. 17. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Geneviève Bresc-Bautier, à M^{me} Mélanie Cugnet, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures.

Art. 18. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 19. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DFJS/2009/14 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Noël Corbin, directeur financier, juridique et de la stratégie dans la limite des attributions de la direction financière, juridique et de la stratégie pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé ainsi qu'au point 9 du même décret pour :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 90 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;

- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues notamment par le Code des marchés publics, les transmissions, les demandes de documents et les correspondances administratives, à l'exception des lettres de rejet de candidatures et des décisions d'attribution des marchés publics et de délégations de service public.

Art. 2. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Noël Corbin, à M. Alban Marino, directeur adjoint en charge des affaires financières, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction adjointe des affaires financières :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alban Marino, directeur adjoint en charge des affaires financières, une délégation de signature identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Catherine Duhamel, chef du service de la gestion financière.

Art. 3. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Noël Corbin, à M^{me} Valérie Game, directeur adjoint en charge des affaires juridiques, à l'effet de signer, tous actes, décisions ou documents dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la sous-direction des affaires juridiques ainsi que les attestations de service fait et les certificats administratifs et, dans le cadre des mises en concurrence prévues notamment par le Code des marchés publics, les transmissions, les demandes de documents et les correspondances administratives, à

l'exception des lettres de rejet de candidatures et des décisions d'attribution des marchés publics et de délégations de service public.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Game, directeur adjoint en charge des affaires juridiques, délégation est donnée à M. Jean-Hugues Laffay, chef du service de la commande publique, à l'effet de signer dans la limite de ses compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs et, dans le cadre des mises en concurrence prévues notamment par le Code des marchés publics, les transmissions, les demandes de documents et les correspondances administratives, à l'exception des lettres de rejet de candidatures et des décisions d'attribution des marchés publics et de délégations de service public.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Game, directeur adjoint en charge des affaires juridiques, délégation est donnée à M^{me} Hélène Gérard, chef du service juridique, à l'effet de signer dans la limite de ses compétences, les attestations de service fait.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël Corbin, délégation est donnée sous l'autorité de M. Noël Corbin à M^{me} Françoise Bonnevalle, chef du service de la valorisation du domaine, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël Corbin, délégation est donnée sous l'autorité de M. Noël Corbin à M^{me} Anne Vincent, chef du service des acquisitions, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions du service des acquisitions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Anne Vincent, une délégation de signature identique à celle prévue au présent article est donnée à M^{me} Margot Guillemard.

Art. 8. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art.9. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DLL/2009/15 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Jean-Marc Legrand, délégué Louvre-Lens, directeur de projet Louvre-Lens, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DMO/2009/16 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Christophe Vachet, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de la maîtrise d'ouvrage :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vachet, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Marie-Alix Filhol, responsable administratif et financier de la direction de la maîtrise d'ouvrage.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Christophe Vachet :

- à M. Laurent Ricard, chef de projet du chantier des collections et responsable technique Islam/Trois Antiques ;
- à M. Kris Danaradjou, chef de projet mobilier XVIII^e ;
- à M. Stéphane Charbit, chef de projet Pyramide - fonction bâtiment ;
- à M. Andrea Fabro, chef de projet Pyramide - fonction billetterie ;
- à M. Romain Challier, chef de projet Réserves ;

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 3. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 4. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DPC/2009/17 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Juliette Armand, directrice de la production culturelle en charge des expositions à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions de la direction de la production culturelle :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;

- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de tournage.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Juliette Armand, délégation est donnée à M^{me} Ariane Rabenou, adjointe au chef du service administratif et financier, à l'effet de signer tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article ci-dessus, dans la limite des attributions de la direction de la production culturelle.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Juliette Armand :

- à M^{me} Manon Potevin, chef du service des ateliers et visites conférences ;
- à M^{me} Anne-Laure Ranoux, chef du service images et ressources documentaires ;
- à M^{me} Cécile Rebière-Plé, adjointe au chef du service images et ressources documentaires ;
- à M^{me} Agnès Alfandari, chef du service multimédia ;
- à M^{me} Sybille Clochet, adjointe au chef de service multimédia ;
- à M^{me} Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions ;
- à M. Fabrice Douar, adjoint au chef du service des éditions ;
- à M^{me} Soraya Karkache, chef du service des expositions ;
- à M^{me} Catherine Derosier-Pouchous, chargée de mission pour la production audiovisuelle, cinéma et multimédia ;
- à M^{me} Françoise Simon, responsable de la librairie du jardin des Tuileries et régisseur de recettes et d'avances pour cette même librairie ;

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et, pour M^{me} Catherine Derosier-Pouchous, les autorisations de tournage.

Art. 4. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Juliette Armand :

- à M. Patrice Brochu, gestionnaire coordonnateur ;
- à M^{me} Souhila Kaid, gestionnaire financier ;
- à M. Yvon Angélique, gestionnaire financier ;

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans la limite des attributions de la direction de la

production culturelle, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 5. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 6. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DPPEA/2009/18 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Catherine Guillou, directrice de la politique des publics et de l'éducation artistique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite

des attributions de la direction de la politique des publics et de l'éducation artistique :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - Une délégation identique à celle visée à l'article précédent de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Guillou, à M. François Vaysse, directeur adjoint de la politique des publics et de l'éducation artistique.

Art. 3. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Guillou, à M. Bertrand Abraham, chef du service administratif et financier, à l'effet de signer tous actes, décisions ou documents mentionnés à l'article 12, dans la limite des attributions de la direction de la politique des publics et de l'éducation artistique.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Catherine Guillou :

- à M^{me} Frédérique Leseur, chef du service éducation ;
- à M^{me} Anne Krebs, chef du service études et recherche ;

à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 5. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 6. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DRHDS/2009/19 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Carole Étienne-Boisseau, directrice des ressources humaines et du développement social, à l'effet de signer, au nom du président-directeur, tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6, 7 et 11 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, et dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;

- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de conduite des véhicules du musée et les protocoles de chargement et de déchargement de l'aire de livraison « marchandises » ;
- les avis d'affection, les conventions de stage.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier et à M. Jean-Marc Irollo, directeurs adjoints de la direction des ressources humaines et du développement social.

Art. 2. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Isabelle Avon, chef du service de la gestion du personnel, à l'effet de signer, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article précédent, dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social, à l'exception des décisions de conduite des véhicules du musée et des protocoles de chargement et de déchargement de l'aire de livraison « marchandises ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Isabelle Avon, une délégation identique à celle prévue à l'article précédent est donnée à M^{me} Florence Quiquere, adjointe à la chef du service de la gestion du personnel.

Art. 3. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Hélène Mahé, chef du service organisations métiers et formation, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Hélène Mahé, une délégation identique à celle prévue au présent article est donnée à M^{me} Catherine Bourguignon, adjointe à la chef de service organisations métiers et formation.

Art. 4. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Farida Laidaoui, chef du service intérieur, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- les protocoles de chargement et de déchargement de l'aire de livraison « marchandises ».

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de M^{me} Carole Étienne-Boisseau et de M^{me} Farida Laidaoui, une délégation identique à celle prévue au présent article est donnée à M. Alain Brillet, adjoint à la chef du service intérieur.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, au D^r Françoise Moreau, chef du service médical, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences, et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Juliette Bourdon, chef du service recrutement et mobilité, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- tous ordres de versement et titres de recette ;
- les avis d'affection ;
- les conventions de stage ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Juliette Bourdon, une délégation identique à celle prévue au présent article est donnée à M^{me} Fabienne Adam, adjointe à la chef du service recrutement et mobilité.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M. Luc Wagner, chef du service effectif et budget, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M^{me} Brigitte Castan, chef du service des affaires sociales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des attributions de la direction des ressources humaines et du développement social :

- les actes de liquidation et de mandatement des dépenses ;
- tous documents comptables en dépense et en recette ;
- tous ordres de versement et titres de recette ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Brigitte Castan, une délégation identique à celle prévue au présent article est donnée à M^{me} Évelyne Gerphagnon, assistante du service social au service des affaires sociales.

Art. 9. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Carole Étienne-Boisseau, à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 10. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 11. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/MDeDelacroix/2009/20 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Christophe Leribault, conservateur en chef du patrimoine, directeur du musée Eugène-Delacroix, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;

- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les conventions de prêts d'œuvres d'art ;
- les conventions de dépôts d'œuvres d'art du musée Eugène-Delacroix.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Leribault, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M. Carel Van Tuyll, directeur du département des arts graphiques.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/SCI/2009/21 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/SI/2009/22 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite des attributions du service informatique :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation identique à celle visée au présent article est donnée à M^{me} Christine Ronflé-Guin, adjointe au chef du service informatique.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, délégation de signature est donnée à M^{me} Marlène Mathieu, chargée de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer :

- les actes de liquidation ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/SPSI/2009/23 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée

du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée au capitaine Jean-François Duarte-Paixao, chef du service prévention et sécurité-incendie, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement du capitaine Jean-François Duarte-Paixao, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée au capitaine Yannick Ory, adjoint au chef du service prévention et sécurité-incendie.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DCPCR/2009/24 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/DML/2009/25 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Anne de Wallens, déléguée à la conservation préventive et à la coordination des régies, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans la limite de ses attributions :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les certificats administratifs.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 3. - Cette décision prend effet à compter de sa publication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJS/DML/2009/25 du 23 octobre 2009 portant délégation de signature à l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008 modifiée portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente est donnée à M. Hervé Barbaret, administrateur général, à l'effet de signer au nom du président-directeur :

- tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, à l'exception des points 3, 8 et 10 ;
- tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Hervé Barbaret, à M. Brice Mathieu, responsable administratif et financier, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les pièces et correspondances relatives à l'engagement des dépenses et notamment les bons de commande et marchés dont le montant n'excède pas 20 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur ou égal à 500 euros HT ;
- la certification du service fait et des pièces justificatives ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- la mention « arrêté et liquidé » sur les factures ;
- les titres de recette.

Art. 2. - Délégation est donnée à M^{me} Catherine Sueur, administratrice générale adjointe, à l'effet de signer au nom du président-directeur :

- tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi qu'au point 9 du même décret pour :
- . les contrats de prêt d'œuvres,
- . les contrats d'auteurs et de cessions de droits,

. les contrats de mécénat, de parrainage et de partenariat média emportant recettes pour un montant inférieur à 150 000 euros HT,

. les contrats de locations d'espace d'un montant inférieur à 120.000 euros HT,

à l'exception des compétences relevant du choix de l'attributaire, de la signature et de la notification du marché lorsque le montant de l'acte d'achat excède 90 000 euros HT ;

- en cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé Barbaret, administrateur général, tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé à l'exception des points 3, 8 et 10.

Art. 3. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 4. - Cette décision prend effet à compter de sa publication. Cette décision annule et remplace la décision n° DFJS/2008/20 du 31 décembre 2008.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

J.O n° 227 du 1^{er} octobre 2009

Premier ministre

Texte n° 1 Décret n° 2009-1153 du 29 septembre 2009 portant suppression du diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation.

Texte n° 2 Arrêté du 29 septembre 2009 portant modification de l'arrêté du 18 août 1988 fixant les programmes et les modalités de la formation préparatoire au diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 16 Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Culture et communication

Texte n° 39 Arrêté du 23 septembre 2009 portant fixation de la part du produit de la redevance d'archéologie préventive affectée au Fonds national pour l'archéologie préventive.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 79 Décret du 29 septembre 2009 portant nomination du président du conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers (M. Gérard Mestrallet).

Texte n° 80 Arrêté du 29 septembre 2009 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers.

J.O n° 228 du 2 octobre 2009

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 9 Décret n° 2009-1164 du 30 septembre 2009 modifiant les dispositions relatives aux statuts particuliers des cadres d'emplois des agents territoriaux de Mayotte et des ouvriers territoriaux de Mayotte et celles relatives à l'intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de certains agents publics de la collectivité départementale, des communes et des établissements publics de Mayotte.

Texte n° 10 Décret n° 2009-1165 du 30 septembre 2009 portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois des agents territoriaux de Mayotte et au cadre d'emplois des ouvriers territoriaux de Mayotte.

Texte n° 11 Décret n° 2009-1166 du 30 septembre 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la titularisation dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale d'agents de la collectivité départementale, des communes et des établissements publics administratifs de Mayotte.

J.O n° 229 du 3 octobre 2009

Justice et libertés

Texte n° 28 Arrêté du 23 septembre 2009 fixant la composition du dossier accompagnant la demande de reconnaissance des qualifications professionnelles et organisant les mesures de compensation prévues aux articles R. 321-66 et R. 321-67 du Code de commerce (ventes volontaires de meubles aux enchères publiques).

Conventions collectives

Texte n° 93 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 109 Avis n° 2008-0547 du 6 mai 2008 sur le projet de loi relatif à la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet.

J.O n° 230 du 4 octobre 2009

Culture et communication

Texte n° 29 Décret du 2 octobre 2009 portant nomination à la Commission nationale d'aménagement commercial (M. Paumier Benoît).

J.O n° 231 du 6 octobre 2009

Économie, industrie et emploi

Texte n° 6 Arrêté du 21 septembre 2009 portant création d'un traitement automatisé d'informations individuelles relatif à une enquête statistique « Patrimoine » en 2009 (les informations individuelles recueillies identifiant les personnes enquêtées sont destinées aux Archives de France, conformément aux dispositions de l'article L. 212-4 du Code du patrimoine).

Éducation nationale

Texte n° 16 Arrêté du 21 septembre 2009 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2009 modifiant l'arrêté du 16 mai 2003 portant création du baccalauréat professionnel spécialité production graphique et fixant ses modalités de préparation et de délivrance.

J.O n° 232 du 7 octobre 2009**Premier ministre**

Texte n° 43 Arrêté du 25 septembre 2009 portant admission à la retraite (administrateur civil : M^{me} Marie-Christine Devevey).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 61 Décision n° 2009-585 du 15 septembre 2009 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre en Île-de-France.

Avis divers

Texte n° 93 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de la Documentation française).

J.O n° 233 du 8 octobre 2009**Culture et communication**

Texte n° 23 Arrêté du 29 septembre 2009 portant renouvellement de l'agrément de la Société civile des auteurs réalisateurs producteurs en vue de la gestion du droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement sur le territoire national à partir d'un État membre de la Communauté européenne.

Texte n° 24 Arrêté du 5 octobre 2009 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *James Ensor*, au musée d'Orsay).

Économie, industrie et emploi

Texte n° 35 Arrêté du 22 septembre 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (M. Étienne Oudot de Dainville).

J.O n° 234 du 9 octobre 2009**Culture et communication**

Texte n° 32 Arrêté du 6 octobre 2009 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Byzance Istanbul, un port pour deux continents*, aux Galeries nationales du Grand Palais).

J.O n° 235 du 10 octobre 2009**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 16 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 31 août au 4 septembre 2009 (Gestion 2009)

(pour la culture : Patrimoines).

Conventions collectives

Texte n° 54 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur des entreprises techniques du spectacle vivant et de l'événement.

Texte n° 55 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Texte n° 56 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur des entreprises techniques au service de la création et de l'événement.

Texte n° 57 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur des laboratoires cinématographiques.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 61 Décision n° 2009-0534 du 25 juin 2009 adoptant la notice de déclaration du chiffre d'affaires pertinent pour le calcul de la contribution définitive au fonds de service universel pour l'année 2008.

Avis divers

Texte n° 82 Vocabulaire des sciences et techniques spatiales (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 236 du 11 octobre 2009**Justice et libertés**

Texte n° 4 Décret n° 2009-1204 du 9 octobre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de propriété intellectuelle.

Texte n° 5 Décret n° 2009-1205 du 9 octobre 2009 fixant le siège et le ressort des juridictions en matière de propriété intellectuelle.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 12 Décret du 9 octobre 2009 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation Bajen).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 13 Décret n° 2009-1211 du 9 octobre 2009 relatif à la prime de fonctions et de résultats des chefs de service, des directeurs adjoints, des sous-directeurs, des experts de haut niveau et des directeurs de projet.

Texte n° 14 Arrêté du 9 octobre 2009 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux chefs de service, directeurs adjoints, sous-directeurs, experts de haut niveau et directeurs de projet.

Texte n° 15 Arrêté du 9 octobre 2009 portant extension de la prime de fonctions et de résultats au corps des

administrateurs civils et fixant les montants de référence de cette prime.

Texte n° 16 Arrêté du 9 octobre 2009 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables au corps des secrétaires administratifs.

J.O n° 237 du 13 octobre 2009

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 14 septembre 2009 modifiant l'arrêté du 23 août 2004 portant institution d'une régie de recettes auprès de l'École nationale supérieure d'art de Dijon.

Texte n° 50 Arrêté du 2 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 18 septembre 2008 fixant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (M^{me} Emmanuelle Bensimon).

Texte n° 51 Arrêté du 5 octobre 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article L. 311-5 du Code de la propriété intellectuelle (M. Raphaël Hadas-Lebel).

J.O n° 238 du 14 octobre 2009

Économie, industrie et emploi

Texte n° 22 Arrêté du 5 octobre 2009 portant désignation de la mission de contrôle économique et financier des sociétés du service public de la radio et de la télévision pour exercer le contrôle économique et financier de l'État sur les sociétés Radio France internationale et France 24.

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 29 Décret n° 2009-1225 du 12 octobre 2009 modifiant le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État.

Texte n° 31 Arrêté du 9 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 13 octobre 1999 fixant les programmes des épreuves des concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 36 Arrêté du 30 septembre 2009 portant suppression d'un institut interne à l'université Paris-VIII et création d'un institut interne à l'université de Marne-la-Vallée (l'Institut d'urbanisme).

Culture et communication

Texte n° 46 Décret n° 2009-1228 du 12 octobre 2009 modifiant le décret n° 2007-1405 du 28 septembre 2007 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques et adaptation au droit communautaire des règles applicables à la restauration

des immeubles classés.

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 54 Arrêté du 30 septembre 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence France-Presse (M. Bernard Valero).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 74 Décision n° 2009-572 du 20 juillet 2009 relative à l'arrêt de la diffusion des services de télévision en mode analogique par voie terrestre dans les régions Poitou-Charentes, Centre et Nord.

Avis divers

Texte n° 92 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de la Documentation française).

J.O n° 239 du 15 octobre 2009

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 11 Arrêté du 7 octobre 2009 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation pour la mémoire de la Shoah).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 13 Arrêté du 5 octobre 2009 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'établissement public du château de Fontainebleau.

Premier ministre

Texte n° 24 Arrêté du 2 octobre 2009 portant admission à la retraite (administrateur civil : M. André Marc Delocque Fourcaud).

Culture et communication

Texte n° 50 Décret du 13 octobre 2009 portant nomination de professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 56 Décision n° 2009-588 du 29 septembre 2009 portant habilitation d'un agent du Conseil supérieur de l'audiovisuel à constater les infractions définies par l'article 78 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (M. Jean-Jacques Bonaventure).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 73 Avis de vacance du poste de directeur du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée.

J.O n° 240 du 16 octobre 2009

Économie, industrie et emploi

Texte n° 13 Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de

prestations intellectuelles.

Texte n° 14 Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 19 Arrêté du 6 octobre 2009 approuvant des modifications apportées au titre et aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Institut François Mitterrand).

Défense

Texte n° 26 Décret n° 2009-1235 du 14 octobre 2009 modifiant le décret n° 79-1035 du 3 décembre 1979 relatif aux archives de la défense.

Culture et communication

Texte n° 37 Décret n° 2009-1238 du 15 octobre 2009 modifiant le décret n° 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Texte n° 38 Arrêté du 6 octobre 2009 déterminant pour l'année 2009 le nombre d'usagers inscrits dans les bibliothèques accueillant du public pour le prêt et le montant de la part de la rémunération au titre du prêt en bibliothèque à la charge de l'État.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 94 Décision n° 2009-589 du 15 septembre 2009 fixant le calendrier de mise en service de fréquences attribuées à des services de télévision à caractère national diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

J.O n° 241 du 17 octobre 2009

Culture et communication

Texte n° 56 Décret n° 2009-1246 du 15 octobre 2009 étendant au ministère chargé de la culture les dispositions du décret n° 2005-1617 du 21 décembre 2005 relatif aux aménagements des examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur pour les candidats présentant un handicap.

Texte n° 57 Arrêté du 9 octobre 2009 complétant la liste des publications périodiques visées au titre I^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (*Nos chasses de migrants*).

Texte n° 77 Arrêté du 9 octobre 2009 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée du Louvre (M. Hervé Barbaret).

Économie, industrie et emploi

Texte n° 78 Arrêté du 7 octobre 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence nationale des fréquences (M. Christian Rioult).

Conventions collectives

Texte n° 81 Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation (n° 1518).

Texte n° 83 Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des acteurs du lien social : centres sociaux et socioculturels, associations d'accueil de jeunes enfants, associations de développement social local (n° 1261).
Texte n° 94 Arrêté du 8 octobre 2009 portant élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 101 Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'avenants à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 102 Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 113 Arrêté du 8 octobre 2009 portant élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 127 Arrêté du 12 octobre 2009 portant extension d'un avenant et d'un accord conclus dans le cadre de la convention collective de la couture parisienne (n° 303).

Avis divers

Texte n° 197 Avis relatif à la composition de la Chambre nationale de discipline des architectes (désignation de M^{me} Françoise Ducarouge pour siéger en qualité de président)

J.O n° 242 du 18 octobre 2009

Culture et communication

Texte n° 13 Décret n° 2009-1254 du 16 octobre 2009 relatif au contrôle des recettes d'exploitation cinématographique.

Texte n° 14 Arrêté du 14 octobre 2009 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2009 de concours pour le recrutement d'ingénieurs des services culturels et du patrimoine, spécialité « services culturels » (femmes et hommes), du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 15 Arrêté du 16 octobre 2009 portant approbation du cahier des charges *minima* des systèmes informatisés de billetterie à usage des établissements de spectacles cinématographiques.

J.O n° 243 du 20 octobre 2009**Culture et communication**

Texte n° 78 Arrêté du 23 septembre 2009 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M. Jacques, Marcel Tarrete).

Avis divers

Texte n° 111 Avis relatif au retrait d'une licence d'agence de mannequins (Agence bordelaise de mannequins).

Texte n° 112 Avis relatif au renouvellement de l'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Exception).

Texte n° 113 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Sindy Bop).

Texte n° 114 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Crystal Modelagency).

Texte n° 115 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Viva Models).

J.O n° 244 du 21 octobre 2009**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 32 Arrêté du 7 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Culture et communication

Texte n° 40 Décret n° 2009-1263 du 19 octobre 2009 portant approbation des statuts de la société nationale de programme France Télévisions.

Texte n° 62 Arrêté du 23 septembre 2009 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M^{me} Marie-France Calas).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 71 Décision n° 2009-596 du 29 septembre 2009 relative à l'arrêt de la diffusion du service de télévision de la société Canal+ en mode analogique par voie terrestre en région Île-de-France.

J.O n° 245 du 22 octobre 2009**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 12 Arrêté du 22 septembre 2009 autorisant au titre de l'année 2009 des recrutements sans concours de magasiniers des bibliothèques de 2^e classe et fixant le nombre de postes offerts.

Texte n° 13 Arrêté du 22 septembre 2009 autorisant, au titre de l'année 2009, l'ouverture du recrutement,

par voie de PACTE, d'un magasinier des bibliothèques de 2^e classe.

Culture et communication

Texte n° 19 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2009-1271 du 21 octobre 2009 relatif à la contribution à la production audiovisuelle des éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique.

Texte n° 20 Décret n° 2009-1271 du 21 octobre 2009 relatif à la contribution à la production audiovisuelle des éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique.

Texte n° 30 Arrêté du 7 octobre 2009 portant nomination (chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine : M^{me} Anne Mangin-Payen, SDAP Haute-Vienne).

Texte n° 31 Arrêté du 7 octobre 2009 portant nomination (chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine : M^{me} Nathalie Choplain, SDAP Martinique).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 52 Avis n° 2009-8 du 15 juillet 2009 relatif au projet de décret modifiant le régime de contribution à la production audiovisuelle des éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique.

Avis divers

Texte n° 104 Avis relatif à un arrêté préfectoral du 9 octobre 2009 portant approbation des modifications à la convention constitutive du Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier.

J.O n° 246 du 23 octobre 2009**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 89 Avis de vacance d'un emploi de chargé de mission TIC (secrétariats généraux pour les affaires régionales) (plan « France Numérique 2012 »).

J.O n° 247 du 24 octobre 2009**Économie, industrie et emploi**

Texte n° 33 Décret n° 2009-1279 du 22 octobre 2009 relatif à la commission consultative des marchés publics.

Texte n° 35 Arrêté du 22 octobre 2009 relatif à l'assistance apportée aux collectivités territoriales par la commission consultative des marchés publics pour l'élaboration et la passation de leurs marchés et accords-cadres.

Texte n° 37 Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (rectificatif).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 40 Arrêté du 14 octobre 2009 portant création du répertoire national des associations.

Culture et communication

Texte n° 108 Décret du 22 octobre 2009 portant nomination du président de l'établissement public de la Cité de l'architecture et du patrimoine (M. François de Mazières).

Texte n° 109 Arrêté du 15 octobre 2009 portant nomination du président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M. Philippe Belaval).

J.O n° 249 du 27 octobre 2009**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 13 Arrêté du 13 octobre 2009 portant ouverture en 2009 de concours d'accès aux instituts régionaux d'administration.

Culture et communication

Texte n° 55 Arrêté du 16 octobre 2009 portant nomination du secrétaire général du Centre national du livre (M^{me} Catherine Ruggeri).

J.O n° 250 du 28 octobre 2009**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 15 Arrêté du 13 octobre 2009 portant ouverture en 2010 d'une épreuve de sélection pour l'accès au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration.

Texte n° 16 Arrêté du 13 octobre 2009 portant ouverture en 2010 d'une épreuve de sélection pour l'accès au cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 22 Décret du 26 octobre 2009 autorisant l'acceptation d'une donation (don de M^{me} Chantal de Galbert Defforey, épouse Vouilloux à l'Institut de France).

Culture et communication

Texte n° 28 Décret n° 2009-1308 du 26 octobre 2009 pris pour l'application de l'article 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la répartition du coût des réaménagements des fréquences.

Texte n° 29 Décret n° 2009-1309 du 26 octobre 2009 portant modification des articles R. 321-6-1 et R. 321-8 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 30 Arrêté du 19 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 85 Avis n° 2009-7 du 23 juin 2009 relatif à un projet de décret portant modification du décret n° 2003-620 du 4 juillet 2003 pris pour l'application de l'article 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif à la répartition et au préfinancement du coût des réaménagements des fréquences.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 101 Avis concernant le dépôt des candidatures aux places de membre et de membre libre de l'École des hautes études hispaniques et ibériques de la Casa de Velázquez au titre de l'année 2010-2011.

Avis divers

Texte n° 102 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de la Documentation française).

J.O n° 251 du 29 octobre 2009

Texte n° 1 Loi n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet.

Conseil constitutionnel

Texte n° 3 Décision n° 2009-590 DC du 22 octobre 2009 (loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet).

Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 28 septembre 2009 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2009-590 DC (loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet).

Texte n° 5 Observations du Gouvernement sur le recours dirigé contre la loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet.

Texte n° 6 Mémoire en réplique des députés signataires du recours dirigé contre la loi relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 20 Arrêté du 20 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 16 mars 2009 définissant les domaines mentionnés à l'article 1^{er} du décret n° 2009-193 du 18 février 2009 relatif aux modalités d'application de l'article 26 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie pour la passation des marchés publics de haute technologie avec des petites et moyennes entreprises innovantes.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 22 Décret n° 2009-1313 du 27 octobre 2009 modifiant le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.

Texte n° 70 Arrêté du 15 juillet 2009 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M. Michel Vangheluwe).

**Budget, comptes publics, fonction publique
et réforme de l'État**

Texte n° 27 Rapport relatif au décret n° 2009-1314 du 27 octobre 2009 portant transfert de crédits.

Texte n° 28 Décret n° 2009-1314 du 27 octobre 2009 portant transfert de crédits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 31 Arrêté du 21 octobre 2009 relatif au référentiel général d'accessibilité pour les administrations.

Conventions collectives

Texte n° 79 Avis relatif à l'élargissement d'avenants à deux accords conclus dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 252 du 30 octobre 2009

Économie, industrie et emploi

Texte n° 29 Décret n° 2009-1331 du 28 octobre 2009 portant dérogation aux dispositions relatives aux délais de paiement dans le secteur des activités manuelles artistiques.

Culture et communication

Texte n° 53 Décret n° 2009-1340 du 29 octobre 2009 pris pour application de l'article 1^{er} de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse.

Premier ministre

Texte n° 55 Arrêté du 23 octobre 2009 portant nomination à la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M. Pierre-Henri Vray).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 114 Décision n° 2009-645 du 20 octobre 2009 définissant les modalités de programmation du temps d'émission accordé aux formations politiques représentées par un groupe dans l'une ou l'autre des assemblées parlementaires ainsi qu'aux organisations syndicales et professionnelles représentatives au niveau national pour l'année 2010.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 130 Avis relatif au calendrier prévisionnel des recrutements pour 2009 et 2010 (complémentaire) (fonction publique de l'État, armées et ville de Paris).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN n° 40 du 6 octobre 2009

Réponse aux questions de :

- M^{me} George Pau-Langevin sur le **projet de loi relatif au nouveau service public de la télévision**.
(Question n° 36977-09.12.2008).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le coût de la deuxième édition de « **force de l'art** ».
(Question n° 48553-12.05.2009).
- M^{me} Laure de La Raudière au sujet du **financement de la presse traditionnelle**.
(Question n° 48965-12.05.2009).
- M. Jean-Pierre Kucheida sur la gestion du **droit de reprographie des partitions musicales**.
(Question n° 48998-12.05.2009).
- M^{me} Martine Billard sur la situation du **Lucernaire, théâtre à Paris**.
(Question n° 49964-26.05.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la **création d'un musée de l'histoire de France**.
(Question n° 51648-09.06.2009).
- M. Patrick Braouezec sur la **disparition** annoncée du **support photochimique** pour une adoption, à terme, du numérique.
(Question n° 52690-23.06.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le bilan de la deuxième édition de la « **Force de l'art** ».
(Question n° 54106-07.07.2009).
- M. Alain Suguenot sur la situation du **Lucernaire, théâtre à Paris**.
(Question n° 54107-07.07.2009).
- M. Bernard Debré sur le projet d'abaisser le **seuil de 170 m² au-delà duquel le recours à un architecte est obligatoire**.
(Question n° 55797-28.07.2009).
- M^{me} Marie-Françoise Pérol-Dumont et M. Jean-Paul Lecoq sur l'**accès à la télévision numérique de terre (TNT)**.
(Questions n°s 55813-28.07.2009 ; 56514-04.08.2009).

- M. Patrice Verchère sur la situation des foyers français qui ne peuvent pas réceptionner la TNT par émetteur terrestre.
(Question n° 55814-28.07.2009).

JO AN n° 42 du 20 octobre 2009

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Louis Idiart sur la **diffusion et la protection de la création sur Internet** (question signalée).
(Question n° 43541-03.03.2009).
- M. Bernard Derosier sur les craintes que suscite aujourd'hui, dans le secteur du **spectacle vivant**, le retrait manifeste de l'État en matière de **politique culturelle** (question signalée).
(Question n° 50074-26.05.2009).

JO AN n° 43 du 27 octobre 2009

Réponse aux questions de :

- M. Didier Mathus sur l'**exception aux droits d'auteur dans l'enseignement et la recherche** (question signalée).
(Question n° 41739-10.02.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la **contre-enquête** allemande au sujet de la **folie de Van Gogh**.
(Question n° 49646-19.05.2009).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le nombre de pays participants, de musées et le nombre de visiteurs pour l'édition 2009 de la **nuît des musées**.
(Question n° 51652-09.06.2009).
- M. Jean-Patrick Gille sur la situation du Centre national d'archéologie urbaine (CNAU).
(Question n° 54524-07.07.2009).
- M. Michel Issindou sur les conséquences du **projet de suppression de l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France**.
(Question n° 57340-11.08.2009).
- M. Patrick Roy sur les conséquences du **projet de suppression de l'avis conforme des architectes des Bâtiments de France**.
(Question n° 57629-25.08.2009).

- M^{me} Valérie Boyer et M. André Chassaigne sur le loisir consistant en **l'utilisation de détecteurs de métaux**. (Questions n^{os} 57749-01.09.2009 ; 57750-01.09.2009).

études et le suivi éventuels des travaux nécessaires aux **monuments historiques** dont les **petites communes rurales** sont propriétaires. (Questions n^{os} 9531-09.07.2009 ; 10174-17.09.2009).

SÉNAT

JO S n° 39 du 1^{er} octobre 2009

Réponse à la question de :

- M. Jean Louis Masson sur la possibilité de fournir une **maîtrise d'ouvrage gratuite** pour réaliser les

JO S n° 40 du 8 octobre 2009

Réponse à la question de :

- M. Roger Madec sur la situation du **théâtre du Lucernaire**. (Question n° 8393-06.04.2009).

Divers

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09O).

Juillet 2007

6 juillet 2007	M ^{lle} CHEVALIER Anne	Lyon
----------------	---------------------------------	------

Septembre 2007

18 septembre 2007	M ^{lle} TRIFANESCU Monica Ioana	Paris-la Villette
24 septembre 2007	M. FELLAH Raouf Amar	Paris-la Villette
26 septembre 2007	M. KERWER Stephane	Paris-la Villette
28 septembre 2007	M. BAILLON Laurent	Paris-la Villette

Juillet 2008

10 juillet 2008	M ^{lle} GROB VARAS Vanessa	Paris-la Villette
-----------------	-------------------------------------	-------------------

Septembre 2008

11 septembre 2008	M. RAKOTONDRAFARA Pascal	Paris-la Villette
15 septembre 2008	M ^{lle} ETOURNEL Johanna	Paris-la Villette
18 septembre 2008	M. RONDEAU David	Paris-la Villette
22 septembre 2008	M. KASMI Yamine	Paris-la Villette
30 septembre 2008	M. BARLET Franck	Paris-la Villette
30 septembre 2008	M. LE DANTEC Tanguy	Paris-la Villette
30 septembre 2008	M. VIEIRA Christophe	Paris-la Villette

Mars 2009

6 mars 2009	M ^{lle} BELLAMICO Laura	Paris-la Villette
6 mars 2009	M ^{lle} LEE Soo - Ji	Paris-la Villette
6 mars 2009	M. PISIOU Antony	Paris-la Villette
6 mars 2009	M. ROCHAMBEAU Cyrille	Paris-la Villette
6 mars 2009	M. RUBIO Arnaud	Paris-la Villette
6 mars 2009	M ^{lle} TO Anh Oanh	Paris-la Villette

Avril 2009

6 avril 2009	M ^{lle} MARIASCHK Manuela	Paris-la Villette
--------------	------------------------------------	-------------------

Mai 2009

6 mai 2009	M. CATHALA Antoine	Paris-la Villette
------------	--------------------	-------------------

Juin 2009

9 juin 2009	M. COCOT Vincent	Paris-la Villette
9 juin 2009	M ^{lle} IVANOVA Yoana	Paris-la Villette
23 juin 2009	M. LOUERGUIOUI El Hadi	Paris-la Villette

Juillet 2009

7 juillet 2009	M. AFONSO Daniel	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} ANTIT Chiraz	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} ARACENA Loretta	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} AVRAMOVA Nadejda	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BAE Eun-Sook	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BARRE-VILLENEUVE Marielle	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BAULIEU Arnaud	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BAZELLE Benjamin	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{me} BAZZI Hanaa (ép. MOUKALLED)	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BEDROSSIAN Elodie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BEN ABDALLAH Nidhal	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BEN HASSOUNA Manel	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BEN OTHMAN HAMROUNI Insaf	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BENCHEMLOUL Yasmina	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BENDIB Houda	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BERWICK Cyril	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BIZET François-Auguste	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BONFANTI Philippe	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BONNEFOND Raphaëlle	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. BOUCHOUCHA Brahim	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} BRIDE Ludivine	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} CAPEILLE Iris	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} CAVALLARI DE CASTRO Flavia	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. CHENNI Zoheir	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} DUFOURG Aurélie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} DUQUESNE Aurélie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} DUTAMBY Jessica	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. EXBRAYAT Benjamin	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. GAMAR Yacine	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. GINET Nicolas	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} GIULIANI Laura	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} GRANDIN Mélanie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} GUERIN Julie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} GUIDOT Marie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. GUIMARD Alexandre	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} GUINET Caroline	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} HERNANDEZ NASS Claudia	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} HUSSON Sarah	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. ICHEBOUDENE Samir	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} JACZEWSKA Alicja	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} JANVIER Céline	Paris-la Villette

7 juillet 2009	M ^{lle} KHELLAF Anissa	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} KNUCHEL Perrine	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} LAMBARKI Kenza	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} LASSAIGNE Morgane	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} LEBLIC Juliette	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} LEE Boung-Sun	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} LESDOS Charlène	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} LUANGKHOT Emilie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. LY Thien Ty	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. MAILHAREIN Philippe	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} MARIN SILVA Angela Patricia	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} MARIN SILVA Martha Beatriz	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} MARTIN Pamela	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} MOREL Aurélie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. MUSCARELLO David	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. NEDELCHEV Victor	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} OUCHELLI Nora	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PAILLARD Anne	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PELLERIN Diane	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PERINO Giulia	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. PIGEAT Quentin	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PLATET Béatrice	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} POSTEL Elodie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PREPIS Alkistis	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PUIBUSQUE Maria José	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} PURSERAMEN Marie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} RAMBAUD Constance	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. REHAULT Jean	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. RIBEIRO CUNHA Felipe	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. RICORD Pascal	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} ROSIER Lucie	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. SAIDI Abdelghani	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} SALMI Nadia	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. SAMAHA Ziad	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} SANCHEZ Isabelle	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. SAUGERE Nicolas	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} SAVULESCU Cristina	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. SGHAIER Hamdi	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. TECK Vincent	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} VOICU Mirela Ioana	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M. VOISIN David	Paris-la Villette
7 juillet 2009	M ^{lle} WANG Zhe	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. ABD EL HAKEIM Ahmed	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. ABISROR Ohad	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. ALONSO Jorge	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. BAKHADDA Chihab	Paris-la Villette

9 juillet 2009	M. BALBOUZI Sabeur	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} BEIER Emilie	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. BELLOTTI Ugo	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} BELMEZOUAR Wiame	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} BEN LAHSEN Scheherazad	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} BIGOT France	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} BODIN Lucie	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} BUYER Véronique	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. CLETO Daniel	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. COUTURIER Nicolas	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} DAHER Audrey	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. DE BERRANGER Romain	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} DELIMARD Christine	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. DENAT Grégoire	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. DORMEUIL Fabien	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. DUCOS Xavier	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} FINCK Laure	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} FOECKLER Christine	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. FORT Alexandre	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. FRIZZI Jean	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. GALLAIS Christophe	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} GRIGOROVA Svetla	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} GROH Samantha	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} GRUJIC Jasna	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} HUGUIES Iangaly	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. JIANG Wei	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} LAMBERT Aurélie	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. LAMRI Mohamed Redha	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. LUCAS Philippe	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. MARCONNET Baptiste	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} MEDIOUNI Dalel	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. MEHUL Mathias	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. MERCIER Nicolas	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. MIRMIRAN Arman	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} NAQROUZ Imene	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} NGUYEN Thanh-Trang	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. NICHENACHE Billal	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} PARGADE Magalie	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{me} PETROVA Natalia (ép. ROCHARD)	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} PLATTARD Odile	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. POUILLARD Pierre-Jean	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. PREVOT Rodolphe	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} PRION Marion	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} QUILLEN T Amandine	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} RUDNICKA Ewa	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. SAUTEREAU Dimitri	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. SHE Ran	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. SIOUNANDAM Jean-Pierre	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. SNANE Mouloud	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. TABRA OSORIO Emilio	Paris-la Villette

9 juillet 2009	M. TERCHI Mohamed Nadir	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} TYTGAT Alexandra	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M ^{lle} VILAIN Audrey	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. WISER-SCHERDING Jonathan	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. YESSOUFOU Affissou	Paris-la Villette
9 juillet 2009	M. ZARKA Dean	Paris-la Villette
10 juillet 2009	M ^{lle} VOGEL Christilla	Paris-la Villette
27 juillet 2009	M. ENRICO Maxime	Paris-la Villette

Septembre 2009

4 septembre 2009	M ^{lle} NICOT Elodie	Paris-la Villette
4 septembre 2009	M ^{lle} VOISIN Anne-Charlotte	Paris-la Villette
11 septembre 2009	M. DJIDAR Habib Karim	Paris-la Villette
17 septembre 2009	M. BENARD Camille	Paris-la Villette
17 septembre 2009	M. CHALAL Ricky	Paris-la Villette

Liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 09P).**Mai 2009**

5 mai 2009	M ^{lle} MAILLEFER Sara	Paris-la Villette
------------	---------------------------------	-------------------

Juin 2009

2 juin 2009	M ^{lle} BORDERIE Emilie	Paris-la Villette
2 juin 2009	M. COGNEE Régis	Paris-la Villette
2 juin 2009	M. COMBES Julien	Paris-la Villette
2 juin 2009	M ^{lle} DIAS LOPES Angela	Paris-la Villette
2 juin 2009	M ^{lle} FRAZZI Elodie	Paris-la Villette
2 juin 2009	M. GU Yue	Paris-la Villette
2 juin 2009	M ^{lle} GUILBERT Caroline	Paris-la Villette
2 juin 2009	M. HWANG Jong Dae	Paris-la Villette
2 juin 2009	M ^{lle} IONESCU Ileana	Paris-la Villette
2 juin 2009	M. LEDUC Adrien	Paris-la Villette
2 juin 2009	M ^{lle} MAUCORPS Claire	Paris-la Villette
2 juin 2009	M ^{lle} MILLAN Gabrielle	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. ASSELAH Ryad	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} BENKACI Lynda	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. BEYRET Nicolas	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} BLONDEAU Emmanuelle	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. BONELLI Gilberto	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} BORROMEE Aude	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} CHENG Christine	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. DESMONT Sébastien	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} DUSART Eloïse	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. EL MALEH Meyer	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. FENOUIL Xavier	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. LOISEAU Julien	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. LOMBARDO Xavier	Paris-la Villette

3 juin 2009	M ^{lle} OUVRARD Violaine	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. PARK Young Song	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} PAULUS Catherine	Paris-la Villette
3 juin 2009	M. PIERREFEU Garrick	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} PREVOST Angèle	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} ROUSSEL Ingrid	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} SENELIS Christelle	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} SEURIN Maud	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} YANG Woo-Hyang	Paris-la Villette
3 juin 2009	M ^{lle} ZIZI Habiba	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} BERROU Camille	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} BLIN Annabelle	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. BZIOUI Saïd	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. CITA Karel-Stuart	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. DOGER DE SPEVILLE Julien	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. DUBOIS Paul	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. FRAYSSE Yann	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. GAINCHE Mathieu	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. GARCIA Sébastien	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} GARY Olivia	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} GUILLARD Aurélie	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} LAINE Marine	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} MATESCO Leslie	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. MONDINE Adrien	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} MONNIN Clémence	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. NERI Christian	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} SMAILI Lamia	Paris-la Villette
5 juin 2009	M ^{lle} TORT Adeline	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. YACIA Lounis	Paris-la Villette
5 juin 2009	M. ZHONG Ling	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. ABEGG Gaultier	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. AKBARALY Radj-Alexandre	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} AUDOUSSET Anne	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} AVIGNON Charlotte	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. BAEHR Clément	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. BALZANO Francesco	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} BOUTON Julia	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} CAPDEVILLE Claire	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. DELATTRE Romain	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} DRICI Fatima Zohra	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. FALIZE Florent	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} FOISSY Claire	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. FONTANEZ Eric	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. GANGAYE Eric	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} GATINEAU Madaud	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. KRAUSE Caetano	Paris-la Villette

8 juin 2009	M. LOPEZ Jorge	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. MERY Guillaume	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{me} MJAHAD Sanac	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. OBADIA Vincent	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. PINTON Louis-Nicolas	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} POUDEROUX Agathe	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. ROULLAND Olivier	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} ROUVIERE Lyllie	Paris-la Villette
8 juin 2009	M ^{lle} UDIN Maud	Paris-la Villette
8 juin 2009	M. ZERDOUN Yohan	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} BITTON Cécile	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} BUCHERIE Sophie	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} DESBROSSES Louisiane	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} FENNICH Salwa	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. JEAN William	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. KOENIG Alexandre	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. KUKUCKA Guillaume	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} LAVIE Caroline	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. LEE Bo Kyoung	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} MAHIEU Maud	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. MURACCIOLE-PLA Hugo	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} PICONNET Lise	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} PORCHERON Sophie	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. RIM Unchol	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} ROCH Laëtitia	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. ROSIERES Benoît	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. SFAR Eric	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} SILVA RUIZ Andrea	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} SIMA Maria-Valentina	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} TILDIAN Laura	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} VALENTIN Edith	Paris-la Villette
10 juin 2009	M. VIVILLE Nicolas	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} YAN Xin	Paris-la Villette
10 juin 2009	M ^{lle} YE Lu	Paris-la Villette

Diplôme de paysagiste DPLG - ENSAP Bordeaux (Lot 09Q).

Novembre 2008

28 novembre 2008 M^{lle} LE BRIS Celine Bordeaux

Juin 2009

10 juin 2009	M ^{lle} RAVA Sylvane	Bordeaux
11 juin 2009	M. COUNILLON Guillaume	Bordeaux
12 juin 2009	M ^{lle} GASSET Noelle	Bordeaux
12 juin 2009	M ^{lle} PLANCHE Caroline	Bordeaux
15 juin 2009	M. HUET Jérémy	Bordeaux
15 juin 2009	M. LEBEL Sébastien	Bordeaux
17 juin 2009	M ^{lle} FAURE Mélanie	Bordeaux
17 juin 2009	M. VINET Olivier	Bordeaux
18 juin 2009	M. GYSBERS Olivier	Bordeaux
19 juin 2009	M ^{lle} FENATEU Nina	Bordeaux

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09R).

Septembre 2007

7 septembre 2007 M^{lle} MICHEL Julie Paris-la Villette

Septembre 2008

11 septembre 2008 M. LABAT Thibault Paris-la Villette

Juillet 2009

7 juillet 2009 M^{lle} COLLOT Stéphanie Paris-la Villette

7 juillet 2009 M^{lle} IVANCOVSKY Mariana Paris-la Villette

9 juillet 2009 M. ADAM Sylvain Paris-la Villette

9 juillet 2009 M. MESSAOUDI Said Paris-la Villette

10 juillet 2009 M^{lle} JIN Jing Paris-la Villette

10 juillet 2009 M^{lle} MENAGER Aurélie Paris-la Villette

17 juillet 2009 M^{lle} GAUTHERIN Julie Paris-la Villette

17 juillet 2009 M^{lle} KADRI Saleha Paris-la Villette

20 juillet 2009 M. HURRY Alvin Paris-la Villette

21 juillet 2009 M. SCARLATESCU Andrei-Filip Paris-la Villette

23 juillet 2009 M. LAHOUCINE Lahoucine Paris-la Villette

24 juillet 2009 M. DENEL Pierre Paris-la Villette

24 juillet 2009 M^{lle} PLATRIEZ Alice Paris-la Villette

29 juillet 2009 M. BOUIGES Grégoire Paris-la Villette

30 juillet 2009 M^{lle} AMZIANE Naïma Paris-la Villette

30 juillet 2009 M^{lle} CATHERINE Adèle Paris-la Villette

30 juillet 2009 M. MERNISSI Hamza Paris-la Villette

Août 2009

24 août 2009 M^{lle} BOGDAN Sylwia Paris-la Villette

27 août 2009 M^{lle} BELHASKA Hayate Paris-la Villette

30 août 2009 M^{lle} RAKOTONOERA Morgane Paris-la Villette

31 août 2009 M^{lle} SIEGEL Anne-Pierre Paris-la Villette

Septembre 2009

4 septembre 2009 M. ALLAL Pierre Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. CERVERA Marc Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{lle} FAROKHZAD Mojdeh Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{lle} FONGUE Christelle Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{lle} GARCIA PELAYO Carolina Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. GAUTIER Vincent Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. HAM Wiseth Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. LUONG Ngoc Trung Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{me} MARCO Laurence (ép. ONLE) Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{lle} METAIREAU Cécile Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{lle} PAYNEAU Claire Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. POUCHAN Benjamin Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. POUCHARD Louis-Marie Paris-la Villette

4 septembre 2009 M^{lle} PRIE Virginie Paris-la Villette

4 septembre 2009 M. SALLES CUNHA Leonardo Paris-la Villette

4 septembre 2009	M ^{lle} SEYHAN Marianne	Paris-la Villette
4 septembre 2009	M. VIDAL COUTO Pedro	Paris-la Villette
7 septembre 2009	M ^{lle} DUPERCHE Camille	Paris-la Villette
7 septembre 2009	M ^{lle} WOLFRAM Marielis	Paris-la Villette
8 septembre 2009	M. ABOUTAMMAM Rabir	Paris-la Villette
8 septembre 2009	M ^{lle} GERARD Anne-Sophie	Paris-la Villette
8 septembre 2009	M ^{lle} HOLBLINGOVA Katarina	Paris-la Villette
8 septembre 2009	M ^{me} THOMAS Florence (ép. TUROT)	Paris-la Villette
9 septembre 2009	M ^{lle} KUCIC Tiphaine	Paris-la Villette
9 septembre 2009	M ^{lle} PASINETTI Caroline	Paris-la Villette
10 septembre 2009	M ^{lle} BRELEUR Lina	Paris-la Villette
10 septembre 2009	M. DJIAN Axel	Paris-la Villette
10 septembre 2009	M. GOZLAN Elie	Paris-la Villette
10 septembre 2009	M ^{lle} MANDIC Alexandra	Paris-la Villette
11 septembre 2009	M ^{lle} CHABAUD Stéphanie	Paris-la Villette
11 septembre 2009	M. FAN Hongfei	Paris-la Villette
14 septembre 2009	M ^{me} AOOURAGH Lamia (ép. BOUKHANNOUCHE)	Paris-la Villette
14 septembre 2009	M ^{lle} KTARI Dorra	Paris-la Villette
14 septembre 2009	M. REINA Francisco	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. AOUED Karim	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. ASTASIE Nicolas	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. BONNET Yves	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. BOUDJERID Samy Chams Eddine	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} CHARPENTIER Chloé	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} DELWARDE Anne-Laure	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} DUPARCQ Marie	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} ERKAN Filiz Pelin	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} FORT Hélène	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} GERARD Pauline	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} GERVASSI Lisa	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} GUIRESSE-DUPEROU Mikaëla	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. HERRERA SANCHEZ Javier	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} HUYNH Yvonne	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} JULLIEN Johane	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} KASTLER Anne-Laure	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} LANDON Aurélie	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. LEE Jun	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. LEMAIRE Sébastien	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} LENOIR Julia	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} MAGAIN Clara	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. MARION Jack-Yves	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} MOURINS D'ARFEUILLE Pauline	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. OLIVIER Rémi	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. PAIN Christophe	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. QUINIOU Sébastien	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. RENAUD Thomas	Paris-la Villette

15 septembre 2009	M. RIZOS Dimitri	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} ROSSI Silvia	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} SALAZAR ARANGO Maria Fernanda	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. SAMASSA Mamadou	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. SAXEMARD Samuel	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} VAISSE Nathalie	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M. VIDAL Grégoire	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} XUE Qian	Paris-la Villette
15 septembre 2009	M ^{lle} ZEMIRLI Louiza	Paris-la Villette
17 septembre 2009	M ^{lle} BRUNEAU Léa	Paris-la Villette
17 septembre 2009	M ^{lle} LE Thuy Huong	Paris-la Villette
21 septembre 2009	M. BAHMOU Abdellah	Paris-la Villette
21 septembre 2009	M. BERNHARDT FERNANDEZ Christian	Paris-la Villette
21 septembre 2009	M. LO Yuan-Chun	Paris-la Villette
21 septembre 2009	M. THOMELIN Nicolas	Paris-la Villette
22 septembre 2009	M ^{lle} BOURGEOIS Emilie	Paris-la Villette
22 septembre 2009	M ^{lle} CORNU Virginie	Paris-la Villette
22 septembre 2009	M. DUVAL Silvere	Paris-la Villette
22 septembre 2009	M ^{lle} GHIASSI Neda	Paris-la Villette
22 septembre 2009	M ^{lle} IRAQI Sofiya	Paris-la Villette
23 septembre 2009	M. LIMONDIN Pierre-Emmanuel	Paris-la Villette
23 septembre 2009	M. SU Lei	Paris-la Villette
24 septembre 2009	M ^{lle} QUELENNEC Bleuenn	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M. BEAUCAMP Pierre	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M ^{lle} CHAKROUNE Ghada	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M. ESCRIG Laurent	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M ^{lle} GALVEZ Javiera	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M ^{lle} KILGAST Stéphanie	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M. LAKHBABI Adnane	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M. OUGOUADFEL Samir	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M ^{lle} RAMIANDRISOA Audrey	Paris-la Villette
25 septembre 2009	M ^{lle} YU Nan	Paris-la Villette
26 septembre 2009	M. CHEVRE Simon	Paris-la Villette
26 septembre 2009	M. PERINICCI Anthony	Paris-la Villette
28 septembre 2009	M ^{lle} BENHAMMOU Virginie	Paris-la Villette
28 septembre 2009	M. BRASSEL Nikola	Paris-la Villette
28 septembre 2009	M ^{lle} FAYE Geneviève Ngóné	Paris-la Villette
28 septembre 2009	M ^{lle} MISZCZYK Agata	Paris-la Villette
28 septembre 2009	M ^{lle} SIROT Pauline	Paris-la Villette
28 septembre 2009	M. VALDIVIESO José Miguel	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M ^{lle} BLEIN Marion	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M. CARNEVALI Nicola	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M ^{lle} GONZALEZ Dorothée	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M ^{lle} JOYAU Carmen	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M ^{lle} LARFOUILLOUX Virginie	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M ^{lle} THONNART Armelle	Paris-la Villette

29 septembre 2009	M. YANG Hui-Seong	Paris-la Villette
29 septembre 2009	M ^{lle} ZAMMOURI Zoubeida	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. BLANCHARD Julien	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. BLIMO Nicolas	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M ^{lle} CROUTSCHE Amandine	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. DE CALONNE D'AVESNES Geoffroy	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M ^{lle} DJAIT Nour	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. DOGAN Sezer	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M ^{lle} FERTE Claire	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M ^{lle} RAGOUCY Océane	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M ^{lle} SEBO Suzanne	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. UDOL Jonathan	Paris-la Villette

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09S).

Juillet 2006

3 juillet 2006	M ^{lle} BERKIA Aïcha	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} BOLLE-REDAT Annelise	Versailles
3 juillet 2006	M. BOUQUIN Arnaud	Versailles
3 juillet 2006	M ^{me} CHEVALIER Aline (ép. CHARLEMAGNE)	Versailles
3 juillet 2006	M. DE ALMEIDA Mickaël	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} DESMARS Delphine	Versailles
3 juillet 2006	M. ESNAULT Nicolas	Versailles
3 juillet 2006	M. GIRARDEAU Alexandre	Versailles
3 juillet 2006	M. HAMELIN Francois	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} JACQ Pauline	Versailles
3 juillet 2006	M. LALANNE William	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} LEPROUST Celine	Versailles
3 juillet 2006	M. MAGNET Yann	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} MASSONNIER Justine	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} MERESSE Dorothee	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} MICHEL Julie	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} MOREAU Anne	Versailles
3 juillet 2006	M ^{lle} RUBIN Aurélie	Versailles
3 juillet 2006	M. VOYER Sébastien	Versailles
4 juillet 2006	M ^{lle} BOSREDON Eloïse	Versailles
4 juillet 2006	M ^{lle} BOURQUIA Sabrina	Versailles
4 juillet 2006	M. GOSSET Aurélien	Versailles
4 juillet 2006	M ^{lle} LAROMIGUIERE Sophie	Versailles
4 juillet 2006	M ^{lle} LEJEUNE Carina	Versailles
7 juillet 2006	M. BARIAT Laurent	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} BERTINA Stephanie	Versailles
7 juillet 2006	M. BRAUD Olivier	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} CABOURET Pauline	Versailles
7 juillet 2006	M ^{me} DE CHORIVIT DE SAGARDIBURU Sophie (ép. PUIBARAUD)	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} DELMAS Frédérique	Versailles
7 juillet 2006	M. DESTRE Gaspard	Versailles

7 juillet 2006	M ^{lle} DOHEN Fanny	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} DUBOIS Melanie	Versailles
7 juillet 2006	M ^{me} GOSSE Claire (ép. ENTE)	Versailles
7 juillet 2006	M. GROLEAU Damien	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} HONNET Eve	Versailles
7 juillet 2006	M. HOPRASARTSUK Therdsiddhi	Versailles
7 juillet 2006	M ^{me} KOVALYOVA Alina (ép. PAYET)	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} LE COGUIEC Marine	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} LE ROY LIBERGE Orianne	Versailles
7 juillet 2006	M. MERIAC Benoît	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} PERNOT Virginie	Versailles
7 juillet 2006	M. REYNIER Colin	Versailles
7 juillet 2006	M ^{lle} ROMBAUT Célia	Versailles

Février 2007

13 février 2007	M. DIMOV Konstantin	Versailles
13 février 2007	M. FAURE Aurelien	Versailles
13 février 2007	M. GAUTHIER Virginie	Versailles
13 février 2007	M. GUERBOIS Alistair	Versailles
13 février 2007	M. PATCHEV Necho	Versailles
14 février 2007	M. CELLIER Itai	Versailles
14 février 2007	M. MORILLON Mathieu	Versailles
15 février 2007	M ^{lle} BREGUET Louise	Versailles
15 février 2007	M ^{lle} CHARDON Félicie	Versailles
15 février 2007	M ^{lle} CORNY Claire	Versailles
15 février 2007	M ^{lle} DELEPIERRE Charlotte	Versailles
15 février 2007	M ^{lle} DELOLMO Caroline	Versailles
15 février 2007	M. MURACCIOLE Hugo	Versailles
15 février 2007	M. REZE Etienne	Versailles
15 février 2007	M ^{lle} ROBERT Laurence	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} ALIGON Laurie	Versailles
16 février 2007	M. AUBERTIN Pierre	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} BARTHRAM Georgina	Versailles
16 février 2007	M. BONDUELLE Erwan	Versailles
16 février 2007	M. BRUN Guilhem	Versailles
16 février 2007	M ^{me} BUSMANE Daiga (ép. LELIEUR)	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} DE BESOMBES Camille	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} DELPORTE Helene	Versailles
16 février 2007	M. DOGNIN Florent	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} HACHON Sophie	Versailles
16 février 2007	M. JAMMES Anthony	Versailles
16 février 2007	M. MARCADIER Maxime	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} ORELLANA Yuria	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} RODE Camille	Versailles
16 février 2007	M. ROUX Baptiste	Versailles
16 février 2007	M. SERGIENKO Nikita	Versailles
16 février 2007	M ^{lle} VISNJIC Ana	Versailles

Juillet 2007

3 juillet 2007	M ^{lle} ABRAHAM Solenne	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} AGNAOU Meryem	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} AUBOURG Marina	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} BACH Marie-Claire	Versailles
3 juillet 2007	M ^{me} BAHBA Sofia (ép. BERRIER)	Versailles
3 juillet 2007	M. BLANCHET Jean-Sebastien	Versailles
3 juillet 2007	M. BOUGLE Romain	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} CAYOT Isabelle	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} COLOMBEYRON Melaine	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} D'AUDIFFRET Pervenche	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} DAUVERGNE Azadeh	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} DELCROS Soline	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} DENIS Charlene	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} DIDOU Yolaine	Versailles
3 juillet 2007	M. ESCHALIER Vincent	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} GICQUIAUD Mélanie	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} GUIMONT Aurore	Versailles
3 juillet 2007	M. GUIONNET Fabien	Versailles
3 juillet 2007	M. JACQ Erwan	Versailles
3 juillet 2007	M. JARSCHKE Ted	Versailles
3 juillet 2007	M. KIM Ki Kyun	Versailles
3 juillet 2007	M. KOEGLER Stéphane	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} LANOE Elise	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} LEROUX Mélanie	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} LESASSIER Odile	Versailles
3 juillet 2007	M. MAGNEN Frédéric	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} MEULET Aurélie	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} MOUSSA Siham	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} PICARD Laure	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} POREE Charlotte	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} PUJOL Marion	Versailles
3 juillet 2007	M. RAVAT Laurent	Versailles
3 juillet 2007	M. RENAULT Guillaume	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} SALZEDO Pascaline	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} TOURNEPICHE Maud	Versailles
3 juillet 2007	M ^{lle} VEZIN Mathilde	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} AOUCHICHE Wahiba	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} ARMANI Laurence	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} AUSSERRE Vanessa	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} BELLIN Celine	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} BERA Anne-Catherine	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} BERNDT Anna-Flore	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} BOUCHEZ Aurélie	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} BRAIDA Castalie	Versailles

5 juillet 2007	M. BRECHER Jonathan	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} COMMON Lauriane	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} DE PIEDOUE D'HERITOT Mathilde	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} DECAUX Anne-Claire	Versailles
5 juillet 2007	M. DELTOUR Romain	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} DEMARET Cecile	Versailles
5 juillet 2007	M. DESMAZIERES Emmanuel	Versailles
5 juillet 2007	M. ERNULT Eric	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} FERCOCQ Marion	Versailles
5 juillet 2007	M. FOUCAULT Florian	Versailles
5 juillet 2007	M. GAUTILLOT Romain	Versailles
5 juillet 2007	M. GORGUES Benjamin	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} GROUEFF Lucinda	Versailles
5 juillet 2007	M. GUPTA Dev	Versailles
5 juillet 2007	M. LACAZE Antoine	Versailles
5 juillet 2007	M. LELIEVRE Pierre	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} LIZE Camille	Versailles
5 juillet 2007	M. MANTOUX Charles	Versailles
5 juillet 2007	M. MARMORAT Théophile	Versailles
5 juillet 2007	M. MATHIEU Florian	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} MEYNIER DE SALINELLES Aurelie	Versailles
5 juillet 2007	M ^{me} MONNEAU Emilie (ép. BONGARD)	Versailles
5 juillet 2007	M. OUAZANA Raphael	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} PERRIN Aurelie	Versailles
5 juillet 2007	M. PIOCHE Francois	Versailles
5 juillet 2007	M. RENARD Matthias	Versailles
5 juillet 2007	M. ROBBE Benjamin	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} ROUHIER Aurelie	Versailles
5 juillet 2007	M. SEIGNEUR Benjamin	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} THIARD Helene	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} TOMAS Stéphanie	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} VIDALON RIOS Lourdes Gabriela	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} VOSGIEN Gaelle	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} WAWRZYNIAK Chloé	Versailles
5 juillet 2007	M ^{lle} ZEITOUN Chloé	Versailles
6 juillet 2007	M. BEAL Romain	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} BENIGUEL Marie	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} CEREZO Julie	Versailles
6 juillet 2007	M. CHAUVRON Frédéric	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} CHTEREVA Mariana	Versailles
6 juillet 2007	M. FREUDENREICH Damien	Versailles
6 juillet 2007	M. GARIN Guillaume	Versailles
6 juillet 2007	M. GODET Stephane	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} LEBRUN Valérie	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} MAUVEZIN Jeanne	Versailles

6 juillet 2007	M ^{lle} NIKOLOVA Chavdara	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} PALISSON Hélène	Versailles
6 juillet 2007	M. PAWLOWSKI Marcin	Versailles
6 juillet 2007	M ^{lle} THIERRY Maela	Versailles

Septembre 2007

17 septembre 2007	M. SABATIER Thomas	Versailles
-------------------	--------------------	------------

Février 2008

11 février 2008	M ^{lle} BOGNOUNOU Mariam Idrissovna	Versailles
11 février 2008	M. CLEMENT Antoine	Versailles
11 février 2008	M. COCO Michael Désiré D' Artagnan	Versailles
11 février 2008	M ^{lle} CRAMOYSAN Anne-Sophie	Versailles
11 février 2008	M. DAMBRINE Arnaud	Versailles
11 février 2008	M. DE MADAILLAN DE MONTATAIRE Lancelot	Versailles
11 février 2008	M. DUCOMMUN Julien	Versailles
11 février 2008	M. DYCKE Augustin	Versailles
11 février 2008	M ^{lle} ELIASSON Susanne	Versailles
11 février 2008	M. GAUTIER Benjamin	Versailles
11 février 2008	M. GENDRE Yann	Versailles
11 février 2008	M. LEGRET Dimitri	Versailles
11 février 2008	M ^{lle} MAZE Melanie	Versailles
11 février 2008	M. OLLIVIER Damien	Versailles
12 février 2008	M ^{lle} CHATILLON Anne-Sophie	Versailles
12 février 2008	M ^{lle} COQUELLE Julia	Versailles
12 février 2008	M ^{lle} DEVEVEY Anne	Versailles
12 février 2008	M. GANDON Damien	Versailles
12 février 2008	M ^{lle} GREGOIRE Alice	Versailles
12 février 2008	M ^{lle} HIPPOLYTE Lea	Versailles
12 février 2008	M. MINY Pierre-Etienne	Versailles
13 février 2008	M ^{lle} BEAUMONT Mylène	Versailles
13 février 2008	M ^{lle} DELANOUE Marion	Versailles
13 février 2008	M ^{lle} FERRANTI Cristina	Versailles
13 février 2008	M. KOSZYCZARZ Cyril	Versailles
13 février 2008	M. VELASQUEZ FERRANDO Roger Alejandro	Versailles
15 février 2008	M ^{lle} BODET Marie-Pauline	Versailles
15 février 2008	M ^{lle} JALENQUES Juliette	Versailles
15 février 2008	M ^{lle} PROKL Florie	Versailles
15 février 2008	M ^{lle} RICAUD Elsa	Versailles

Juillet 2008

2 juillet 2008	M. ALBERT Denis	Versailles
2 juillet 2008	M. ALLOUIS Benjamin	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} BAES Marina	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} BEHAGHEL Berenice	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} BOUCHAREB Salwa	Versailles
2 juillet 2008	M. CHALOT Vincent	Versailles
2 juillet 2008	M. CHARLOT DUFOUR Stéphane	Versailles

2 juillet 2008	M ^{lle} CHARPENTIER Olivia	Versailles
2 juillet 2008	M. CHOE Gui-Hun	Versailles
2 juillet 2008	M. CHOPLAIN Guillaume	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} COURTHIADE Daphnee	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} COUTARD Céline	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} DALIN Jérémie	Versailles
2 juillet 2008	M. DE BERNARDI Yann	Versailles
2 juillet 2008	M. DE PALMAS Simon	Versailles
2 juillet 2008	M. DUJON Marc	Versailles
2 juillet 2008	M. EGERMANN Christophe	Versailles
2 juillet 2008	M. FERMENT David	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} FORON Charlotte	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} GARRAUX Letizia	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} GEHAMY Ditta Nathalie	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} GHEZALI Linda	Versailles
2 juillet 2008	M. GUERMAZ Amine	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} GUILLON Isabelle	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} HUANG Mei	Versailles
2 juillet 2008	M. HUANG Yu	Versailles
2 juillet 2008	M. HUREL Thibault	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} LE FUR Johanna	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} MARY Mathilde	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} MEDARD Valérie	Versailles
2 juillet 2008	M. MORIN Jean	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} PEZERIL Béatrice	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} REYSSET Pauline	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} ROUCHON Fanny	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} SAINT- MARTIN Cyrielle	Versailles
2 juillet 2008	M ^{lle} TASSIN Myriam	Versailles
2 juillet 2008	M. VEVER Julien	Versailles
2 juillet 2008	M ^{me} VIMBERT Christine (ép. NIVET)	Versailles
3 juillet 2008	M. AUGEREAU Rémi	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} BELLEGARDE Lou	Versailles
3 juillet 2008	M. BONNEFOY Charles	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} CAZENAVE Clemence	Versailles
3 juillet 2008	M. CHAPPONNAIS Guillaume	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} CHATEL Christine	Versailles
3 juillet 2008	M. CHEN Xi	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} DEMANDRE Marine	Versailles
3 juillet 2008	M. DEMORA Guillaume	Versailles
3 juillet 2008	M. DRENCOURT Arnaud	Versailles
3 juillet 2008	M. DUTERTRE Nicolas	Versailles
3 juillet 2008	M. GOULET Alexandre	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} GUILLON Laetitia	Versailles
3 juillet 2008	M. GUYOT DE LA HARDROUYERE Pierre	Versailles

3 juillet 2008	M. JAUNET Etienne	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} JUD Elise	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} KARPIEL Isabelle	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} LAHMADI Sarah	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} LAROCHE Marion	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} LE DUIC Kristel	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} MARIANI Sonia	Versailles
3 juillet 2008	M. MENNESSON Thomas	Versailles
3 juillet 2008	M. METAYER Aurelien	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} MINIER Alexandra	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} PACCAGNINI Nelly	Versailles
3 juillet 2008	M. PERISSE Clement	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} PIJSELMAN Constance	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} RAIMON Ophelie	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} REUTER Lucie	Versailles
3 juillet 2008	M ^{lle} RUDAUX Delphine	Versailles
3 juillet 2008	M. VAUCHER Mathieu	Versailles
3 juillet 2008	M. VENNE Israel	Versailles

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 09T).

Septembre 2006

13 septembre 2006	M ^{lle} ALLARD-LATOURE Marie	Montpellier
13 septembre 2006	M. AZAIS Raphael	Montpellier
13 septembre 2006	M. BONNOT Julien	Montpellier
13 septembre 2006	M. BOURIAT Thomas	Montpellier
13 septembre 2006	M. BOVIS Jonathan	Montpellier
13 septembre 2006	M. CASTRO Thierry	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} CAUET Audrey	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} CHANTERAUD Aude	Montpellier
13 septembre 2006	M. CHARLES Ludovic	Montpellier
13 septembre 2006	M. CHEVIN Mathieu	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} CONDAMINE Claire	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} DAMOUR Laurence	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} DESCHANELS Nathalie	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} DIET Audrey	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} GARRABE Aurelie	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} GERBAIL Melanie	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} GOEPFERT Claudia	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} GRONDIN Marie-Claire	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} HOAREAU Valerie	Montpellier
13 septembre 2006	M. LAGARDERE Thibault	Montpellier
13 septembre 2006	M. LAURENCON Pierre	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} LAURENT Valerie	Montpellier
13 septembre 2006	M. LECHAT Nicolas	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} LEPINAY Marion	Montpellier

13 septembre 2006	M ^{lle} MEI Alice	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} MIAS Caroline	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} NICOLAS Aurelie	Montpellier
13 septembre 2006	M. NOUGARET Laurent	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} OUVRIER-BONNAZ Marion	Montpellier
13 septembre 2006	M. PERRIN-LACOUR Simon	Montpellier
13 septembre 2006	M. PRADAL Vincent	Montpellier
13 septembre 2006	M. REYNAUD Olivier	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} ROUSSIN Fanny	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} SAFARIAN-NEMATABAD Suzanne	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} TERRAZZONI Caroline	Montpellier
13 septembre 2006	M. THERON Benjamin	Montpellier
13 septembre 2006	M. TYSSAEN Simon	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} VALETTE Claire	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} VERLAGUET Stephanie	Montpellier
13 septembre 2006	M. VILLETTE Pierre-Yves	Montpellier
13 septembre 2006	M ^{lle} ZWANZIG Ute	Montpellier

Janvier 2007

29 janvier 2007	M ^{lle} BALDET Veronique	Montpellier
29 janvier 2007	M. DABIRE Walter	Montpellier
29 janvier 2007	M. DAOUABI Brahim	Montpellier
29 janvier 2007	M ^{lle} FERRERE Stephanie	Montpellier
29 janvier 2007	M. HASSEN Mickael	Montpellier
29 janvier 2007	M ^{lle} LEROY Fanny	Montpellier
29 janvier 2007	M ^{lle} LOPEZ Delphine	Montpellier
29 janvier 2007	M. MIRAOUI Thomas	Montpellier
29 janvier 2007	M. PARISOT Pierre-Emmanuel	Montpellier
29 janvier 2007	M. PASCAL Laurent	Montpellier
29 janvier 2007	M ^{lle} QUATREFAGES Amelie	Montpellier
29 janvier 2007	M. SAVATER Nicolas	Montpellier
29 janvier 2007	M ^{lle} SOLIGNAC Helene	Montpellier

Juillet 2007

6 juillet 2007	M. ASSERAF Jonathan	Montpellier
6 juillet 2007	M. CHAVARDES Benjamin	Montpellier
6 juillet 2007	M. GOUTAL Julien	Montpellier
6 juillet 2007	M ^{lle} HENON Sandrine	Montpellier
6 juillet 2007	M ^{lle} MIGOT Gaelle	Montpellier
6 juillet 2007	M ^{lle} ROLLAND Carine	Montpellier
6 juillet 2007	M ^{lle} ZULUETA Amaya	Montpellier

Septembre 2007

14 septembre 2007	M. BRESSON Yann	Montpellier
14 septembre 2007	M. CHAN-LIAT Nicolas	Montpellier
14 septembre 2007	M. CHEVAL Jeremy	Montpellier
14 septembre 2007	M ^{lle} GUIVALOT Betty	Montpellier

Octobre 2007

5 octobre 2007	M. BENSACKEL Mohamed	Montpellier
5 octobre 2007	M. BLONDIN Medhi	Montpellier
5 octobre 2007	M. CARNOY Laurent	Montpellier
5 octobre 2007	M. CASTANIER Pierre	Montpellier
5 octobre 2007	M. CASTETS Michael	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} CEUSTERMANS Melie	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} DE ABREU Christelle	Montpellier
5 octobre 2007	M. DE HORTA Filipe	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} ETANG-SALE Ophelie	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} FILIAGGI Claire	Montpellier
5 octobre 2007	M. GERVAIS Nicolas	Montpellier
5 octobre 2007	M. GHAWAM Mouhcine	Montpellier
5 octobre 2007	M. GISBERT Florian	Montpellier
5 octobre 2007	M. GROSCLAUDE Etienne	Montpellier
5 octobre 2007	M. LAVENANT Noah	Montpellier
5 octobre 2007	M. LE BIHAN Baptiste	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} LE GRAVEREND Marie	Montpellier
5 octobre 2007	M. LIENARD Adrien	Montpellier
5 octobre 2007	M. MONDO David	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} MOULAMAN Caroline	Montpellier
5 octobre 2007	M. NICOLAS Aurelien	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} ORLAC'H Laureen	Montpellier
5 octobre 2007	M. PIERREFEU Garrick	Montpellier
5 octobre 2007	M. RAMELLI Jonathan	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} RASSON Aude	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} RIEHL Jennifer	Montpellier
5 octobre 2007	M ^{lle} ROMAN Laury	Montpellier

Février 2008

13 février 2008	M ^{lle} DELHOLME Jenny	Montpellier
13 février 2008	M ^{me} GUIOMAR Carla (ép. ESNAULT)	Montpellier
13 février 2008	M. KHOKHAM Alexandre	Montpellier
13 février 2008	M. LIZE Raphael	Montpellier
13 février 2008	M ^{lle} MIRANVILLE Jessie	Montpellier
13 février 2008	M ^{lle} PAYET Nelcy	Montpellier
13 février 2008	M ^{lle} ROGNANT Corentine	Montpellier

Septembre 2008

12 septembre 2008	M ^{lle} BATTENTIER Marion	Montpellier
12 septembre 2008	M. CONIL Clement	Montpellier
12 septembre 2008	M. GRANGIER Benjamin	Montpellier
12 septembre 2008	M. HOUNY Guillaume	Montpellier
12 septembre 2008	M. HUYGHEBAERT Mathieu	Montpellier
12 septembre 2008	M ^{lle} LABBE Coralie	Montpellier
12 septembre 2008	M. LALA Thibaut	Montpellier
12 septembre 2008	M. LAROCHE Antoine	Montpellier

12 septembre 2008	M. LOPES Daniel	Montpellier
12 septembre 2008	M. LUKAS Florent	Montpellier
12 septembre 2008	M ^{lle} MAKEREEL Geraldine	Montpellier
12 septembre 2008	M. OUTRAN Lionel	Montpellier
12 septembre 2008	M. RABOURDIN Clement	Montpellier
12 septembre 2008	M ^{lle} ROLLAND Aude	Montpellier
12 septembre 2008	M ^{lle} ROUQUETTE Anne	Montpellier
12 septembre 2008	M. SALEM Anis	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} ADELLI Laurie	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{me} AURIACH Stephanie (ép. RAYSSAC)	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} BENIGNI Camille	Montpellier
30 septembre 2008	M. BERTHELOMEAU Pierre	Montpellier
30 septembre 2008	M. BESOMBES Fabien	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} BONNET Anaïs	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} BOUVETIER Lisa	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} BRUNEL Melanie	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} BUNS Julie	Montpellier
30 septembre 2008	M. CADET Laurent	Montpellier
30 septembre 2008	M. CHAMI Karim	Montpellier
30 septembre 2008	M. CHIMIER Francois	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} CHOUPIN Soizic	Montpellier
30 septembre 2008	M. CLAVEL Julien	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} COQUET Aurelie	Montpellier
30 septembre 2008	M. CORREARD Sebastien	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} COUMAILLEAU Dorothee	Montpellier
30 septembre 2008	M. DEHIMI Mohamed-Ali	Montpellier
30 septembre 2008	M. DELON Berenger	Montpellier
30 septembre 2008	M. DERRIEUX Pierre-Laurent	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} DRENEAU Marine	Montpellier
30 septembre 2008	M. DRUETTA Cedric	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} EVRAT Aurelie	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} FANJAUD Marion	Montpellier
30 septembre 2008	M. FONTAINE Ludovic	Montpellier
30 septembre 2008	M. GAILLARD Gregoire	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} GENEVAUX Chloe	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} GOICOECHEA Ainara	Montpellier
30 septembre 2008	M. JUZON Robin	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} LAFFRA Claire	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} LAVISSE Pauline	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} LEGRAND Marie-Pauline	Montpellier
30 septembre 2008	M. MAUREL Ludovic	Montpellier
30 septembre 2008	M. MOUYSSSET Charles	Montpellier
30 septembre 2008	M. ROBERT Cedric	Montpellier
30 septembre 2008	M. ROBIQUET Stephane	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} ROUSSET Fanny	Montpellier

30 septembre 2008	M. ROUVEYROL Sylvain	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} SAN JUAN Magalie	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} SERRADO Aude Marie	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} TELESFORI Charlotte	Montpellier
30 septembre 2008	M ^{lle} VERCOUTERE Lucille	Montpellier
30 septembre 2008	M. VIENNE Samuel	Montpellier

Février 2009

25 février 2009	M. COMPAN Fabien	Montpellier
25 février 2009	M. D'ABRIGEON Sebastien	Montpellier
25 février 2009	M ^{lle} DISCACCIATI Lea	Montpellier
25 février 2009	M ^{lle} GRANCHI Johanna	Montpellier
25 février 2009	M. MACHU Thibault	Montpellier
25 février 2009	M ^{lle} NAUD Sophie	Montpellier
25 février 2009	M. TEISSONNIERE Florian	Montpellier
25 février 2009	M. TERRAL Benjamin	Montpellier
25 février 2009	M ^{lle} TRUILHE Fanny	Montpellier

Juillet 2009

9 juillet 2009	M ^{lle} CODARBOX Marina	Montpellier
9 juillet 2009	M. COLOMBET Valerian	Montpellier
9 juillet 2009	M. DANY Jean-Yves	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} DENAVIT Maite	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} DESCAMP Marine	Montpellier
9 juillet 2009	M. FABRE Clement	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} FARGES Laura	Montpellier
9 juillet 2009	M. FERREIRA GONCALVES Carlos Nuno	Montpellier
9 juillet 2009	M. FLORENTIN Yohann	Montpellier
9 juillet 2009	M. GANICHOT Frederic	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} GEZ Camille	Montpellier
9 juillet 2009	M. GRANIER Nicolas	Montpellier
9 juillet 2009	M. KOSOWSKI Jerome	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} LANCON Marie-Camille	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} LOSORGIO Virginie	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} MAZOYER Agnes	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} MOREL Julie	Montpellier
9 juillet 2009	M. PASCAL Clement	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} PELADAN Emilie	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} PETITJEAN Lucie	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} QUEYROU Amandine	Montpellier
9 juillet 2009	M. RAULT Baudouin	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{me} RAZES Fany (ép. CERESÉ)	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} SARTHE Anne-Claire	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} THERIAS Mathilde	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} VINCENT Aurelie-Anne	Montpellier
9 juillet 2009	M ^{lle} ZILLIG-FLORIN Isabelle	Montpellier

Septembre 2009

25 septembre 2009	M ^{lle} ALLIER Marion	Montpellier
25 septembre 2009	M. ANDRE Thierry	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} CHAZAL Veronique	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} CIAN Elsa	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} DEHAUT Julie	Montpellier
25 septembre 2009	M. DEMUYTER Jean-Yves	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} GARDETTE Marion	Montpellier
25 septembre 2009	M. GAZAN Jean-Christin	Montpellier
25 septembre 2009	M. GEORGETTE Olivier	Montpellier
25 septembre 2009	M. GODIVEAU Eric	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} HERMAND Severine	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} LOF Alexandra	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} MAUBERT Marine	Montpellier
25 septembre 2009	M. MELMAN Joachim	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} NULLIAH Louise Ann Veronick	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} OLIVARES Sophie	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} OLIVE Carine	Montpellier
25 septembre 2009	M. OLIVEIRA Maxime	Montpellier
25 septembre 2009	M. PALMA Matthieu	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} PLASSARD Sandrine	Montpellier
25 septembre 2009	M. RACLE Benoit	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} RENARD Caroline	Montpellier
25 septembre 2009	M ^{lle} SCHRACK Raphaëla	Montpellier
25 septembre 2009	M. TRIPIER MONDANCIN Jeremy	Montpellier
25 septembre 2009	M. VERNETTE Sebastien	Montpellier

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **M^{me} Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.